
3 1761 07996346 8





L'AVEU
de la Défaite allemande

L'AVEU

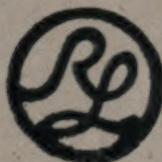
DE LA

Défaite allemande

LES ORIGINES DE L'ARMISTICE

DOCUMENTS OFFICIELS ALLEMANDS

TRADUITS PAR LE CAPITAINE KOELTZ
de l'État-Major de l'Armée



LA RENAISSANCE DU LIVRE
78, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS



PRÉFACE

La publication faite par le gouvernement allemand des documents concernant « les Origines de l'Armistice » est le résultat du conflit survenu dans les premiers mois de 1919 entre le Président du Conseil des Ministres de l'époque, Scheidemann, et le général Ludendorff, ex Premier Quartier maître général des armées de campagne au sujet des causes de l'effondrement militaire de l'Allemagne.

Cette même question avait déjà provoqué outre Rhin, quelques semaines à peine après l'armistice, une polémique de presse extrêmement violente, entre le parti militaire et conservateur et le parti social-démocrate, chacun de ces deux partis s'efforçant d'écarter de soi la responsabilité de l'effondrement et de la rejeter sur son adversaire.

Le parti militaire déclarait, pour sa défense, que le gouvernement ne lui avait pas donné les renforts qu'il demandait, que les quelques renforts qu'il avait reçus avaient mauvais esprit par suite de la campagne défaitiste menée par les socialistes, que le gouvernement avait entrepris trop tard les démarches de paix conseillées par le G. Q. G., enfin qu'au moment où le front allait être rétabli solidement sur la ligne Anvers-Meuse, la Révolution suscitée par les social-démocrates avait poignardé l'armée dans le dos.

A ces accusations, le parti social-démocrate, dont plusieurs membres, entre autres Scheidemann, faisaient partie du gouvernement qui donna l'ordre de signer l'armistice, répondait en disant : le parti militaire, seul, est cause de l'effondrement de l'Allemagne, parce que lui seul a ruiné le moral des combattants : les attaques incessantes, les pertes énormes, les fatigues surhumaines, la dureté des officiers à l'égard des hommes, l'inégalité de traitement au point de vue nourriture des officiers et des soldats, l'avancement réservé, non aux braves sous-officiers, mais aux jeunes et pédants volontaires d'un an, les décorations données aux ordonnances et non aux hommes des tranchées, la vie de plaisir menée par les officiers de l'arrière, telles furent les causes essentielles de l'effondrement du moral de l'armée allemande, causes qui ont fait d'elle une masse d'êtres ne connaissant plus du tout l'enthousiasme de 1914, une masse sans volonté de vaincre et n'aspirant plus qu'à une seule chose, la paix, quel qu'en fût le prix. Le haut commandement connaissait toutes ces souffrances, toutes ces injustices, toutes ces illégalités et, cependant, il a continué à donner l'ordre d'attaquer, il a continué à tolérer tous les défauts de « l'ancien système », oubliant que pendant la guerre l'armée n'était pas une caste, mais la nation tout entière souffrant et pensant, et il a conduit l'Allemagne à la ruine et à la honte.

Le 13 février 1919, Scheidemann, un des représentants les plus en vue du parti social-démocrate, devenu Président du Conseil, s'attaquait directement au représentant du parti militaire, au général Ludendorff, en disant à l'assemblée nationale de Weimar, dans son discours-programme :

« Le pire pour un peuple destiné à la défaite est d'être « obligé de se mentir à soi-même, parce qu'il ne lui est pas « permis de croire à sa défaite. Nous, nous étions destinés à « la défaite. Il nous a fallu garder les yeux fermés devant « cette réalité brutale que dix sont toujours finalement plus « forts qu'un seul. Il ne nous était pas permis de croire à « notre défaite, si nous ne voulions pas la provoquer, mais

« par notre seule foi en nous-mêmes nous ne pouvions pas « chasser de ce monde la puissance du nombre, alors que « contrairement à toutes les prédictions de nos prophètes « de la guerre sous-marine, les armées de nos ennemis s'aug- « mentaient sur le front occidental de plusieurs millions « d'hommes, et que finalement le génial hasardeur de la « guerre mondiale, Ludendorff, dut déclarer banqueroute. »

Ludendorff étant en Suède ne put répondre immédiatement à cette attaque ; le maréchal Hindenburg le fit à sa place par la lettre suivante qu'il adressa à Scheidemann :

G. Q. G., 16 février 1919.

« A la séance de l'Assemblée Nationale du 13 février, « Votre Excellence a traité le général Ludendorff de hasar- « deur. Ce terme, employé par la plus haute personnalité « responsable de l'Empire, est très offensant pour moi et « pour beaucoup d'autres personnes dévouées au général « Ludendorff. Le général est un ardent patriote et n'a recher- « ché par son action énergique que le bien de l'Allemagne. « On ne peut lui reprocher d'avoir agi en hasardeur sans « conscience ni réflexion. Pendant les dures années de « guerre, il a été mon fidèle collaborateur et j'ai toujours « pris la responsabilité de ses actes. Je ne puis donc pas « admettre que Votre Excellence veuille lui enlever l'hon- « neur d'avoir servi sa patrie en homme honnête et désin- « téressé.

« HINDENBURG,
« *Chef d'état-major des armées de campagne.* »

Scheidemann répondit par la lettre suivante :

« Weimar, 19 février 1919.

« Que Votre Excellence me permette de lui exprimer mes « regrets de l'avoir offensée par les paroles que j'ai pronon- « cées au sujet du général Ludendorff. Toutefois, je suis « obligé de maintenir ce que j'ai dit. Je nomme hasardeur

« l'homme qui met tout son avoir sur une seule carte, « sans songer aux conséquences qui peuvent survenir si cette « carte ne gagne pas. Comme parlementaire et surtout « comme membre du Ministère du prince Max de Bade, j'ai « pu me convaincre que le général Ludendorff a bien agi de « la sorte. Il m'est d'autant plus permis de parler d'un « génial « hasardeur » que le général Ludendorff a déclaré lui-même, « le 1er octobre 1918, ainsi que le prouvent les documents « officiels : « J'ai l'impression d'être un joueur de hasard. »

« Avec l'assurance de ma haute considération, veuillez « me croire de Votre Excellence le très dévoué

« Philippe SCHEIDEMANN. »

Le maréchal Hindenburg ne répondit pas à cette lettre, mais un des collaborateurs les plus fidèles de Ludendorff, le commandant von dem Bussche, qui avait assisté, en tant que délégué du G. Q. G., à une partie des séances du Conseil des Ministres, au début d'octobre 1918, adressa au Président du Conseil la lettre ouverte suivante :

« Au Président du Conseil

« Son Excellence Philippe Scheidemann.

« Le maréchal Hindenburg semble renoncer à l'intention « de répondre à votre lettre du 19 février. Qu'il en soit « remercié ! Même s'il parlait un langage céleste, il ne pour- « rait être compris de vous. Mais le public a le droit d'être « renseigné. C'est pourquoi je veux vous dire quelques mots. « Vous êtes loin de posséder, Monsieur Philippe Scheidemann, « les dons et la grandeur des grands Capitaines. Il n'y a pas « lieu d'en être surpris : un Capitaine doit exécuter un tra- « vail positif : vous, vous avez employé jusqu'à ce jour votre « vie à faire le contraire.

« Un Capitaine doit prendre des décisions hardies : il ne « peut pas avant la bataille calculer sa décision mathémati- « quement. S'il essayait de le faire, il n'accepterait jamais

« de combattre contre un ennemi supérieur en nombre. Fré-« déric le Grand n'aurait jamais pu livrer ni gagner les « batailles de Rossbach et de Leuthen, il n'aurait jamais « pu terminer victorieusement la guerre de Sept ans. Sans « audace, pas de succès. Si on se place à ce point de vue, « presque tous les grands capitaines, à commencer par « Alexandre le Grand, ont été obligés à se livrer à un jeu « de hasard. Et c'est précisément dans ces occasions que leur « génie se manifeste de la façon la plus éblouissante.

« Mais vous, Monsieur Philippe Scheidemann, vous avez, « dans une intention haineuse, qualifié le général Ludendorff « de « hasardeur ». Votre mémoire vous fait oublier à cette « occasion le rôle que vous avez joué vous-même dans cette « partie. Si nous demeurons sur le terrain de votre compa-« raison méchante, Ludendorff fut alors le grand et honnête « joueur qui mit en jeu son amour intense pour sa patrie, « sa volonté et sa science puissantes afin de gagner la par-« tie pour son pays. Vous, Monsieur Philippe Scheidemann, « — alors que vous n'étiez ni Président du Conseil, ni Secré-« taire d'Etat, ni Excellence, — vous vous teniez derrière « lui, en spectateur, vous lisiez dans son jeu et dénonciez « au monde entier ses faiblesses. Par votre appel en faveur « de la paix de « justice », vous avez paralysé la volonté « de combattre de notre peuple, vous avez renforcé celle de « nos ennemis et vous nous avez fait beaucoup de mal.

« Le nom de Ludendorff est déjà, avec ou sans votre inter-« vention, immortel. Vous, Monsieur le Président, il vous « faut encore montrer au peuple allemand si vous êtes à la « hauteur de la situation où la faveur populaire vous a porté « momentanément ; il vous faut encore montrer si au lieu « de vous livrer à une critique qui détruit tout, vous êtes « capable de travailler pour notre patrie. Puissiez-vous, pour « le bien du peuple allemand, y parvenir !

« Baron von dem Bussche, commandant
pendant la guerre à la Section des opérations
du chef d'E.-M. de l'armée de campagne. »

Ludendorff, rentré de Suède, adressait, le 28 février, à Scheidemann la lettre suivante :

« Après mon retour en Allemagne, j'ai connu des détails « sur les déclarations que Votre Excellence a faites à mon « sujet et sur son échange de lettres avec le maréchal von « Hindenburg. Par *hasardeur*, Votre Excellence entend un « homme qui met tout son avoir sur une seule carte, sans « songer aux conséquences qui peuvent en résulter si cette « carte ne gagne pas : j'aurais été un tel hasardeur. Je « m'élève catégoriquement contre cette manière de voir. Mes « décisions ont toujours été basées sur des considérations « consciencieusement étudiées ; certes, j'ai dû aussi faire « preuve d'audace. Malheureusement, il n'était pas possible « de faire autrement dans une guerre où l'Allemagne était « obligée de lutter avec ses alliés contre une forte supério- « rité numérique.

« Pour justifier sa manière de voir, Votre Excellence dit « que, comme le prouvent les documents, j'ai déclaré moi- « même le 1er octobre : « J'ai l'impression d'être un joueur « de hasard ». A cela je dois répondre : Au début d'octobre, « j'ai exposé aux représentants du gouvernement quelle était « notre situation militaire, ce qui m'amena à demander au « gouvernement d'engager des négociations de paix et d'ar- « mistice. J'ai déclaré à cette occasion : « Je me ferais l'effet « d'être un joueur de hasard si maintenant je n'insistais « pas pour qu'on termine la guerre. » J'ai pu dire aussi : « « J'ai l'impression d'être un joueur de hasard, c'est pour- « quoi je demande instamment que l'on engage des négo- « ciations. » En tout cas le sens de mes paroles était le « suivant : je ne veux pas être un joueur de hasard, je ne « veux pas mettre tout sur une seule carte, ma conception « du devoir militaire est trop élevée pour agir ainsi. »

« Votre Excellence pourra voir dans l'Interview (1) que

(1) Dans cette interview accordée à un représentant de l'Union des Télégra- phes, le général Ludendorff déclare que jusqu'au mois d'août 1918 il a considéré que le seul moyen d'obtenir la paix était la victoire des armées allemandes, sur

« je joins à cette lettre ce que je pensais de la conduite de « la guerre dont la responsabilité m'incombait en partie.

« Mon intention n'était pas de parler dès maintenant. J'ai « supporté sans rien dire toutes les attaques et toutes les « insinuations. J'aurais encore pu me taire, mais le reproche « inouï que me fait votre Excellence en disant que j'ai agi « comme un joueur avec le sort du peuple allemand qui « m'était confié — m'oblige à me défendre.

« Je vous prie, Monsieur le Président, de rendre à la pre- « mière occasion, aux déclarations que vous avez faites à « mon sujet, le sens exact qu'elles doivent avoir. Je demande « en outre à Votre Excellence de me donner, aussitôt que le « gouvernement en jugera le moment venu, l'occasion de « comparaître devant une cour de justice pour être jugé sur « mes actes et intentions.

« Je suis de Votre Excellence le dévoué

LUDENDORFF.

Scheideman répondit comme suit à la lettre de Ludendorff :

« Les documents que le gouvernement se propose de « publier incessamment et qui comprendront toutes les « archives d'octobre et novembre 1918, donneront une image « exacte de la conduite de Votre Excellence dans la question « de l'armistice.

« Il ne pourra être donné satisfaction au désir de Votre « Excellence de comparaître devant une Cour de justice, que « quand la Constitution et par suite la Cour de justice prévue « dans cette constitution auront pu être établies définiti- « vement. »

Ce sont les documents annoncés par cette dernière lettre de Scheidemann qui viennent d'être publiés par le Gouver-

les Alliés voulaient anéantir l'Allemagne et n'avaient jamais fait d'offre de paix ; — qu'à partir du 13 août 1918, date à laquelle il a connu les causes de l'échec de la Somme, il a estimé que la paix ne pouvait plus être obtenue par la victoire, le moral de l'armée étant ruiné par les campagnes défaitistes de l'intérieur, — que par suite, il fallait conclure rapidement la paix par des moyens diplomatiques.

nement allemand, dans la brochure « les Origines de l'Armistice » dont la traduction est donnée plus loin.

Cette publication est loin d'avoir apaisé et réglé le conflit entre le parti militaire-conservateur et le parti social-démocrate. Ce conflit s'est compliqué en effet d'un différend Hintze-Ludendorff, ce dernier ayant accusé Hintze, ministre des Affaires étrangères en août et septembre 1918, d'être demeuré pendant deux mois sans avoir entrepris, malgré les demandes du G. Q. G., la moindre action diplomatique en vue de la paix, et d'avoir ainsi acculé brusquement l'Allemagne à une demande d'armistice et de paix.

Pour nous, ces conflits entre Ludendorff et les ministres de l'empire allemand ne sont intéressants que parce qu'ils ont amené le gouvernement de Weimar à publier des documents sur lesquels, sans ces circonstances, il aurait gardé le secret le plus absolu, pour ménager l'orgueil allemand.

Les documents contenus dans la brochure sur les « Origines de l'Armistice » montrent en effet les étapes successives de la décadence militaire de l'Allemagne à partir du mois d'août 1918 et leurs relations avec nos différentes offensives.

Le 14 août 1918, après notre victoire de la Somme des 8 et 9 août, Hindenburg, dans une séance du Conseil du Trône, déclare que l'Allemagne ne peut plus vaincre les Alliés militairement (document 1) ; le 10 septembre, alors que nos troupes arrivent au contact de la position Hindenburg, le G. Q. G. allemand consent à ce qu'on entame immédiatement les négociations de paix par l'entremise d'une puissance neutre (doc. 11) ; le 28 septembre après le déclanchement presque simultané de nos trois offensives de Champagne (26 sept.), du Cambrésis (27 sept.), et des Flandres (28 sept.), le gouvernement fait des préparatifs pour causer avec Wilson (doc. 16 à 20) ; le 1er oct. quand nos offensives font sentir leur plein effet le G. Q. G. allemand, complètement affolé, envoie télégramme sur télégramme pour que le gouvernement passe immédiatement une offre de paix et surtout d'armistice (doc. 21 à 27) ; Ludendorff est même si pressé

d'obtenir une suspension des hostilités qu'il fait télégraphier à Berlin, avant tout engagement de pourparlers, la composition de la commission d'armistice (doc. 26) et qu'il propose de mettre à la disposition de la Suisse, puissance choisie comme intermédiaire, le poste de T. S. F. de Nauen pour correspondre plus vite avec Wilson (doc. 27). L'exposé fait le 2 octobre aux chefs de partis du Reichstag par le commandant von dem Bussche, délégué du G. Q. G., montre quelle était la situation exacte de l'armée allemande à la suite de nos attaques de juillet août et septembre (doc. 28).

Les séances du Conseil des Ministres du 9 octobre (doc. 38), du 17 octobre (doc. 57), du 28 octobre (doc. 86) donnent une image détaillée de la situation de l'Allemagne, surtout au point de vue militaire, à ces différentes dates.

L'exposé fait le 5 novembre, par le général Gröner, successeur de Ludendorff, devant le Conseil des Secrétaires d'Etat (doc. 100) dépeint l'état lamentable de l'armée allemande à la veille de l'armistice : manque d'effectifs, manque de réserves stratégiques, divisions épuisées, impossibilité de manœuvrer, situation critique du réseau ferré, mauvais moral de l'armée, crainte de nouvelles attaques puissantes, etc...

« La situation s'est encore aggravée, dit le général Gröner ; « ...la résistance ne peut plus être de longue durée... »

Le surlendemain, 7 novembre, les plénipotentiaires allemands partaient de Spa pour signer l'armistice !

N'est-ce pas là la preuve éclatante de notre victoire militaire et l'Aveu officiel de la défaite allemande ?

AVANT-PROPOS

Les documents qui sont reproduits plus loin concernent la période qui s'étend du 14 août au 11 novembre 1918. Ils donnent les délibérations et les négociations qui ont eu lieu, entre le gouvernement et le G. Q. G., après que celui-ci, par suite du changement de situation survenu en juillet-août 1918, eut été amené à conclure que l'ennemi, malgré les puissants exploits de nos troupes, ne pouvait plus être contraint par la victoire de nos armes à demander la paix.

La publication de ces documents est devenue nécessaire pour s'opposer à la naissance de légendes. Beaucoup de forces travaillent actuellement à défigurer la vérité : il faut en chercher la cause en partie dans leur manque de bonne foi, en partie aussi dans la non connaissance des événements.

Par suite il est nécessaire de répandre une lumière complète sur les négociations de cette période. Le peuple veut la vérité et chacun des intéressés y a droit.

Les documents qui sont publiés proviennent des archi-

ves des Affaires Étrangères et de la Chancellerie d'Empire. Ils contribueront à faire connaître l'histoire des origines de l'offre de paix du 3 octobre et de l'armistice du 11 novembre 1918. Ils contribueront également à faire comprendre la révolution allemande et la facilité élémentaire avec laquelle elle a triomphé.

Ces documents doivent rendre possible un jugement objectif sur les négociations qui ont eu lieu entre le G. Q. G. et le gouvernement chargé de la direction politique de l'Empire pendant la période de la liquidation de la guerre. Par suite, on a pris dans les archives tout ce qui se rapporte aux déclarations faites par le G. Q. G. au Gouvernement. Les documents sont rangés par ordre chronologique. Quelques-uns d'entre eux concernant la guerre sous-marine sont rassemblés dans un chapitre spécial. Pour faciliter une vue d'ensemble on y a ajouté les notes échangées avec le président Wilson.

L'ensemble des documents donne l'image suivante, tracée à grands traits, du développement des événements :

Le point de départ de toute l'action de paix, est la conférence impériale de Spa du 14 août 1918. Tandis qu'au milieu de juillet le général *Ludendorff* avait encore affirmé catégoriquement que l'offensive en cours assurerait une victoire absolue et définitive, on admet le 14 août qu'il n'est plus possible de gagner la guerre militairement, par suite qu'il faut songer à s'entendre avec l'ennemi, et cela par l'intermédiaire d'une puissance neutre. Mais la mission d'entrer immédiatement en relation n'est nullement donnée. La décision de l'Empereur dit au contraire (n° 1).

« *Il faut guetter un moment favorable* pour nous entendre avec l'ennemi »

et après lui le Chancelier d'Empire résume la discussion en disant :

> « Au point de vue diplomatique, il faudra au moment *opportun* commencer des démarches en vue d'une entente avec l'ennemi ; ce moment s'offrira *après notre premier succès sur le front ouest.* »

Le Maréchal *Hindenburg* ajoute à cela :

> « *qu'on réussira à se maintenir sur le sol français et qu'ainsi on contraindra finalement l'ennemi à se soumettre à notre volonté.* »

Les faits suivants concordent avec le résultat de cette conférence : dans la séance du Conseil des Ministres prussiens, tenue le 3 septembre, le Chancelier *von Hertling* s'oppose à une offre de paix immédiate (n° 3). Les demandes importantes de l'Autriche en faveur d'un appel direct aux États belligérants sont repoussées (n° 4). La façon de voir allemande, à savoir que l'entremise d'une puissance neutre est préférable et qu'il faut attendre un moment plus favorable, en particulier celui où le front allemand sera consolidé, est opposée jusqu'au 10 septembre à la manière de voir autrichienne dans de nombreuses discussions, afin d'empêcher l'Autriche de lancer son appel direct aux Puissances.

Ce n'est que le 10 septembre que se produit un changement partiel. Le maréchal *von Hindenburg* s'oppose encore à un appel direct à tous les États belligérants, mais déclare désormais « approuver l'entremise d'une puissance neutre en vue d'une explication *immédiate* ». L'opposition de l'Autriche, qui maintient sa proposition et ne veut pas de l'entremise d'un État neutre, con-

duit à de nouvelles négociations avec notre alliée (n° 4). Lorsque les Autrichiens, malgré l'opposition allemande, lancent leur appel, dont on prévoit le rejet méprisant, on se décide du côté allemand à chercher également une médiation neutre (n° 5). Les essais sont infructueux.

Sur ces entrefaites l'effondrement de la Bulgarie aggrave notablement la situation (n° 6 à 10).

Le 21 septembre apparaît dans les archives la pensée de s'adresser directement à l'Amérique pour engager les pourparlers de paix. On fait des préparatifs (n° 11 et 12). Les 29 et 30 septembre, le Secrétaire d'État von *Hintze* est à nouveau au G. Q. G. Le résultat de ses entretiens est contenu dans le télégramme qu'il adresse à son Office à Berlin, le 29 septembre, à 9 h. 40 du soir (n° 13).

« Me basant sur un ordre de Sa Majesté et
« sur l'approbation du Chancelier, je vous prie
« de communiquer confidentiellement à Vienne
« et à Constantinople que je propose d'offrir la
« paix au président *Wilson* sur la base de ses
« 14 points, et de l'inviter à convoquer une
« conférence de la paix à Washington, après
« qu'il aura proposé la conclusion immédiate
« d'un armistice.
« Si nos alliés nous approuvent, le nouveau
« gouvernement actuellement en formation fera
« parvenir la proposition au président *Wil-*
« *son* par une voie appropriée, de façon qu'elle
« soit publiée d'abord par lui. »

Les télégrammes pour Vienne et Pera partent encore le soir même de Berlin (n° 14). L'accord avec Vienne est établi après de nouvelles explications (n° 16 et 19).

et l'on convient avec Berne des moyens techniques à employer pour réaliser la transmission secrète du projet par la Suisse (n°s 18 et 20).

Au cours de ces journées l'action en faveur de la paix entre dans un nouveau stade. Tandis qu'initialement le G. Q. G. ne voulait pas entendre parler de démarches de paix avant la consolidation de la situation militaire, qu'ultérieurement il avait recommandé la prudence, il demande maintenant de la façon la plus pressante de faire partir immédiatement l'offre de paix précisément à cause du danger aigu de la situation militaire. Le 1er octobre arrivent à Berlin, venant du G. Q. G., toute une série de télégrammes et de messages téléphonés qui ont le même contenu : « *Aujourd'hui la troupe tient ; il n'est pas possible de prévoir ce qui peut arriver demain* » (n° 21). Il faut « *envoyer immédiatement* l'offre « de paix, et cela *sans attendre la formation du nou*« *veau gouvernement* qui peut se faire attendre. Au« jourd'hui, la troupe tient encore et nous sommes en « situation honorable ; mais *une percée peut avoir lieu* « *d'un moment à l'autre* et notre offre de paix arrive« rait alors au moment le plus défavorable (n° 23). » Et plus tard dans la soirée : « Le général *Ludendorff* m'a déclaré que notre offre de paix devait être transmise immédiatement de Berne à Washington. *L'armée ne peut plus attendre 48 heures*... Le général me déclara *qu'il fallait tout faire pour que l'offre de paix soit entre les mains de l'Entente au plus tard mercredi dans la nuit ou jeudi de bonne heure*, et il prie Votre Excellence de mettre tout en jeu dans ce but » (n° 27). Dans la même soirée, *Hindenburg* fait dire au Vice-Chancelier *von Payer* (n° 22, comparez avec le rapport de von Payer dans le n° 42) que *l'on peut attendre jusqu'au lendemain matin*

si on a, avant 7 ou 8 heures du soir, la certitude que le prince Max de Bade formera le gouvernement ; si, au contraire, la formation du gouvernement est incertaine, il estime qu'il y a lieu de faire partir la déclaration dès la nuit même. Au cours d'un exposé fait par un représentant du G. Q. G., dans la matinée du 2 octobre, aux chefs de partis du Reichstag, on exprime également dans ce milieu important la gravité de la situation (n° 28).

Le prince Max de Bade s'élève énergiquement contre la démarche de paix désirée, parce que, commencée sous cette forme et sous la contrainte des événements militaires, elle aurait évidemment une action très défavorable sur la situation qu'aurait l'Allemagne au moment des négociations. Le 11 octobre, il déclare à ce sujet (n° 40) que :

« Le 1er octobre au soir, on lui a offert le poste « de Chancelier en lui demandant en même « temps de rechercher immédiatement l'entre- « mise de *Wilson* en faveur de la paix ; qu'il s'est « élevé contre cette manière de voir et qu'il vou- « lait attendre 8 jours au moins pour consoli- « der le gouvernement et pour ne pas donner « l'impression que nous faisions notre demande « d'entremise en faveur de la paix sous la menace « d'un effondrement militaire. »

Le 2 octobre, le général *Ludendorff* demande le projet de note (n° 29) et fait téléphoner dans l'après-midi une rédaction qui, dans ses points essentiels, concorde avec le texte de la note ultérieurement transmise (n° 30).

Le prince conserve ses scrupules. Le 3 octobre, il pose

encore par écrit une série de questions préliminaires, parmi lesquelles la suivante (n° 3) :

> « *Le G. Q. G. se rend-il compte que le fait de* « *commencer des démarches en faveur de la paix* « *sous la pression d'une situation militaire cri-* « *tique peut conduire à la perte des colonies alle-* « *mandes et de territoires allemands, en particu-* « *lier de l'Alsace-Lorraine et des cercles pure-* « *ment polonais des provinces orientales* » ? (N° 37, p. 4).

Le même jour, *Hindenburg*, qui se trouve à Berlin, envoie à nouveau par écrit au Chancelier la déclaration suivante :

> « *Le G. Q. G. maintient sa demande concernant* « *l'envoi immédiat de l'offre de paix.* » (N° 33.)

Après une discussion détaillée entre les sous-secrétaires d'État, la note est envoyée dans la nuit du 3 au 4, à la suite de cette pression du G. Q. G. (N° 34).

Pendant la période précédant la réponse, le Chancelier déclare encore une fois, le 6 octobre, ce qui suit, d'après le procès-verbal annexé : « J'ai combattu l'envoi de la note, premièrement parce que j'estimais que le moment était prématuré, deuxièmement parce que je voulais m'adresser à l'ennemi d'une façon générale. Maintenant il nous faut réfléchir avec calme sur ses conséquences. Maintenant... il faut préciser quelle est la situation du front, et cela en interrogeant des officiers autorisés... Il faut entendre des commandements d'armée » (N° 35). Les secrétaires d'État s'expriment dans le même sens. La pensée est évidemment celle-ci : *La [illegible]* peut avoir jugé la situation militaire plus mau-

vaise qu'elle n'est réellement, par suite d'un effondrement nerveux. Un conflit personnel prend alors naissance et dure du 6 au 26 octobre au milieu des autres négociations pénibles : *le général Ludendorff voit dans l'interrogatoire d'autres généraux une preuve de méfiance à son égard et laisse entendre que dans ce cas il donnera sa démission.* Le gouvernement craint qu'elle ne hâte l'effondrement de l'armée (N°s 35, 38, 39, 54 et surtout 55, 62, 84).

Le plan d'une levée en masse publié par *Rathenau* dans la « Vossische Zeitung » est discuté, mais abandonné parce que les milieux militaires et, en particulier, *Ludendorff* lui-même n'en espèrent rien (N° 36, page 87, N°s 38 et 43 réponse à question 7).

La réponse de *Wilson* est du 8 octobre. Elle demande au sujet des 14 points du Président, une déclaration plus précise faite dans le sens suivant : « Quand la discussion commencera, il ne pourra être question que de se mettre d'accord sur des détails pratiques concernant l'application des 14 points. » En outre, elle exige l'évacuation des territoires occupés par l'Allemagne. Enfin, en troisième lieu, elle pose une question au sujet des pouvoirs responsables en Allemagne (N° 37).

Le 9 a lieu une discussion verbale avec *Ludendorff* au cours de laquelle il donne un court aperçu général sur toute l'histoire de la guerre (N° 38). Dans cette discussion, le colonel *Heye* déclare à nouveau : « Ce serait « un jeu de hasard de la part du G. Q. G. s'il ne « hâtait pas la démarche de paix ; il se peut que nous « tenions jusqu'au printemps, *mais un changement de « situation peut aussi survenir chaque jour. Hier, il « s'en est fallu d'un fil que la percée ne réussisse.* La « troupe n'a plus de repos. On ne peut calculer si la

« troupe tiendra ou non. Chaque jour de nouvelles sur-
« prises. Je ne crains pas une catastrophe, mais je vou-
« drais sauver l'armée afin de l'avoir encore comme
« moyen de pression au cours des pourparlers de paix. »

La pensée exprimée en dernier lieu est reprise à nouveau par le G. Q. G. *Ludendorff* est d'avis que l'Allemagne n'est pas obligée d'accepter toutes les conditions; qu'elle peut repousser en particulier une demande éventuelle de cession de certaines forteresses allemandes (Nos 38 et 43). Mais les réponses à la question : « Combien de temps encore la résistance pourra-t-elle durer ? » sont changeantes et imprécises. A la question : « Le front pourra-t-il être tenu encore pendant trois mois ? » *Ludendorff* répond : « Non » (N° 43), et à la question du prince Max :

> « En cas d'échec de l'action de paix entreprise
> « actuellement, la guerre pourrait-elle être con-
> « tinuée par nous seuls malgré la chute d'un des
> « deux alliés qui nous restent ? » (N° 36).

Ludendorff répond fermement sous condition :

> « *Si une accalmie se produit sur le front ouest,*
> « *oui.* » (N° 43).

La réponse allemande à la note de *Wilson* est encore envoyée en complet accord avec le G. Q. G. (Nos 44, 46, 47).

La deuxième note de *Wilson* du 15 octobre est beaucoup plus dure (N° 48). Pour la première fois elle sépare la question de la paix de celle de l'armistice, dont les conditions « doivent être laissées au jugement et à l'avis des conseillers militaires », elle parle de pratiques illégales et inhumaines des forces allemandes — et déclare

que toute la conduite des pourparlers de paix « dépendra de la précision et du caractère satisfaisant des garanties » qui pourront être données sur les questions fondamentales des pouvoirs intérieurs. L'Autriche obtient une réponse particulière. La consternation causée par cette note dans toute l'Allemagne et en particulier l'effet qu'elle produit sur l'armée sont visiblement considérables. L'opposition se manifeste de toutes parts, l'orgueil se cabre et le G. Q. G. voudrait revenir en arrière. Maintenant se pose uniquement la grave question de savoir si on peut encore revenir en arrière. Car, après avoir soutenu pendant quatre ans que la victoire était certaine, la révélation de notre mauvaise situation a produit son effet à l'extérieur comme à l'intérieur.

Les rapports entre le G. Q. G. et le Gouvernement se transforment. Le G. Q. G. demande si les masses allemandes pourraient prendre part encore une fois à la lutte à outrance ou si leur force de résistance morale est trop épuisée pour cela (N° 54). Le sous-secrétaire d'État *Solf* voit dans ces lignes, non seulement un appel au peuple allemand, mais une tentative pour déplacer la responsabilité.

> « Pourquoi le moral est-il si déprimé ? Parce que la puissance militaire est brisée. Mais maintenant on vient nous dire : La puissance militaire sera brisée, si l'opinion ne tient pas. On ne doit pas tolérer ce déplacement de responsabilité ; il cadre mal avec les propres paroles de *Ludendorff*, qui était d'accord avec le ministre de la Guerre pour dire qu'une levée en masse n'est pas possible. »

Le 17 octobre ont lieu trois séances (N° 55 à 57).

On possède un procès-verbal détaillé de la seconde à laquelle *Ludendorff* a assisté ; la situation générale y est discutée à tous les points de vue (N° 57). *Ludendorff* s'exprime avec plus d'espérance que deux semaines auparavant sur la possibilité de tenir pendant les semaines suivantes. Mais ses déclarations sont imprécises, changeantes et maquillées pour refléter l'opinion. Devant la brutalité des faits qui sont exposés, on n'a pas en elles une confiance entière.

Alors que, peu de temps auparavant, *Ludendorff* et *Heye* avaient déclaré eux-mêmes qu'ils se livreraient à un jeu de hasard s'ils ne hâtaient pas les démarches de paix (N°s 23 et 38), ils disent maintenant :

> « La guerre n'est pas une opération arithmétique. A la guerre, il y a une foule de vraisemblances et d'invraisemblances. Ce qui arrive finalement, personne ne le sait. Lorsqu'en août 1914, nous sommes venus en Prusse orientale et qu'avec l'aide de mon fidèle collaborateur Hoffmann, nous avons donné les ordres pour la bataille de Tannenberg, nous ne savions pas non plus comment cela se passerait ; nous ne savions pas si Rennekampf avancerait ou non. Il n'a pas avancé et la bataille a été gagnée. *La chance du soldat* fait partie de la guerre ; peut-être l'Allemagne aura-t-elle encore une fois la chance du soldat. »

A la question précise : « le front tiendra-t-il encore dans trois mois si on ramène de l'Est les forces qui y sont — chose dont la possibilité est douteuse — ? » *Ludendorff* répond :

> « J'ai déjà dit à M. le Chancelier que je consi

dère une percée comme possible, mais non comme vraisemblable. Intérieurement, je ne tiens pas la percée pour vraisemblable. Si vous m'interrogez suivant ma conscience, je ne puis que répondre : « je ne la crains pas. »

Dans ses propres déclarations antérieures, *Ludendorff* avait dit :

« Aujourd'hui la situation est telle que nous pouvons chaque jour être enfoncés et battus. Avant-hier, cela s'est bien passé ; maintenant, cela peut mal aller.

On discute en détail la possibilité de compléter les effectifs du front occidental en évacuant la Russie Blanche et l'Ukraine, la question des ressources en matières premières et produits, en particulier en essence dont on n'a plus de réserve que pour quelques mois. Bien des facteurs défavorables apparaissent. On calcule combien d'hommes on pourra récupérer à l'intérieur en faisant les prélèvements les plus sévères. Comme conclusion de ses calculs, le chancelier dit :

« Ainsi, d'ici le printemps prochain, nous pouvons lever 600.000 à 700.000 hommes de renforts, l'ennemi 1.110.000, en ne tenant compte que des Américains ; les Italiens s'y ajouteront peut-être. Par suite notre situation d'ici le printemps s'améliorera-t-elle ou s'aggravera-t-elle ? »

Le général *Ludendorff* répond :

« En ne considérant que les chiffres, notre situation ne sera pas plus mauvaise. Mais à côté de cela il faut tenir compte du contre-coup que

produira l'évacuation sur notre situation économique. Si nous reculons, la situation de notre industrie de guerre deviendra extrêmement mauvaise. On pouvait prévoir de tout temps que si nous sortions de cette guerre avec nos frontières actuelles, nous nous trouverions dans une situation bien plus mauvaise aux points de vue politique, militaire et industriel. Le même fait se produira maintenant en cas d'évacuation. »

A la fin de la séance, la suite des idées du chancelier apparaît nettement. Il donne à entendre que, même d'après les espérances les plus grandes de *Ludendorff*, — espérances que ne semble pas partager le prince *Max* — la guerre ne peut être continuée que pendant un temps limité, qu'il faut compter entre temps avec la chute certaine des alliés que l'on possède encore, et que désormais la question suivante se pose : « *Finalement, aurons-nous une situation meilleure que la situation actuelle ?* » *Ludendorff* est d'avis qu'il ne peut y avoir pires conditions.

Ludendorff :

« J'ai l'impression que nous devrions dire à nos ennemis avant d'accepter par cette note des conditions qui sont trop dures :

« Obtenez donc ces conditions par les armes ! »

Le Chancelier :

« Et s'ils les obtiennent, ne nous en imposeront-ils pas de plus mauvaises ? »

Ludendorff :

Il ne peut y en avoir de plus mauvaises.

Le Chancelier :

« Oh ! si ! ils envahiront l'Allemagne et dévasteront le pays ! »

Ludendorff :

« Nous n'en sommes pas encore là ! »

La dernière phrase est évasive, car la possibilité de repousser l'ennemi est, même d'après la façon de voir actuelle de Ludendorff, tout au moins incertaine ; or, la question était précisément de savoir comment se présenterait la situation politique après que la résistance aurait été prolongée vainement. Le chancelier en déduit nettement qu'il y a encore des conditions pires. Certes, la note du Président *Wilson* fait entrevoir des conditions d'armistice dures et humiliantes. Mais cette note maintient pour le traité proprement dit les quatorze points connus. Si on réussissait réellement à prolonger la guerre pendant quelques mois, on n'aurait plus, en cas d'une fin malheureuse, ce sol ferme sous les pieds. Mais la continuation de la guerre aurait encore d'autres conséquences : la mort et la misère continueraient à sévir effroyablement ; le nombre des malheureux infirmes de guerre augmenterait inutilement ; la destruction de la Belgique et du Nord de la France par la bataille et par les mesures de rigueur inévitables au cours de la retraite — bien qu'elles aient été adoucies dernièrement, — continuerait et la dévastation serait portée sur notre propre sol ; le fardeau matériel augmenterait d'une façon indéfinie. La France et la Belgique hésitent devant la reprise de la marche en avant et devant les destructions nouvelles qu'elle entraînerait. Le gouvernement aperçoit dans cette hésitation *une force* de la situa-

tion politique actuelle ; car de leur côté ces deux adversaires ont, pour les motifs indiqués, plus d'intérêt à conclure un armistice dès maintenant, qu'après avoir atteint la frontière allemande.

Dans la séance suivante, la troisième de la journée du 17 octobre (N° 58), le débat est continué. Dans l'intervalle, de mauvaises nouvelles sont arrivées d'Autriche. Par ailleurs, la situation est sans changement. *Ludendorff* lui-même, sans doute à cause de la chute redoutée de l'Autriche, recommande de continuer les pourparlers de paix, mais il estime du moins que l'on n'est pas obligé d'accepter toutes conditions, et qu'il est toujours temps de céder un peu. « Si nous devions être réellement battus, alors il vaudrait mieux capituler dès maintenant. La situation pourrait devenir dangereuse si nous éprouvions une défaite près de Verdun, mais autrement il estime que le danger n'est pas si grand. » Le 20 octobre, *Hindenburg* fait téléphoner : (N° 63).

> « La Turquie a commencé des pourparlers sépa-
> « rés. L'Autriche-Hongrie fera bientôt de même.
> « Nous serons très vite seuls en Europe. La ten-
> « sion est très grande sur le front occidental.
> « Une percée demeure possible bien que je ne la
> « craigne pas. En se décrochant de l'ennemi...
> « on pourrait organiser une résistance opiniâ-
> « tre... Mais même si nous étions battus, nous ne
> « serions pas dans une situation beaucoup plus
> « mauvaise que si nous acceptions maintenant
> « toutes les conditions. »

Ainsi donc description très défavorable de la situation militaire, entraînant à nouveau avec elle l'appréciation

que, au cas où la lutte serait continuée jusqu'au bout et aurait une issue malheureuse, la situation de l'Allemagne ne serait pas plus mauvaise. C'est là le point essentiel, au sujet duquel le gouvernement n'avait pas la même façon de voir que le G. Q. G.

Après ces discussions et par suite des déclarations hésitantes et se contredisant en partie qui ont été faites par *Ludendorff* au sujet de la situation militaire, la nécessité se fait sentir à nouveau d'entendre d'autres généraux, et cette fois parce qu'il y a danger d'une estimation partiellement trop *favorable* de la situation (N° 60). Mais on n'a pas encore écarté l'opposition que fait *Ludendorff* à cette audition, et il est à craindre que sa démission ne hâte l'effondrement de l'armée (N° 55).

La réponse allemande est envoyée le 20 octobre. Cette fois, il y a une divergence essentielle avec le G. Q. G. Celui-ci s'oppose formellement à l'arrêt de la guerre sous-marine. Dans une conférence antérieure à l'envoi de la note à laquelle assistaient les représentants de l'Allemagne à l'étranger (Rosen, comte Brockdorff-Rantzau, comte Metternich), ceux-ci s'étaient tous trouvés d'accord pour accepter la cessation de la guerre sous-marine.

Les notes 67 à 75 contiennent des détails sur le dernier stade de la guerre sous-marine. On y voit exprimée l'espérance qu'aucun torpillage malheureux de vapeur de passagers américains ne surviendra juste à ce moment. Mais la nouvelle du torpillage du *Leinster* arrive sur ces entrefaites et exacerbe l'opinion aux États-Unis.

Dans la troisième note de *Wilson* du 23 octobre 1918 (N° 76), le Président revient sur son message du 18 janvier 1918 et sur ses messages postérieurs. Il fait savoir

qu'il a proposé aux autres puissances, au cas où elles consentiraient à signer la paix sur les bases et aux conditions offertes, de conclure un armistice, et il ajoute :

« L'acceptation de ces conditions d'armistice « par l'Allemagne sera la meilleure preuve con« crète qu'elle accepte les bases de paix, d'où est « née l'action en cours. »

La note se termine par de longues déclarations, où le Président exprime encore une fois des doutes sur les conditions intérieures du pouvoir en Allemagne.

A cette note sont annexés les documents qui traitent de l'abdication de l'Empereur et du Kronprinz. D'après la manière de voir des Affaires Etrangères, il ne ressort pas clairement du texte de la note, si *Wilson* pose l'abdication comme condition préalable (N° 96) ; mais l'impression se renforce que l'abdication faciliterait les négociations et les rendrait plus claires (Nos 77, 78, 94, 95 et 59), si elle avait lieu volontairement et avant l'acceptation des conditions d'armistice. Cette question fut discutée verbalement bien plus qu'elle ne fut traitée par écrit ; par suite les documents sont incomplets.

En outre la question du départ d'*Hindenburg* et surtout de *Ludendorff* fut discutée en même temps. La question est liée intimement à la demande du Cabinet de l'Empereur, d'entendre encore d'autres généraux, demande qui, par crainte de la démission de *Ludendorff*, a toujours été rejetée. *Ludendorff* s'oppose encore une fois énergiquement à l'audition des généraux (n° 81). Dans la séance de l'après-midi du 26 octobre, *von Payer* fait savoir que l'Empereur a accepté la demande de démission de *Ludendorff*, mais qu'il a déterminé *Hindenburg* à rester à son poste. C'est dans

cette période que parvient le renseignement disant que Vienne a demandé une paix séparée (Nos 83, 84). La réponse allemande à *Wilson* est envoyée (N° 85).

Le 28 octobre arrivent les généraux *von Mudra* et *von Gallwitz*. Ils s'expriment dans le sens suivant : Il faut employer les derniers moyens pour prouver que la situation n'est pas encore trop mauvaise en Allemagne. La communication qui leur est faite au cours de la séance de la démarche particulière de l'Autriche éveille toutefois chez eux de graves inquiétudes et des doutes sur la possibilité d'une résistance sérieuse.

On trouve ensuite un échange sans résultat de télégrammes avec Vienne pour l'empêcher de faire une paix séparée, et la nouvelle de l'armistice turc (Nos 87 à 99). Le 5 novembre, le nouveau premier quartier maître général, le générallieutenant *Gröner*, fait un exposé détaillé de la situation (N° 100). Sur ces entrefaites, la politique qui a poursuivi calmement la continuation des démarches entreprises sans aucune opposition le 3 octobre, remporte encore un succès important : la note *Lansing* arrive. Il y est dit que *les puissances alliées acceptent également pour le traité de paix définitif les points de Wilson sauf deux exceptions, nettement définies* (N° 101).

La conclusion de l'armistice a lieu ensuite (Nos 102 à 110). Les conditions pour la cessation des hostilités dépassent toute mesure. Mais un refus est impossible. Le chemin où on s'est engagé le 3 octobre doit être suivi jusqu'au bout. Le gouvernement allemand, à l'instigation du G. Q. G., ayant reconnu dans les quatorze points de *Wilson* une base sérieuse pour la paix et les ayant acceptés, l'ennemi s'étant engagé lui aussi vis-à-vis de ces points, le peuple allemand considère la guerre

comme terminée. *Wilson* est l'homme le plus populaire dans toute l'Allemagne et malgré toute l'indignation provoquée par la dureté de l'armistice le peuple espère que la paix sera conclue suivant une application impartiale de ses principes. Toute tentative de refus serait maintenant contraire au courant général ; là où les troupes supposent qu'une telle tentative peut avoir lieu, elles se soulèvent.

Pendant cette période, il n'y a plus divergence d'opinion avec le G. Q. G. Le 10 novembre celui-ci, sous la signature d'*Hindenburg*, fait savoir par T. S. F., à Berlin et à la Commission d'armistice négociant avec *Foch*, sur quels points il faut s'efforcer d'obtenir des adoucissements. Le télégramme se termine par ces mots :

« *Si on ne parvient pas à obtenir ces points, il faut* « *signer tout de même*. En cas de rejet des points 1, « 4, 5, 6, 8, 9, il y aurait lieu de protester énergi« quement en faisant appel à *Wilson*. »

Le 11 novembre 1918, l'armistice entre en vigueur. Les documents se terminent à cette date.

Les gouvernements alliés et associés ont alors profité de l'incapacité complète de se défendre où l'Allemagne se trouvait jetée par la remise de ses armes, pour ajouter dans le traité de paix des conditions, qui, comme le disait Lloyd George à la Chambre des Communes, ont pour but « de faire de l'Allemagne un exemple » et qui sont en contradiction flagrante avec les principes de *Wilson* et les engagements formels de la note *Lansing* du 5 novembre. Ces engagements ont donc été violés. Mais ils constituent une base de droit pour une demande inébranlable de revision du traité de paix.

REMARQUE

Une partie des notes rédigées sur les séances des Secrétaires d'État (Nos 35, 38, 39, 42, 54, 55, 58, 82, 86), n'a pas été soumise aux intéressés après la séance pour qu'ils les revoient, ce sont des notes qui ont été rédigées en partie par le Sous-Secrétaire d'État de la Chancellerie, en partie par le Chef de la Presse du Chancelier, en partie par un Conseiller délégué de la Chancellerie.

Elles ne peuvent par suite être considérées à la lettre comme des documents authentiques, mais elles indiquent exactement la marche générale des négociations.

On peut attribuer plus d'authenticité à la note sur la grande séance du 7 octobre 1918 (N° 57) ; elle a été établie avec soin à l'aide d'un compte rendu sténographié et a été aussi soumise au général *Ludendorff*.

PREMIÈRES DISCUSSIONS FONDAMENTALES

ABANDON DE L'ESPÉRANCE DE CONQUÉRIR LA PAIX PAR LA VICTOIRE

Nos 1 à 3

N° 1

CONFÉRENCE DU 14 AOUT 1918 AU G. Q. G.

PROCÈS-VERBAL SIGNÉ.

Étaient présents :

Sa Majesté l'Empereur et Roi,
Son Altesse royale *le Kronprinz*,
Le Chancelier d'Empire,
Le général feld marchall *von Hindenburg*,
Le 1er Quartier-Maître général, Général *Ludendorff*,
Le Secrétaire d'État de l'extérieur,
Le général adjudant *von Plessen*,
Le chef du cabinet civil *von Berg*,
Le chef du cabinet militaire *Freiherr von Marschall*.

Le Chancelier expose la situation intérieure. Opinion fatiguée de la guerre. Ravitaillement en vivres insuffisant ; manque de vêtements plus grave encore. Réforme du droit de vote.

Le Général Ludendorff. — Une discipline intérieure plus ferme est nécessaire. Il faut rassembler les forces intérieures avec la plus grande énergie. Punir Lichnowsky.

Le Secrétaire d'Etat expose la situation extérieure. Chez nos ennemis, l'espoir de vaincre et la volonté de combattre sont actuellement plus grands qu'autrefois. Leurs derniers succès militaires sur le front ouest en sont en partie la cause ; mais le principal motif de ce changement est la conviction qui existait dès le début et qui augmente sans cesse que les Alliés, avec leurs réserves comparativement inépuisables en hommes, matières premières et produits fabriqués doivent écraser les puissances centrales *uniquement avec le temps*. Nos ennemis estiment que le temps travaille pour eux. Plus la guerre dure, plus s'affaiblissent les ressources des puissances centrales en hommes, matières premières et produits fabriqués, tandis que les Alliés comptent, en ce qui concerne ces trois points, sur une augmentation de ressources. En outre, dans ces derniers temps, est née chez les Alliés l'espérance de pouvoir aider le facteur temps par des succès militaires. Voilà tout ce qui concerne l'ennemi.

Les neutres sont complètement fatigués de la

guerre ; chez eux aussi on croit de plus en plus fermement que les puissances centrales sont condamnées à la défaite uniquement par le facteur temps. Néanmoins, les neutres préféreraient de beaucoup une paix où aucun des partis ne serait victorieux. Pour des considérations de sentiments, la victoire de nos ennemis est envisagée avec plus de sympathie que la nôtre par la plupart des neutres. Mais, avant tout, ils veulent voir la fin de la guerre, quelle qu'elle soit. C'est pourquoi ils sont prêts également à coopérer à notre défaite. On en trouve une preuve dans les mesures prises par l'Espagne contre nos torpillages : son attitude pose pour nous le problème de savoir si nous devons restreindre la guerre sous-marine ou déclarer la guerre à cette puissance. Cet exemple est d'autant plus préoccupant que s'il était connu il serait suivi par d'autres puissances neutres.

Nos alliés : l'Autriche déclare — et nos propres renseignements confirment cette manière de voir — qu'elle est arrivée au bout de ses forces, qu'elle ne pourra tenir au delà de l'hiver, que même la possibilité d'une campagne d'hiver est plus que douteuse.

La Bulgarie a de grosses exigences en subsides et livraison de marchandises, et en raison de l'épuisement de son armée, ne semble pas capable de faire grand' chose.

La Turquie s'est précipitée au Caucase dans une guerre de massacres et de pillages, y contrarie nos

projets et oppose à nos réclamations et à nos avertissements la résistance bien connue de l'Oriental et du plus faible. Nous avons le choix ou de laisser le champ libre à nos alliés ou d'accepter leurs exigences.

Dans notre situation, notre choix est fixé d'avance.

Le Chef d'état major de l'armée en campagne a défini la situation militaire comme suit : Il ne nous est plus permis d'espérer que nous pourrons briser, par des actions militaires, la volonté de combattre de nos ennemis ; la conduite de nos opérations doit se donner pour but de paralyser peu à peu, par une défensive stratégique, la volonté de combattre de nos ennemis (1). La direction politique s'incline devant cette déclaration des plus grands capitaines que cette guerre ait produits. Elle en tire la conséquence politique, que, politiquement, nous ne serions pas en état de briser la volonté de combattre de nos ennemis, et que, par suite, nous sommes contraints de tenir compte de cette situation militaire dans la conduite de notre politique.

Son Altesse Royale le Kronprinz déclare qu'il approuve tout ce qu'ont dit le Général Ludendorff et le Secrétaire d'État ; il est d'avis qu'il faut employer à l'égard du front intérieur une discipline plus sévère.

(1) Les phrases mises en caractères italiques ont été choisies lors de la publication des documents. Cette règle est valable pour tous les documents publiés ici.

Sa Majesté déclare qu'il faut qu'à l'intérieur les généraux commandant les régions de corps d'armée et le ministre de la guerre maintiennent l'ordre avec plus de rigueur. Il donnera de nouveaux ordres à ce sujet aux généraux. Les autorités civiles doivent prêter leur appui pour que le pouvoir gouvernemental soit exercé plus strictement.

En ce qui concerne les renforts à envoyer aux armées, il faut que la récupération soit mieux faite. A Berlin, une foule de jeunes gens circulent encore librement.

Sa Majesté approuve les déclarations concernant la situation politique extérieure. Cependant, dit-elle, nos ennemis souffrent eux aussi ; on leur a tué beaucoup de monde, leur industrie commence à être arrêtée par suite du manque de matières premières, les vivres leur font également défaut. La récolte de l'année actuelle est mauvaise en Angleterre ; le tonnage de cette puissance diminue sans cesse. Peut-être, par suite de ce manque de tonnage, l'Angleterre en arrivera-t-elle peu à peu à se tourner vers la paix.

Sa Majesté déclare exacte la description faite de la situation politique actuelle. *Il faut guetter un moment favorable pour s'entendre avec l'ennemi.* Des Etats neutres (l'Empereur indique lesquels) pourront servir de médiateurs. Pour affaiblir l'espoir de vaincre de nos ennemis et augmenter les espérances du peuple allemand, il est nécessaire d'organiser une commission de propagande. Il faut

que des personnalités autorisées (Ballin, Heckscher) ou des hommes d'État fassent des discours enflammés. Il faut que cette commission soit composée d'hommes qualifiés, et non pas de fonctionnaires. L'Office des affaires étrangères lui donnera les directives politiques nécessaires.

Les différents rouages ne doivent plus, comme cela a eu lieu jusqu'à présent, travailler les uns contre les autres et se livrer à une politique de cache-cache les uns vis à vis des autres. Les autorités militaires et civiles doivent travailler en parfait accord, le Ministre de la Guerre doit soutenir les généraux commandants de région et ne pas les abandonner à leurs propres forces.

Le Chancelier se prononce pour un maintien énergique de l'autorité à l'intérieur. En ce qui concerne la propagande, il existe un vaste programme qui est déjà en cours de réalisation.

Au point de vue diplomatique, il faudra, au moment opportun, entamer des démarches pour arriver à une entente avec l'ennemi. Ce moment se présentera *après le premier succès qui sera obtenu sur le front occidental.*

Le Maréchal Hindenburg *déclare qu'on réussira à se maintenir sur le sol français et qu'ainsi on soumettra finalement l'ennemi à notre volonté* (1).

(1) Cette phrase du Maréchal était ainsi conçue initialement dans le procès-verbal. Le maréchal « espère » que « cependant » on réussira, etc... La correction de forme plus précise « déclare que l'on réussira » correspond à l'écriture et à la plume utilisée par le général Ludendorff.

Suivent les signatures :

Hindenburg ..	14 — 8	Guillaume	I. R.
Ludendorff ...	14 — 8	Von Berg	19 — 8
Hertling	17 — 8	Guillaume kronprinz.	
Von Hintze ...	14 — 8		

Une lettre d'Hertling du 17 août est annexée à cette note. Elle est ainsi conçue :

« Pour compléter la description faite par le Secrétaire d'Etat je me permets d'ajouter ce qui suit aux déclarations que j'ai faites :

1° J'ai déclaré que je m'adresserais immédiatement aux autorités judiciaires suprêmes de l'Empire et de Prusse, que je leur donnerais officiellement connaissance des effets extrêmement préjudiciables causés sur les troupes du front par la publication à laquelle se sont livrés nos ennemis du mémoire de Lichnowsky, car ces circonstances doivent avoir sans aucun doute une influence sur l'appréciation du cas de Lichnowsky ;

2° En ce qui concerne la réforme du droit de vote en Prusse j'ai déclaré : la parole donnée par Sa Majesté l'Empereur et roi doit être tenue ; je m'y suis engagé formellement en prenant possession du poste de Chancelier d'Empire. Il faut, par suite, que le gouvernement fasse tout ce qui dépend de lui pour faire aboutir la réforme du droit de vote en Prusse. Il perdrait toute confiance et toute autorité s'il paraissait n'avoir ni le courage ni la puissance de le faire. Dans cette question ce n'est

pas la personne des ministres qui est en jeu, mais directement la monarchie et la dynastie.

N° 2

REMARQUE DE L'ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES VON HINTZE AU SUJET DES ENTRETIENS QU'IL A EUS AVEC LE GÉNÉRAL LUDENDORFF EN JUILLET ET AOUT 1918 (1).

Au milieu de juillet 1918, avant de prendre possession de mon poste de secrétaire d'État, j'ai demandé nettement et avec précision à Avesnes au général Ludendorff s'il était certain de battre l'ennemi d'une façon décisive et définitive au cours de l'offensive actuelle ? Le général Ludendorff a répété ma question et a déclaré ensuite : « Je réponds à votre question par un oui catégorique. »

Avant la conférence à quatre à laquelle assistaient le Chancelier, le maréchal, le général Ludendorff et moi, — le 13 août, je crois — le général Ludendorff m'a pris à part et m'a déclaré : « En juillet, je vous ai dit que j'étais sûr au cours de l'offensive actuelle de briser la volonté de combattre de l'ennemi et de le contraindre à la paix ; maintenant je n'ai plus cette certitude. » Comme je lui demandais de quelle façon il concevait la

(1) Cette note a été versée par M. von Hintze aux archives du Ministère des Affaires étrangères au printemps 1919.

continuation de la guerre, le général Ludendorff m'a répondu que nous serions capables par une défensive stratégique de paralyser la volonté de combattre de l'ennemi et de l'amener de cette façon peu à peu à faire la paix. Dans la conférence à quatre, personne n'est revenu sur ce sujet décisif, je ne l'ai soulevé et ne l'ai discuté que dans le conseil du Trône du 14 août — voir le procès-verbal. — Le général Ludendorff a déclaré à cette date qu'il ne considérait plus « la grande offensive » comme possible ; mais qu'il fallait se tenir sur la défensive stratégique combinée avec des offensives locales et qu'on pouvait avoir bon espoir de paralyser ainsi finalement la volonté de combattre de l'ennemi. Le maréchal Hindenburg jugeait l'avenir militaire plus favorablement encore. La situation politique telle que je l'exposai devant le conseil du Trône, m'interdisait de croire à ce succès de la défensive stratégique. Je l'ai déclaré au Conseil du Trône et j'ai demandé l'autorisation de commencer l'action de paix par des moyens diplomatiques. Cela impliquait à mon idée entre autres choses une diminution des buts de guerre admis jusqu'alors. Mais à cette date il ne fallait pas encore compter sur l'assentiment du G. Q. G. : voir la phrase finale du procès-verbal du 14 août. Les pouvoirs qui me furent donnés pour faire des démarches de paix se trouvèrent de ce fait (1) limités ;

(1) Par le maintien des buts de guerre qui avaient été fixés pour le cas de « victoire » (Remarque de von Hintze).

j'espérais cependant faire supprimer peu à peu ces limitations, avec raison d'ailleurs, comme l'avenir le prouva. Mais mes pouvoirs furent considérablement limités par la condition suivante : « Il faut attendre le moment opportun, avant d'engager des négociations diplomatiques ; ce moment s'offrira après le premier succès (en notre faveur) sur le front occidental ». Plus tard — en septembre — on indiqua comme moment de l'ouverture des pourparlers « l'époque où le mouvement de repli de notre armée serait terminé, c'est-à-dire quand elle serait établie à peu près dans la Siegfried-stellung ».

N° 3

SÉANCE DU CONSEIL ROYAL DES MINISTRES

EXTRAIT

Berlin, le 3 septembre 1918.

Dans la séance de ce jour du Conseil des Ministres, les questions suivantes ont été traitées :

Le Président du Conseil exprime tout d'abord aux Ministres d'État ses remerciements pour les bons vœux qu'ils lui ont adressés amicalement à l'occasion du 75e anniversaire de sa naissance et pour l'envoi de fleurs qu'ils lui ont fait.

Il discute aussitôt après la situation politique actuelle disant qu'elle est étroitement liée à la situation militaire sur laquelle il espère que le Ministre de la Guerre pourra donner quelques précisions.

Il déclare ensuite ce qui suit :

On a exprimé en haut lieu le désir de voir entreprendre toute démarche pouvant mener à une entente avec l'ennemi. *On ne peut pas et on ne doit pas faire d'offre de paix car nos ennemis la repousseraient avec mépris.* Par contre, il faut engager des négociations et saisir toute occasion qui pourrait conduire au but visé en se servant autant que possible de personnalités neutres ou tout au moins qualifiées. Il faut dire en quelque sorte à nos ennemis : « *Vous le voyez, vous ne pouvez pas nous battre : l'Allemagne au cours de cette guerre défensive qui lui a été imposée conservera victorieusement et sans aucun doute possible son droit à l'existence et sa place au soleil ; mais nous sommes toujours prêts, ainsi que l'a déjà dit à plusieurs reprises et sans équivoque le gouvernement allemand, à conclure une paix honorable.* » Par ordre de Sa Majesté l'Empereur, il faut établir maintenant un programme exact des conditions de paix détaillées. La manière de voir qui vient d'être exposée est le résultat des conférences qui ont eu lieu à Spa sous la présidence de l'Empereur : outre les généraux *von Hindenburg* et *Ludendorff*, le *Kronprinz* a également assisté à ces conférences où tous les membres se sont trouvés en parfait accord.

« Le Président ajoute que la situation s'est aggravée par le désir de paix sans condition, qui se fait de plus en plus sentir en Autriche-Hongrie. Le gouvernement austro-hongrois lui a fait savoir qu'il

voulait communiquer à tous ses ennemis son désir de faire la paix. Le Président a réussi à empêcher cette grave démarche, mais en Autriche-Hongrie les désirs de paix se manifestent maintenant avec une énergie toujours croissante. C'est pourquoi le Secrétaire d'Etat *von Hintze* vient précisément de partir pour Vienne ; par suite il ne peut à son grand regret participer à la discussion de ce jour.

Actuellement chez nous aussi, le moral de l'intérieur est mauvais, cela ne peut se nier ; c'est pourquoi il faut que nous aussi nous fassions une tentative sérieuse pour sortir de cette guerre avec honneur. On a discuté à *Spa*, dans les conférences dont il vient d'être parlé, la question de savoir comment on pourrait remédier avec succès au mauvais moral actuel *qui n'est pas justifié par la situation militaire*. Il s'agit de relever la confiance de la population et de paralyser l'action mauvaise qu'exercent réciproquement l'un sur l'autre le front et l'intérieur, action que l'on observe partout. Une organisation qui aura pour but de se livrer à l'intérieur et à l'étranger à une propagande dans ce sens a été adjointe à l'Office des Affaires étrangères et placée sous les ordres du Sous-Secrétaire d'Etat *von Hintze*. Elle vient de commencer à fonctionner et a déjà obtenu quelques résultats favorables.

Le Ministre de la Guerre déclare qu'il ne peut pas dire grand'chose sur la situation militaire actuelle. Il veut aller au G. Q. G. pour

obtenir des renseignements plus détaillés. Mais il doit signaler les grosses difficultés qu'il éprouve actuellement au sujet de la question des renforts. Il doit et veut maintenir la plus jeune classe loin du front, mais cette mesure rend nécessaire une récupération importante dans la population civile.

Le Ministre d'Etat von Waldow exprime la crainte de voir, par suite de ces mesures, un nombre de travailleurs insuffisant demeurer dans les campagnes, surtout pour assurer la récolte des pommes de terre qui est imminente.

Le Ministre de la Guerre déclare que cette crainte est injustifiée car la plus jeune classe qui a été maintenue à l'intérieur pourra précisément être utilisée pour ce travail.

Le Ministre des Travaux Publics attire l'attention sur ce fait qu'il a reçu du Ministre de la Guerre l'indication d'avoir à faire un nouveau prélèvement de 15 o/o sur son personnel. Il a de la peine à croire qu'il pourra donner satisfaction à cette demande sans danger pour le bon fonctionnement de ses services.

Le Ministre de la Guerre espère cependant que cette mesure sera réalisable comme elle l'a été dans les autres domaines.

Signé : *Heinrichs.*

DÉMARCHES PRÉPARATOIRES A L'OUVERTURE D'UNE ACTION MÉDIATRICE NEUTRE.

CONFLIT AU SUJET DE DÉMARCHES PLUS IMPORTANTES DE L'AUTRICHE-HONGRIE

EFFONDREMENT DE LA BULGARIE

Nos 4 à 10.

Nº 4

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE DE L'ÉVOLUTION DE LA PROPOSITION DE PAIX AUSTRO-HONGROISE (1).

Berlin, le 19 septembre 1918.

10 *août*. — On a connaissance d'un compte rendu du général *von Cramon* disant : l'Empereur Charles a déclaré d'une façon catégorique que la paix devait être faite, quelles que soient les circonstances, dans le courant de 1918. Au cas où il n'y aurait pas de paix générale, il devrait signer une paix séparée.

14 *août*. — Conférences au G. Q. G.

(1) Note du Ministère des Affaires étrangères.

Étaient présents : Sa Majesté, le Kronprinz, le Chancelier, Hindenburg, Ludendorff, le Secrétaire d'État, Plessen, Berg, Marschall.

Conséquence politique : *Nous sommes militairement incapables de briser la volonté de combattre de nos adversaires et nous sommes forcés, par suite, de tenir compte de cette situation militaire dans la conduite de notre politique. Il faudra entamer au moment favorable des pourparlers en vue d'arriver à une entente avec nos ennemis. Ce moment se présentera après notre premier succès sur le front occidental. Le G. Q. G. déclare que l'on réussira à demeurer sur le sol français et que, de cette façon, on soumettra finalement l'ennemi à notre volonté.*

14 *et* 15 *août.* — Discussions au G. Q. G. avec l'Empereur Charles et le comte Burian sur les possibilités d'amener la paix. Le comte Burian est d'avis :

1° de faire la démarche le plus tôt possible ;

2° de faire la démarche sous forme d'un appel direct à tous les pays belligérants.

Nous, au contraire, nous sommes de l'avis suivant :

1. *Il faut attendre le moment favorable pour faire cette démarche ; le moment actuel est prématuré à cause de l'imprécision de la situation militaire. Il vaut mieux attendre jusqu'à ce qu'on soit établi sur une nouvelle ligne ou bien qu'un succès militaire provoque une réaction chez nos ennemis.*

2. *Au point de vue de la forme une entremise neutre est préférable.*

Burian se réserve de formuler exactement sa proposition de paix.

Au cours de l'entretien entre les deux empereurs, Sa Majesté s'efforce de démontrer à l'Empereur Charles les avantages de notre méthode ; il a l'impression que ses arguments ont convaincu l'Empereur Charles.

Résultat final : les négociations doivent être continuées ; en outre, le comte Burian désire que le Chancelier et le Secrétaire d'État se rendent le plus tôt possible à Vienne.

21 *août.* — Le prince Hohenlohe remet le premier projet de note austro-hongroise qui a comme base un appel direct à tous les États belligérants, les priant d'envoyer dans une localité neutre étrangère des délégués qui participeront à une discussion secrète et sans engagement sur les principes fondamentaux de la paix future.

25 *et* 26 *août.* — On apprend ici que le comte Burian a déjà essayé le 19 août — c'est-à-dire après les conventions conclues à Spa — d'exercer à notre insu une pression sur les gouvernements bulgare et turc en vue de les amener à se déclarer en faveur de son projet. D'après les indications données par ces puissances, le comte Burian a laissé entendre à cette occasion que le gouvernement allemand avait déjà approuvé son projet. En même temps il a déclaré de lui-même que, quelles que soient les cir-

constances, l'Autriche ferait sa démarche dans huit à dix jours parce qu'il espérait ainsi gagner à notre cause l'opinion publique mondiale. En agissant ainsi le comte Burian a oublié l'accord conclu avec le comte Czernin disant qu'on ne pourrait entrer en relations avec nos alliés orientaux qu'une fois l'accord réalisé entre Berlin et Vienne.

Les représentants de l'Allemagne à Sofia et à Pera sont mis au courant de la situation exacte.

27 *août*. — Bien que le comte Burian aussi bien par ses discussions verbales avec le prince Hohenlohe que par les instructions adressées au comte Wedel, eut été informé de notre manière de voir — à savoir *que nous considérions comme inopportune la démarche proposée par lui, que par contre nous estimions l'entremise d'une puissance neutre au moment favorable comme la seule méthode à employer*, — le prince de Hohenlohe nous transmet le 27 août une note dans laquelle le comte Burian renouvelle ses arguments en faveur d'une démarche immédiate et en faveur de sa méthode, et demande également que l'on tienne sans tarder la promesse qui lui a été faite d'une venue du Chancelier et du Secrétaire d'Etat à Vienne pour discuter en commun.

28 *août*. — Le comte Wedel est informé de ce qui suit : la déclaration du comte Burian — d'après laquelle nous aurions donné notre approbation à son projet, — ne correspond pas à la réalité. Nous avons seulement laissé entrevoir que nous exami-

nerions la note autrichienne et déclaré que nous considérions *le moment actuel comme prématuré pour une démarche auprès de nos ennemis*. Donc, aucun accord n'est pas encore conclu entre nous et le gouvernement austro-hongrois au sujet du « modus procedendi ». Par suite le comte Burian, en entrant à notre insu en relations avec les gouvernements turc et bulgare, n'a pas observé le pacte convenu. La déclaration du Ministre disant qu'il voulait faire sa démarche dans huit à dix jours, quelles que fussent les circonstances, a provoqué un étonnement plus grand encore.

Le comte Wedel est chargé de demander au comte Burian des explications à ce sujet et d'attirer son attention sur les graves conséquences d'une telle façon de procéder. Si le comte Burian ne donne pas l'assurance formelle de ne plus user à l'avenir de cette façon de procéder, le comte Wedel déclarera, sous forme d'opinion personnelle, qu'il ne peut se promettre aucun résultat satisfaisant d'une visite du Chancelier et du Secrétaire d'Etat à Vienne.

En outre, le comte Wedel reçoit des indications pour faire pression sur le comte Burian en faveur de l'action médiatrice neutre projetée par nous. A ce sujet nous supposons *que l'intermédiaire neutre demandera avant d'accepter sa mission à être informé par nous des bases sur lesquelles nous serions prêts à conclure la paix. Nous pourrons donner satisfaction à cette demande, à condition que de leur côté nos ennemis indiquent également dans*

leurs grandes lignes leurs buts de guerre au média-teur.

De cette façon l'échange de vues sera engagé sans que nous ayons subi les désavantages de passer pour les demandeurs.

30 *août.* — Talaat qui, dans son voyage à Berlin, s'arrête à Vienne, est prié de parler au gouvernement autrichien en faveur de notre point de vue.

Le prince de Hohenlohe donne lecture chez le secrétaire d'État d'un télégramme de Burian : « démarche de paix urgente, ne pouvant être ajournée. Si nous ne la faisons pas avec lui, Burian l'entreprendra de lui-même. Il ne faut pas compter sur une intervention neutre. » Le Secrétaire d'État s'oppose d'une façon pressante à la démarche ; il déclare qu'il est étonné de l'action entreprise à notre insu auprès de la Bulgarie et de la Turquie, et il insiste en outre en faveur d'une médiation neutre ainsi que d'une remise plus tardive de la note. Le comte Wedel reçoit l'instruction urgente suivante : attirer l'attention sur la grave situation qui pourrait résulter pour l'Autriche d'une démarche séparée.

1er *septembre.* — Le comte Wedel rend compte de ce qui suit :

L'Empereur Charles est la force directrice. Se basant sur les représentations faites la veille (instruction du 30 août), le comte Burian vient d'obtenir de l'Empereur Charles un ajournement de courte durée.

3 *au 5 septembre.* — Une base convenable pour un accord avec le comte Burian au sujet de la question de la paix n'ayant pu être obtenue le 2 septembre, le Secrétaire d'Etat se rend personnellement à Vienne avec le Sous-Secrétaire d'Etat *von Stumm* et y séjourne du 3 au 5 septembre. (Le Chancelier ne s'y est pas rendu malgré la demande autrichienne.) Les discussions détaillées qui ont lieu avec le comte Burian, puis un exposé personnel du Secrétaire d'Etat devant l'Empereur Charles ne conduisent pas davantage à une entente. *Le Secrétaire d'Etat expose à nouveau le point de vue allemand : engager l'action de paix par l'entremise d'une puissance neutre, plus tard, dans un moment plus favorable (environ dans deux semaines, quand le mouvement de repli de l'armée allemande sera terminé).* Le comte Burian répond : immédiatement et directement. Malgré une concession apparente et occasionnelle du comte Burian et l'approbation de Wekerlé et de Arz, le comte Burian, au bout de trois jours de discussion, maintient son point de vue initial.

7 *septembre.* — Grâce à l'intervention du général Cramon et du Général Oberst von Arz, l'empereur Charles consent à ajourner l'envoi de la note austro-hongroise et prie le maréchal Hindenburg de répondre aux questions suivantes :

1° Où ou bien sur quelle ligne le G. Q. G. a-t-il l'intention de résister définitivement ?

2. Quand cette ligne sera-t-elle atteinte ?
3. A quelle époque approximativement le G. Q. G. estime-t-il que, d'après la situation militaire, il sera possible et indiqué de commencer les discussions concernant les négociations de paix ?

De l'avis de l'Empereur Charles, tout ajournement nous est préjudiciable, parce qu'il permettra à l'ennemi de se renforcer sans cesse.

10 *septembre. — Le maréchal Hindenburg, après un entretien personnel avec Son Excellence von Hintze au G. Q. G., déclare qu'il ne peut approuver l'envoi de la note projetée par l'Autriche-Hongrie (c'est à dire l'appel direct à toutes les puissances belligérantes) ; il tient cette démarche comme nuisible pour nos armes et nos peuples. Par contre, il approuve l'entremise d'une puissance neutre en vue d'une explication immédiate.*

En même temps a lieu un nouvel entretien entre le comte Wedel et le comte Burian ; celui-ci déclare qu'il est décidé à envoyer sa note sur la paix et qu'il ne peut hésiter plus longtemps. Le comte Wedel le met en garde contre une démarche trop hâtive et lui demande instamment d'attendre le résultat de l'entretien qui doit avoir lieu sous peu entre le Secrétaire d'État et le G. Q. G. Impression : le comte Burian serait peut-être accessible à nos arguments ; l'Empereur Charles est la force agissante. Le comte Wedel obtient avec peine du comte

Burian l'engagement qu'il proposera à l'Empereur Charles d'attendre encore quelques jours. Il déclare qu'il sera difficile d'empêcher l'envoi de la note : tout au plus pourra-t-on obtenir un court ajournement.

On songe à nouveau à une intervention directe de Sa Majesté auprès de l'Empereur Charles. Sa Majesté l'Empereur a l'impression que, lors de la dernière entrevue de Spa, l'Empereur Charles avait déclaré avec empressement qu'il approuvait l'entremise d'une puissance neutre.

11 *septembre. — Résultat des discussions récentes entre Sa Majesté, le G. Q. G. et le Secrétaire d'Etat : accord pour entamer immédiatement une démarche de paix auprès d'une puissance neutre. On doit demander à Vienne, ainsi qu'à Sofia et à Constantinople, s'ils prendront part à la démarche ou s'ils l'approuvent* (1).

Dans une audience particulière accordée au général von Cramon, l'Empereur Charles se déclare opposé à cette entremise d'une puissance neutre et réserve par ailleurs sa décision sans s'exprimer nettement.

(1) Le télégramme de von Hintze envoyé du G. Q. G. le 11 septembre arrivé à 5 h. 55 du soir, auquel cette partie de la note fait allusion, dit :

« Sa Majesté et le G. Q. G. sont d'accord pour entreprendre immédiatement une démarche auprès d'une puissance neutre. Prière de télégraphier cela à Ambassadeur à Vienne, avec mission de le notifier au gouvernement austro-hongrois et de lui demander de prendre part à la démarche ou de l'approuver ; même recommandation à Sofia, à comte Bernstorff et Talaat Pacha. Prière informer Chancelier Hintze. »

Le comte Wedel se déclare sceptique au sujet de l'effet d'un télégramme de Sa Majesté, ainsi qu'au sujet de l'intervention de Tisza et de Wekerlé en notre faveur ; il estime qu'on pourra obtenir un court ajournement dans l'exécution, mais aucun changement dans la décision.

On demande aussi au gouvernement bulgare, par l'intermédiaire du comte Oberndorff, de soutenir notre action diplomatique à Vienne en faveur de l'entremise d'une puissance neutre.

Les deux gouvernements promettent leur appui ; mais n'espèrent pas réussir.

Le comte Wedel, après avoir eu connaissance de notre accord au sujet d'une démarche de paix immédiate, rend compte qu'on ne pourra pas obtenir du gouvernement de Vienne qu'il donne son consentement à l'entremise d'une puissance neutre, *parce qu'on ne veut pas à Vienne se laisser enlever par un autre le rôle de fondateur de la paix* ; l'Empereur Charles en attend le rétablissement de la confiance dans la Couronne, — ce qui, par crainte de la Révolution, est considéré comme le but suprême à atteindre. Même en cas d'échec de la démarche on compte sur un succès de confiance, car la note partant de Vienne aura l'approbation de l'opinion publique, qui est dominée par le désir de paix. Par suite l'envoi de la note autrichienne est certain. On se contenterait à Vienne de nous avoir fait part de la démarche avant sa réalisation, mais

on renoncerait plutôt à notre approbation qu'à l'exécution de la démarche.

12 *septembre*. — Le comte Wedel reçoit l'instruction de se rendre immédiatement auprès du comte Burian, pour le mettre encore une fois en garde contre sa démarche de paix et lui déclarer à nouveau qu'elle produirait en Allemagne l'impression suivante : l'Autriche-Hongrie nous trahit — et que nous ne pourrions pas dissiper cette impression.

Le comte Wedel parlera encore une fois en faveur d'une entremise neutre et déclarera en particulier que si cette entremise échoue, tous les autres chemins vers la paix nous demeureront ouverts, tandis que la démarche de Burian rendrait impossible tout autre moyen de négociations, en particulier l'appel aux neutres. Il ajoutera que le gouvernement allemand, après la démarche autrichienne, ne pourra pas déclarer l'avoir approuvée avant son exécution et que la responsabilité *de l'impossibilité d'une médiation incombera tout entière au comte Burian.*

Le comte Wedel rend compte de ce qui suit : Burian, au sujet du danger que courrait l'alliance, a déclaré solennellement qu'il dissiperait rapidement par des déclarations convaincantes tout doute sur la fidélité de l'Autriche à l'Alliance. Un peu plus tard, le chef du Cabinet, comte Coloredo, entre chez le comte Wedel et lui fait la communication suivante : le comte Burian enverra la note de paix le samedi 14 courant, les motifs de cet acte sont

connus de nous ; Burian a été affermi dans sa résolution par une communication faite par le conseiller de légation suisse à Vienne à l'ambassadeur de Turquie, d'après laquelle la Suisse aurait envoyé il y a peu de temps auprès de l'Entente des émissaires de paix et aurait reçu d'elle cette réponse : la médiation d'une puissance neutre sera considérée comme un acte inamical. Le nouveau Président des Ministres de Suède s'est prononcé dans le même sens. Quant à ce qui concerne le *moment* où l'action de paix devait être entamée, le maréchal Hindenburg a déclaré expressément qu'il consentait à une démarche immédiate.

Burian demande que l'on agisse sur la presse allemande pour empêcher toute mauvaise impression dans l'opinion. Au cas où cependant cette impression se produirait, il donne la garantie qu'il dissipera en vingt-quatre heures tout doute sur la fidélité de l'Autriche à l'Alliance. Finalement, Burian demande que le gouvernement allemand donne son approbation le plus tôt possible et qu'il réponde à la note afin de détruire à l'avance toute fausse interprétation que pourraient donner nos ennemis à la démarche autrichienne en la considérant comme une démarche séparée. Il ajoute que la publication de la note est prévue pour dimanche matin.

Le prince de Hohenlohe communique par écrit au Secrétaire d'Etat qu'il a reçu un télégramme du comte Burian disant que la démarche de l'Autriche-Hongrie aura lieu le 14.

13 *septembre* (arrivée du télégramme à 2 h. 50 du soir). A la suite des nouvelles représentations du comte Wedel, Burian expose à nouveau les raisons qui, à son avis, s'opposent à une entremise neutre et celles qui militent en faveur de son programme. *Il ajoute que les dés sont déjà jetés*, qu'il en prend lui seul la responsabilité pleine et entière et qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour dissiper les doutes éventuels sur la fidélité de l'Autriche à l'Alliance. Il renouvelle sa demande d'une approbation rapide du gouvernement allemand. Il déclare qu'il y attache une très grande importance pour éviter ne serait-ce qu'une apparence de divergences de vues.

Le général von Cramon demande une nouvelle audience à l'Empereur Charles.

L'Empereur Charles maintient son point de vue et lui fait les déclarations suivantes : Si en Allemagne on en arrive à croire que l'Autriche a songé à ne pas demeurer plus longtemps aux côtés de l'Allemagne, ce doute sur la fidélité de l'Autriche à l'Alliance est offensant pour lui même. Il a toujours été et il demeure un allié fidèle. Il espère fermement que la réponse de l'Allemagne sera conçue de façon à ne pas nuire aux puissances alliées. Il a informé loyalement l'Empereur Guillaume de ses intentions et il est profondément persuadé que la note qui doit être envoyée le 14 produira une excellente impression sur les puissances belligérantes

Sa Majesté reçoit un télégramme de l'Empereur Charles où ce dernier *déclare qu'il rejette l'entremise d'une puissance neutre*, maintient la façon de voir autrichienne en ce qui concerne la forme de la démarche, et demande l'approbation rapide de Sa Majesté. Le délégué militaire austro-hongrois répond par télégramme à l'Empereur Charles en disant que Sa Majesté lui demande d'ajourner la démarche projetée jusqu'à l'arrivée de la réponse impériale, mais que celle-ci ne pourra parvenir avant le 14 matin, car Sa Majesté doit auparavant se mettre en relations avec le Chancelier.

14 *septembre*. — Sa Majesté envoie un télégramme à l'Empereur Charles, où Elle exprime le regret de voir celui-ci exécuter sa démarche sans tenir compte de la manière de voir de l'Allemagne. Elle déclare que la situation de l'Alliance exige que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne traitent des questions d'une importance aussi considérable qu'en parfait accord, que dans le cas contraire l'Alliance perd toute cohésion et toute signification. Sa Majesté expose à nouveau les dangers de la démarche autrichienne ainsi que les avantages d'une entremise neutre. Elle espère fermement que l'Empereur Charles se rendra compte au dernier moment du sérieux de la situation et prescrira à son gouvernement de renoncer à la démarche projetée.

Le comte Wedel fait savoir dans l'après-midi que la réponse télégraphique de l'Empereur Guillaume

n'était pas encore connue dans l'après-midi au Ministère des Affaires étrangères et que l'affaire parait si avancée qu'il ne semble plus du tout possible de la ramener en arrière.

Dans l'après-midi, on reçoit de Vienne une communication téléphonique disant que les représentants de la presse se rassemblent déjà au Ministère des Affaires étrangères pour recevoir des instructions concernant la question de la Paix.

Dans la soirée, le secrétaire d'État communique lui-même aux chefs et aux directeurs de la presse la démarche de l'Autriche-Hongrie.

Un peu plus tard arrive par le Bureau des télégraphes le texte de la note austro-hongroise.

N° 5

REMARQUE

Le 18 septembre et les jours suivants furent expédiés des télégrammes dans lesquels il est rendu compte des tentatives faites pour obtenir, en liaison avec la démarche autrichienne, *l'entremise d'une puissance neutre*. L'échange d'idée qui eut lieu dans ce but se poursuivit jusqu'à la fin de septembre, mais n'aboutit pas au résultat cherché. La publication des archives concernant cette question doit être remise à plus tard.

N° 6

TÉLÉGRAMME

Conseiller de légation impérial
à l'Office des Affaires étrangères.

G. Q. G., le 26 septembre 1918.

Urgent

Le général Ludendorff m'a fait appeler cette nuit pour me dire que le général von Cramon avait télégraphié que la Bulgarie — selon des nouvelles de Vienne — voulait conclure immédiatement une paix séparée. Quand cette intention fut connue, des propos injurieux et honteux furent tenus à Sofia contre l'Allemagne que l'on accuse d'avoir abandonné son allié. Au cas où cette nouvelle se confirmerait, l'Autriche aurait l'intention de s'entendre avec la Roumanie.

Le général Ludendorff approuve cette manière de voir et prie Votre Excellence de faire le nécessaire en ce qui concerne la Roumanie.

J'ai insisté pour qu'on n'aille pas trop vite et pour qu'on n'abandonne pas, avant que la nouvelle ne soit absolument certaine, notre alliée la Bulgarie en faveur de notre ennemie la Roumanie.

Le délégué militaire austro-hongrois, le maréchal Baron Klepsch, qui assistait à l'entretien, m'a sou-

mis le télégramme suivant adressé à son G. Q. G. et l'a fait partir ensuite :

« La communication du général Cramon faisant connaître l'intention de la Bulgarie de conclure une paix séparée, a déterminé le G. Q. G. à envoyer, malgré la gravité de la situation sur tous les fronts, cinq divisions qui se concentreront en grande partie dans la région de Nisch.

Etant donnée l'importance considérable de la situation, le G. Q. G. demande que le commandement autrichien envoie encore une division en Bulgarie outre les deux déjà désignées, car il s'agit d'assurer la protection des communications avec la Roumanie et la Turquie. En outre, le G. Q. G. est d'avis que l'on pourrait s'entendre avec la Roumanie au cas où il serait établi sans aucun doute possible à Berlin et à Vienne que la Bulgarie est en train de conclure réellement une paix séparée. »

Le général Ludendorff me dit que vraisemblablement l'armée bulgare s'était complètement débandée, qu'il concentrerait des forces importantes dans la région de Nisch et qu'il chercherait la liaison vers l'ouest avec le général von Pflanzer.

J'ai l'honneur de demander très respectueusement, au nom du G. Q. G., que le conseiller de légation Horstmann surveille avec le plus grand soin la Roumanie, car des troubles roumains sur nos derrières amèneraient une catastrophe.

Il semble douteux que la division allemande envoyée d'Ukraine par Constantinople vers la Bul-

garie puisse arriver encore à temps. De toute façon elle est d'une grande importance pour la protection de Constantinople.

Signé : *Lersner.*

N° 7

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 27 septembre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Aujourd'hui jeudi de bonne heure, j'ai télégraphié au comte Oberndorff :

« Au cas où vous seriez d'avis que des troupes allemandes doivent être dirigées sur Sofia, je vous prie très respectueusement de me le télégraphier. »

Le comte Oberndorff m'a répondu :

« Je recommande très instamment pour des motifs politiques que des troupes allemandes soient envoyées le plus rapidement possible à Sofia et environs. »

Estimant que Votre Excellence m'approuverait, j'ai déterminé le général Ludendorff à envoyer le télégramme suivant au général von Scholz :

« Présence de troupes allemandes peut sauver la situation en Bulgarie. C'est pourquoi j'ai donné l'ordre à toutes les troupes traversant Sofia d'y débarquer et de se rassembler sur la route Sofia-Pirot, immédiatement à l'ouest de Sofia. Officiellement

ces troupes doivent servir de repli à l'armée bulgare en retraite, en réalité elles doivent protéger le roi contre son gouvernement. Je prie Votre Excellence de diriger immédiatement un général allemand énergique sur Sofia où il prendra le commandement des troupes. Il devra se mettre immédiatement en liaison avec la légation d'Allemagne. »

J'ai ajouté de moi-même au comte Oberndorff :

« Les troupes allemandes arriveront à Sofia vraisemblablement le vendredi 27 au soir ou le samedi 28. Elles comprendront provisoirement 2 bataillons d'infanterie, 4 batteries et un peu de cavalerie. Ici à Spa on envisage la situation avec le meilleur espoir, et on compte fermement empêcher la catastrophe bulgare.

« Puis-je vous demander respectueusement de donner, dans la mesure où il vous plaira, connaissance de ce qui précède au général Gantschew ? »

Le général Ludendorff prie votre Excellence de donner des instructions complémentaires au comte Oberndorff et d'en faire part au colonel Von Massow.

Signé : *Lersner.*

N° 8

TÉLÉGRAMME

Reçu à l'Etat-major du général Scholz, le 29 sept. 1918

Délégué militaire impérial
à Office des Affaires étrangères.

Arriverai demain dimanche Sofia avec le géné-

ral Michael Sawow. Il est déjà en contact avec le roi et envisage avec confiance sa prochaine mission de renverser le gouvernement et de réorganiser l'armée. Willisen voyagera avec nous jusqu'à Jadodina.

Massow.

N° 9

TÉLÉGRAMME

Sofia, le 30 septembre 1918.

Le gouvernement bulgare vient de recevoir de Salonique un télégramme de Ljaptschew, disant que *l'armistice* est signé. Il a demandé communication des conditions.

Signé : *Oberndorff.*

N° 10

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 2 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial à Affaires étrangères.

Le G. Q. G. a télégraphié au groupe d'armées Scholz après que j'eus fait valoir auprès du général Ludendorff le télégramme de votre Excellence :

« Autant qu'on peut juger ici la situation, il faut renoncer à tout espoir de conserver plus longtemps politiquement la Bulgarie à nos côtés. Par suite les troupes allemandes qui se trouvent en vieille Bulgarie doivent désormais être employées d'après des

considérations purement militaires. En premier lieu il s'agit de barrer le plus longtemps possible à l'Entente le chemin conduisant par Sofia vers la ligne du Danube. Ne détruire le réseau ferré qu'en territoire serbe d'abord. Sur le territoire bulgare n'opérer les destructions que quand les troupes de l'Entente arrivent à courte distance.

La liaison doit être maintenue entre notre groupement de forces de Sofia et notre rassemblement de la région de Nisch. Eviter pour des motifs politiques toute mesure coercitive contre la Bulgarie. Tenir Massow au courant. »

Je demande respectueusement que le comte Oberndorff soit mis au courant de ce qui précède, afin que rien de demeure obscur.

Signé : *Lersner.*

DÉMARCHES PRÉPARATOIRES
A UNE OFFRE DE PAIX AU PRÉSIDENT WILSON

Nos 11 à 20

N° 11

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 21 septembre 1918.

Conseiller de légation à Office Affaires étrangères.
A remettre en mains propres au secrétaire d'Etat.

Le général Ludendorff m'a demandé si votre Excellence songeait à prendre contact avec l'Amérique, par l'intermédiaire du prince Hohenlohe-Langenburg à Berne, en vue de négociations de paix.

Signé : *Lersner.*

N° 12

NOTE (1)

Berlin, 28 septembre 1918.

On considère comme très importante pour l'engagement des pourparlers de paix la formation im-

(1) Rédigée au ministère des Affaires étrangères.

médiate d'un nouveau gouvernement sur une large base nationale telle que Sa Majesté l'a ordonnée de sa propre initiative. Dans ce but il serait désirable de recevoir à Berlin, si possible dès demain soir, un télégramme annonçant l'acceptation de la démission demandée par le comte Hertling, et chargeant le vice-chancelier von Payer de faire des propositions immédiates à l'Empereur quant à la personne du nouveau chancelier et à la composition du nouveau gouvernement. Le nouveau cabinet doit concentrer sur la base nationale la plus large toutes les forces du peuple et les utiliser pour la défense de la patrie. Pour être sûr d'atteindre ce but, le vice-chancelier, sur le désir formel de l'Empereur, doit consulter les membres de la présidence du Reichstag ainsi que les chefs de partis et rédiger ses projets dans l'accord le plus complet avec les représentants de la nation.

Le nouveau gouvernement ainsi formé s'adresserait, une fois le moment venu, au Président Wilson en lui demandant :

« De prendre en main le rétablissement de la « paix et de proposer dans ce but à tous les Etats « belligérants l'envoi à Washington de délégués « munis de pleins pouvoirs. »

Suivant le désir de nos milieux militaires, on proposerait au Président Wilson d'inviter, éventuellement en même temps, les belligérants à conclure un armistice immédiat. Notre demande au Président Wilson serait accompagnée d'une déclaration

disant que l'Allemagne et éventuellement la Quadruplice *serait prête à prendre pour base des négociations de paix à titre de programme les 14 points connus du Président.*

Il serait recommandable de faire parvenir notre communication au Président Wilson par la voie la plus directe et de lui demander en même temps si les négociations doivent être publiques ou secrètes. Le procédé le plus pratique serait que l'un des représentants de l'Empire dans une des capitales neutres fut chargé de remettre par écrit la communication allemande à son collègue américain. Le choix du pays neutre dépendrait de la compétence du représentant des Etats-Unis dans ce pays. Une demande télégraphique secrète est adressée aujourd'hui aux différents représentants de l'Empire pour avoir des renseignements à ce sujet.

N° 13

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 29 septembre 1918.

9 h. 40 soir.

Le Secrétaire d'Etat d'Empire
à Office des Affaires étrangères.

Pour le Sous-Secrétaire d'Etat.

Me basant sur ordre de Sa Majesté et approbation du Chancelier, je vous prie de communiquer con-

fidentiellement à Vienne et à Constantinople, que je propose d'offrir la paix au Président Wilson sur la base de ses 14 points et de l'inviter à réunir à Washington une conférence de paix sous condition d'un armistice immédiat.

Savoir s'il y a lieu de faire actuellement la même communication à Sofia dépendra des renseignements qui seront reçus demain.

En cas d'approbation de nos alliés, le nouveau gouvernement en voie de formation ferait parvenir notre proposition au Président Wilson d'une façon appropriée, afin que cette proposition soit publiée d'abord par lui.

Signé : *Hintze.*

N° 14

TÉLÉGRAMME

Berlin, 29 septembre 1918.

1 à Vienne.
2 à Pera.

Urgent.

Prière d'informer confidentiellement le gouvernement allié que le gouvernement impérial propose d'offrir la paix au Président Wilson sur la base de ses 14 points et de ses 4 points du 8 janvier, ainsi que de ses 4 principes du 11 février, et de l'inviter à réunir une conférence de la paix à Washington sous condition d'un armistice immé-

diat. En cas d'approbation de nos alliés nous ferions parvenir d'une façon appropriée la proposition au Président Wilson.

A titre d'orientation pour votre Excellence et pour utilisation rigoureusement secrète : un nouveau gouvernement à base démocratique est en voie d'organisation et sera constitué vraisemblablement demain. Il doit être en fonction lors de l'engagement des pourparlers de paix.

Très secret. Le prince Hohenlohe a déclaré que l'Autriche-Hongrie était au bout de ses forces et qu'il lui était nécessaire de discuter avec nous. Rifaat Pacha a émis l'idée, au nom de la Porte, d'une conférence entre les Alliés pour discuter la nouvelle situation créée par les événements de Bulgarie. Il a laissé entrevoir par là que la Turquie avait besoin de la paix. Notre situation militaire est critique. Je laisse votre Excellence juge de la mesure dans laquelle elle voudra faire valoir les indications précédentes pour justifier notre démarche.

Approbation la plus rapide instamment désirable. Compte rendu télégraphique sur réception de votre démarche.

Même instruction est donnée à Pera et Vienne. Sofia n'est pas mis au courant pour le moment.

Signé : Sous-Secrétaire d'État *von Stumm*.

N° 15

Berlin, le 30 septembre 1918.

Sofia.

Urgent.

Très secret. A titre d'orientation exclusivement personnelle et rigoureusement confidentielle.

La situation générale nous oblige à présenter bientôt à l'Amérique une offre de paix.

Signé : von Hintze.

N° 16

TÉLÉGRAMME.

Vienne, le 30 septembre 1918.

4 h. 30.

Ambassadeur impérial
à Office des Affaires étrangères.

Rédigé après mission remplie. Comte Burian n'a pas été surpris; a vu cause de notre proposition dans la chute de la Bulgarie, situation difficile de la Turquie, et avant tout dans contenu de la communication faite par ambassadeur Prince Hohenlohe (1).

J'ai ajouté que, si pour ces motifs, on se décidait à faire cette démarche, il y avait intérêt à se hâter, car, au cours des durs combats du front occidental, il fallait éviter le plus possible de nouveaux sacrifices. Comte Burian m'a déclaré que nous pouvions

(1) Comparer avec document 14.

compter en principe sur l'acceptation de notre proposition. Que cependant il ne pourrait me donner une réponse formelle que ce soir, peut-être demain seulement, car il lui fallait l'approbation de l'Empereur et aussi, d'après la constitution, celle du Président du Conseil des Ministres. Burian a émis des objections contre proposition de réunion de la conférence à Washington. Outre les difficultés techniques résultant de la grande distance, il craint une atmosphère défavorable pour nous. Le choix heureux du Président Wilson ne compense pas ces objections. Il estime que nous devons proposer la Haye et n'accepter Washington que si on ne peut faire autrement.

Signé : *Wedel.*

N° 17

G. Q. G., le 30 septembre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

G. Q. G. demande à être tenu au courant de toute communication faite au public au sujet de notre démarche de paix, afin de pouvoir renseigner l'armée à temps. Autrement il y aurait danger de démoralisation.

Signé : *Lersner.*

N° 18

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 30 septembre 1918.

Attaché à Berne.

Il est question d'une offre de paix officielle im-

médiate au Président Wilson sur la base de tous les points posés par lui ».

Prière de faire savoir par retour du courrier :

1. Si en cas de transmission de la demande par le gouvernement Suisse, il y a lieu de craindre une indiscrétion prématurée vis-à-vis de l'Entente ;

2. Éventuellement, si le gouvernement Suisse serait sérieusement froissé au cas où nous ne nous servirions pas comme intermédiaire de la puissance représentant nos intérêts, mais d'un autre gouvernement neutre (Hollande, Danemark).

Signé : von *Stumm*.

N° 19

COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE

du secrétaire de légation *Dr. Jordan* (Office des Affaires étrangères, Berlin) avec le Prince *Erbach* et le comte *Wedel* (Vienne), Ambassade Allemande le 1er octobre 1918.

Jordan. — « Ici Jordan. Son Excellence M. Stumm me charge de vous communiquer qu'il est absolument nécessaire d'avoir à Berlin, aujourd'hui avant midi, non seulement une acceptation de principe à notre proposition, mais encore une réponse formelle, car la démarche de paix doit être faite encore aujourd'hui. Le lieu des négociations est d'une importance secondaire. Washington doit être proposé en premier lieu, uniquement pour des motifs de politesse et sans exclure la possibilité de choisir

un autre endroit. Il nous faut, quelles que soient les circonstances, avoir une réponse avant aujourd'hui midi. Peut-être l'approbation exigée par la constitution est elle déjà obtenue ? Veuillez voir immédiatement à ce sujet M. l'Ambassadeur, je demeure à l'appareil. »

Wedel. « Ici l'Ambassadeur, comte Wedel. Le gouvernement approuve en principe, mais ne peut donner son approbation à l'exécution que s'il en connait et approuve les modalités.

Le comte Burian m'a fait les déclarations suivantes : « Il ne peut pas se livrer les yeux fermés, car il doit aussi donner ici des explications. Le gouvernement de Vienne veut faire également une démarche ; le prince de Hohenlohe lui a annoncé que la démarche allemande devait être faite par un Américain ; il a accepté qu'elle soit faite par les puissances chargées de nos intérêts à l'étranger.

Il est persuadé qu'en faisant usage de moyens diplomatiques secrets on s'exposera à un refus ou bien à une réponse très désagréable, qui interviendra dans nos affaires intérieures, quoique nous ayons déjà été mis en garde là contre par une indication venant de chez nos ennemis. Il lui faut demander des instructions pour être orienté sur cette question. Il croyait aussi que la démarche serait faite par le nouveau gouvernement, l'ancien ne pouvant obtenir, à son avis, qu'un refus. Il prie d'orienter exactement le prince de Hohenlohe sur la façon dont l'affaire doit être conduite afin

que lui-même puisse ensuite se prononcer. Jusqu'à ce moment là le gouvernement Autrichien ne peut donner son approbation qu'au principe de la démarche et non à son exécution qui lui est encore inconnue. Prière de répondre. »

Jordan. « Puis-je vous demander respectueusement de garder la communication pour que je puisse, s'il y a lieu, indiquer immédiatement à Votre Excellence la manière de voir de Berlin. M. le Secrétaire d'Etat va précisément causer avec le prince de Hohenlohe. Votre Excellence sera renseignée sur leur entretien. Le Secrétaire d'Etat vous prie pendant ce temps de discuter encore l'affaire avec le comte Burian. »

N° 20

TÉLÉGRAMME

Wedel, Vienne.

Berlin, 1er octobre 1918.

Nous avons renoncé à l'idée de faire exécuter la démarche par un Américain et nous avons l'intention de prendre contact avec le Président Wilson par l'intermédiaire du gouvernement suisse qui est la puissance chargée de nos intérêts.

Une fois le nouveau gouvernement formé, le représentant de l'Empire à Berne recevra aussitôt l'instruction suivante :

« Prière de transmettre immédiatement au gou-
« vernement suisse la note suivante : « Le sous-
« signé représentant de l'Empire allemand est

« chargé et a l'honneur de demander au gouver-
« nement fédéral de faire connaître immédiatement
« par télégraphe à M. le Président des Etats-Unis
« d'Amérique que le gouvernement impérial prie
« le Président Wilson de prendre en main le réta-
« blissement de la paix et dans ce but d'inviter les
« plénipotentiaires de tous les états belligérants à
« se rendre à Washington. Conjointement à cette
« demande, le gouvernement impérial émet l'idée
« de proposer aux belligérants la conclusion immé-
« diate d'un armistice général sur tous les fronts.
« Il déclare qu'il accepte pour base des négociations
« de paix les 14 points exposés dans le message du
« Président du 8 janvier et les 4 principes indiqués
« dans le message du 11 février.

« La détermination éventuelle des formalités est
« laissée aux bons soins de Votre Excellence...
« Prière de télégraphier immédiatement le texte
« de la note qui vient de vous être transmise et de
« faire pression par tous les moyens pour que le
« gouvernement suisse agisse avec la plus grande
« rapidité et en attendant conserve la plus stricte
« discrétion. Rendre compte télégraphiquement de
« l'exécution et de l'acceptation. »

Que votre Excellence veuille bien transmettre immédiatement ce texte au comte Burian. On vous fera connaître en temps utile le moment où notre démarche sera exécutée de façon qu'elle ait lieu autant que possible en même temps que celle du cabinet de Vienne. Signé : *Hintze*.

PRESSION EXERCÉE PAR LE HAUT COMMANDEMENT EN FAVEUR D'UN ENVOI IMMÉDIAT DE L'OFFRE DE PAIX

N°s 21 à 36.

N° 21

TÉLÉGRAMME.

G. Q. G., le 1er octobre 1918.
1 h. soir.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Le général Ludendorff vient de demander au baron von Grünau et à moi en présence du colonel Heye, de transmettre à Votre Excellence *une demande pressante d'envoi immédiat de notre offre de paix ; il a déclaré qu'aujourd'hui la troupe tenait, mais qu'on ne pourait prévoir ce qui arriverait demain.*

Je lui ai fait remarquer que cela ne changerait rien à notre situation si notre note partait aujourd'hui ou les jours suivants. Le baron Grünau télégraphiera également plus tard à Votre Excellence,

car il doit avoir encore un entretien avec Sa Majesté.

Signé : Lersner.

N° 22

G. Q. G., le 1er octobre 1918,
1 h. 30 soir.

A Major baron von dem Bussche
pour le Vice-Chancelier von Payer.

Si il y a certitude d'ici ce soir 7 ou 8 heures que le prince Max de Bade forme le nouveau gouvernement, j'approuve l'ajournement jusqu'à demain matin.

Si, au contraire, la formation du gouvernement demeurait tant soit peu douteuse, j'estime qu'il y a lieu d'envoyer cette nuit même la déclaration aux gouvernements étrangers.

Signé : *von Hindenburg.*

Copie remise le 1er octobre, 2 h. soir à Son Excellence von Payer. Signé : *von dem Bussche.*

N° 23

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 1er octobre 1918,
6 h. soir.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Secret.

Le général Ludendorff vient de me dire en pré-

sence du colonel Heye et de Lersner de transmettre à Votre Excellence une demande urgente d'envoi immédiat de notre offre de paix et pour cela de ne *pas attendre la formation du nouveau gouvernement* qui pourrait tarder.

Il m'a déclaré « qu'aujourd'hui la troupe tenait « encore et que nous étions encore en situation « honorable ; *mais qu'une percée pourrait survenir « à tout instant et que notre offre de paix arrive« rait alors au moment le plus défavorable ; qu'il « aurait la sensation de se livrer à un jeu de hasard ; « qu'à tout instant et en n'importe quel point une « division pourrait manquer à son devoir* ».

J'ai l'impression qu'on a perdu ici tout sang-froid et je veux bien croire que nous pourrons dans le cas le plus défavorable, justifier notre démarche par l'attitude de la Bulgarie.

Grünau.

N° 24

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 1er octobre 1918.
1 h. 45

Conseiller de légation impérial
à l'Office des Affaires étrangères.

Urgent

Sa Majesté est de l'avis de Votre Excellence : La démarche projetée ne doit être faite que par le nouveau gouvernement.

Grünau.

N° 25

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 1er octobre 1918,
7 h. [illegible] soir.

[illegible] à Grunau.
[illegible] à Lersner

Nouveau gouvernement formé vraisemblablement aujourd'hui 1er octobre pendant la nuit. Offre pourra être envoyée cette nuit même. *Situation militaire est moyen de pression le plus fort vis à vis des partis déraisonnables et exigeants.*

Signé : von *Hintze.*

N° 26

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 1er octobre 1918.
9 h. 45

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Général Ludendorff demande qu'on lui communique le plus tôt possible le texte de notre offre de paix ainsi que la date de son envoi à Wilson. Il demande que l'offre de paix soit communiquée également aux autres puissances ennemies.

Il désire que *l'on mette dans l'offre de paix une demande invitant nos ennemis à fixer un endroit sur le front en vue des négociations d'armistice.* Commission d'armistice : général von B[illegible] [illegible]

nel von Winterfeld, major Brinkmann, major von Harbou, un capitaine, 2 officiers de marine, un représentant des affaires étrangères, vraisemblablement Zeki Pacha et le feldmarschalleutnant baron Klepsch. Au cas où les négociations d'armistice commenceraient immédiatement, je demanderais à Votre Excellence de m'autoriser à faire partie de la commission comme représentant des affaires étrangères jusqu'à ce qu'Elle ait désigné quelqu'un.

Pleins pouvoirs pour les troupes seront donnés par le maréchal, pour les civils par M. le chancelier.

Signé : *Lersner.*

N° 27

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 1er octobre 1918,
envoyé le 2 octobre à 0 h. 10.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Le général Ludendorff m'a déclaré que notre offre de paix devait être transmise *immédiatement* de Berne à Washington — l'armée ne *peut plus attendre 48 heures* — Il... (le mot manque, sans doute « demande ») très instamment à Votre Excellence de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour que la note parvienne *le plus rapidement possible.*

Je lui ai fait remarquer que l'ennemi ne pouvait guère répondre avant une semaine, quelque hâte

qu'on y mît. Le général me déclara qu'il *fallait tout faire* pour que la note soit entre les mains de l'Entente au plus tard mercredi dans la nuit ou jeudi matin. Il prie Votre Excellence de mettre tout en œuvre dans ce but. Il croit que pour aller plus vite la note pourrait être transmise à son destinataire par le gouvernement suisse à l'aide du poste de TSF de Nauen, et en faisant usage du chiffre suisse.

Signé : *Lersner.*

N° 28

EXPOSÉ FAIT PAR LE MAJOR VON DEM BUSSCHE REPRÉSENTANT DU G. Q. G. DEVANT LES CHEFS DE PARTIS DU REICHSTAG, LE 2 OCTOBRE 1918.

La situation militaire qui existait avant les grands événements récents vous a été exposée par le général Wrisberg. En peu de jours elle s'est modifiée de fond en comble.

L'effondrement du front bulgare a jeté à bas nos dispositions. La liaison avec Constantinople s'est trouvée menacée, ainsi que la voie du Danube indispensable à notre ravitaillement. Nous avons été forcés, pour ne pas laisser à l'Entente les mains libres dans les Balkans, et pour ne pas abandonner la Roumanie et la mer Noire, d'engager là-bas des divisions allemandes et des divisions austro-hongroises destinées au front occidental. Une décision rapide était nécessaire. Nos premières troupes sont débarquées. Il y a tout lieu d'espérer que la situation

dans les Balkans, sera rétablie dans la mesure où le comportent nos intérêts, mais comme je l'exposerai, cela ne sera pas sans dommages très importants pour la situation générale.

Presque en même temps que l'offensive de Macédoine de violentes attaques ont été déclanchées sur le front occidental. Toutes les mesures pour les repousser étaient prises. Des divisions venant du front oriental et destinées à relever des divisions éprouvées du front occidental étaient en cours de transport. Malheureusement, une partie d'entre elles dût être détournée vers les Balkans. Le dernier homme capable de se battre avait été retiré du front oriental. Nous attendions avec calme le combat décisif. L'Entente avait su habilement dissimuler sur quels points auraient lieu ses attaques. De la mer à la Suisse des préparatifs d'attaque étaient visibles, surtout en Lorraine, et dans le Sundgau.

Nous fûmes forcés de diviser nos réserves et de tenir tout le front plus ou moins prêt à repousser les attaques. Des forces sérieuses durent en particulier être laissées en Lorraine et dans le Sundgau pour protéger le sol allemand.

Les mouvements nécessaires une fois exécutés, on avait le ferme espoir de résister victorieusement dans les batailles imminentes et de briser la volonté d'anéantissement de nos adversaires par les pertes considérables qu'on lui infligerait.

Par la suite, partout où l'ennemi pénétra dans nos lignes grâce à ses tanks, à la surprise ou à la

supériorité numérique, on réussit à le contenir et à enrayer son attaque avec des réserves amenées à temps. Les combats des 6 derniers jours sont des jours de victoire malgré les pertes en prisonniers et matériel. L'ennemi, en comparaison des succès que nous avons remporté dans nos offensives de printemps, n'a réalisé que des progrès peu importants. Sur la plupart des points ses assauts répétés avec une opiniâtreté inaccoutumée ont été repoussés. D'après les comptes rendus de nos troupes, il a subi les plus lourdes pertes. Nos troupes se sont en grande majorité admirablement battues et ont accompli des choses surhumaines. Le vieux sentiment de l'héroïsme n'est pas mort. La supériorité numérique de l'ennemi n'a pas effrayé nos troupes : officiers et hommes ont rivalisé.

Néanmoins, le Haut commandement *dut prendre la décision effroyablement lourde de déclarer que, autant qu'il était possible à un homme d'en juger, il n'y avait plus de possibilité de contraindre l'ennemi à faire la paix.*

Deux facteurs ont, avant tout, déterminé d'une façon décisive ce résultat : *les tanks*. L'ennemi les a engagés en masses considérables et inattendues par nous. Sur les points où ils se sont avancés par surprise, après que nos positions eurent été copieusement aveuglées par des obus fumigènes, nos troupes n'ont pas eu les nerfs suffisants pour les combattre. Là ils ont percé à travers nos lignes avancées, ils ont ouvert la voie à leur infanterie, ils sont apparus sur les derrières de nos troupes, ont

provoqué des paniques locales et disloqué la conduite du combat.

Étaient-ils découverts, nos moyens de défense contre les tanks et notre artillerie en venaient vite à bout. Mais le malheur était déjà arrivé, et c'est par les succès des tanks qu'il faut expliquer les chiffres élevés de nos prisonniers, qui ont tant diminué nos effectifs et ont provoqué une dépense de nos réserves plus rapide que celle qui jusqu'alors était de règle.

Nous n'étions pas en situation d'opposer à l'ennemi de semblables masses de tanks allemands. Il était au-dessus des moyens déjà utilisés à l'extrême de notre industrie de les construire — ou bien pour en avoir il aurait fallu renoncer à d'autres objets plus importants.

La question des renforts est devenue décisive. L'armée est entrée dans la grande bataille avec des effectifs faibles. Malgré toutes les mesures prises les effectifs de nos bataillons sont tombés de 800 h. en avril à 540 à la fin de septembre. Et nous n'avons pu obtenir ce chiffre qu'en procédant à la dissolution de 22 divisions soit 66 régiments.

La défaite bulgare a mangé 7 autres divisions. Il n'y a aucun espoir d'amener les effectifs à des taux plus élevés. Les renforts normaux, blessés guéris, récupérés ne couvriront pas les besoins d'une campagne d'hiver calme. Seule la mise en ligne de la classe 1900 augmentera l'effectif des bataillons de [illegible] hommes.

Les pertes de la bataille actuellement en cours, ainsi qu'il a déjà été dit, dépassent les prévisions, surtout en ce qui concerne les officiers. La troupe a plus besoin qu'autrefois, soit pour attaquer, soit pour se défendre de l'exemple de ses officiers. Les officiers ont dû s'engager et se sacrifier sans compter, et ils l'ont fait. Les commandants de régiments et les officiers supérieurs ont combattu en première ligne. Un seul exemple : une division a eu en deux jours de combat tous ses officiers tués ou blessés, 3 commandants de régiment tués. Le faible noyau d'officiers de l'active qui subsistait encore est entièrement fondu. C'est à peine si nous parvenons encore à reconstituer les divisions revenant de la bataille. Ce qui a été dit du corps d'officiers s'applique également au corps des sous-officiers. *L'ennemi, grâce à l'aide américaine, est en situation de combler ses pertes.* Les troupes américaines en elles-mêmes n'ont pas une valeur particulière et ne sont pas supérieures aux nôtres. Sur les points où elles ont remporté des succès initiaux en s'engageant en masses, elles ont été repoussées malgré leur supériorité numérique. Mais ce qui fut décisif c'est qu'elles purent prendre à leur compte une étendue considérable du front ; elles donnèrent ainsi aux Anglais et aux Français la possibilité de récupérer leurs propres divisions habituées à combattre et de se créer de cette façon des réserves presque inépuisables.

Jusqu'à présent nos réserves ont suffi pour bou-

cher les vides. Les voies ferrées les ont amenées à temps. Des assauts inouïs ont été repoussés. Les combats ont été dépeints comme d'une dureté inconnue jusqu'alors. Maintenant, nos réserves arrivent à leur fin. Si l'ennemi continue à attaquer, la situation peut exiger que nous nous replions en combattant sur de grandes étendues de front. Nous pouvons encore conduire la guerre de cette façon pendant un temps *appréciable* ; nous pourrons infliger à l'ennemi de lourdes pertes, laisser derrière nous un pays désertique, mais en agissant ainsi nous ne pourrons jamais plus gagner la partie.

Ces événements et considérations ont fait mûrir chez le Maréchal et chez le général Ludendorff la décision de proposer à Sa Majesté l'Empereur de chercher à rompre le combat pour épargner au peuple allemand et à ses alliés de nouveaux sacrifices.

De même que notre grande offensive du 15 juillet dut être arrêtée aussitôt que sa continuation ne fut plus en rapport avec les pertes qu'elle entraînait, de même il a fallu maintenant prendre la décision de renoncer à continuer la guerre parce qu'elle était sans espoir. Maintenant il en est temps encore. L'armée allemande est encore assez forte pour contenir l'ennemi pendant des mois, pour remporter des succès locaux, et contraindre l'Entente à de nouveaux sacrifices. Mais chaque jour qui s'écoule rapproche l'ennemi de son but et le rend

moins enclin à conclure une paix supportable pour nous.

C'est pourquoi il ne faut pas perdre de temps. Chaque journée peut aggraver la situation et donner à l'ennemi l'occasion de s'apercevoir de notre faiblesse actuelle. Il pourrait en résulter les conséquences les plus irréparables pour les conditions de paix comme pour la situation militaire.

Ni l'armée ni la nation ne doivent faire quoi que ce soit qui puisse paraître de la faiblesse. Au contraire, l'armée et la nation doivent tenir plus fermement que jusqu'alors. En même temps que l'on offrira la paix il faudra constituer à l'intérieur un front solide qui laisse voir que nous aurons la volonté de continuer la guerre si l'ennemi ne veut pas nous donner la paix ou s'il ne veut nous donner qu'une paix humiliante.

S'il faut continuer la lutte, la résistance de l'armée dépendra d'une façon décisive de la résistance de l'intérieur et de l'esprit qui, venant de l'intérieur, gagne le front.

N° 29

COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE

du général Ludendorff au Vice-Chancelier von Payer reçu par le major von dem Bussche, le 2 octobre à 12 h. 20 après-midi.

Du contenu de la note de paix projetée je n'ai connaissance que de ce qui suit :

« Les 14 points de la note de Wilson doivent « servir de base aux négociations de paix, mais « ne doivent pas être considérés comme des con- « ditions imposées par l'ennemi. »

J'ai déclaré que j'étais d'accord sur ce qui précède. Mais comme on a dit que le G. Q. G. approuvait le contenu complet de la note, je demande qu'elle me soit communiquée avant son envoi, pour que je puisse prendre position à son sujet.

N° 30

CONVERSATION TÉLÉPHONIQUE

entre le conseiller de légation von Lersner (G. Q. G.) et le secrétaire de légation Dr Jordan (Aff. étrang.), le 2 octobre, 2 h. 40 après-midi.

Ici conseiller de légation Lersner. Prière d'appeler d'urgence M. le Secrétaire de légation Dr Jordan à l'appareil. *Le général Ludendorff propose le texte suivant :*

« Le gouvernement allemand prie le Président « des Etats-Unis d'Amérique de prendre en main le « rétablissement de la paix et de convoquer dans ce « but des plénipotentiaires de tous les états belli- « gérants.

« Il déclare accepter comme base de négociations « de paix les points du programme du Président « des Etats-Unis indiqués dans son message au « Congrès du 8 janvier et dans ses déclarations « ultérieures.

« Conjointement à cette demande, le gouverne-
« ment allemand propose la conclusion d'un armis-
« tice sur terre, sur mer et dans les airs et prie le
« Président des Etats-Unis d'Amérique, pour éviter
« une plus longue effusion de sang, de réaliser dès
« maintenant cet armistice. »

Le général Ludendorff demande en outre :

1. Pourquoi l'Autriche-Hongrie et la Turquie n'ont-elles pas (... le mot manque) ?

2. Le G. Q. G. suppose qu'il ne s'agit que des 14 points connus, et des 4 points du programme de Wilson.

Signé : *Lersner.*

N° 31

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., 3 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Le général Ludendorff demande communication de notre note de paix.

Signé : *Lersner.*

N° 32

TÉLÉGRAMME

Berlin, 3 octobre 1918.

Urgent.

Avant de me décider à entamer l'action de paix

désirée par le G. Q. G., j'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de se prononcer sur les questions suivantes :

1. Pendant combien de temps encore l'armée pourra-t-elle contenir l'ennemi au-delà de nos frontières ?
2. Le G. Q. G. doit-il s'attendre à un effondrement militaire et dans l'affirmative à quelle époque ? L'effondrement signifierait il la fin de notre force de résistance militaire ?
3. La situation militaire est-elle si critique qu'il faille engager immédiatement une action en vue de l'armistice et de la paix ?
4. Au cas où il serait répondu affirmativement à la question 3, le G. Q. G. se rend-il compte que le fait d'entamer des pourparlers de paix sous la pression d'une situation militaire critique peut conduire à la perte de colonies allemandes et de territoires allemands, en particulier de l'Alsace-Lorraine et des cercles purement polonais des provinces de l'Est ?
5. Le G. Q. G. approuve-t-il l'envoi du projet de note ci-joint ?

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de me répondre immédiatement.

Signé : *Prince Max*, chancelier d'Empire.

A Son Excellence le chef d'E.-M. de l'armée de campagne Maréchal von Hindenburg, à Berlin.

N° 33

Chef d'Etat Major
de l'armée
de campagne.

Berlin, le 3 octobre 1918.

A Monsieur le chancelier de l'Empire

Le commandement suprême de l'armée maintient sa demande formulée **dimanche**, *le 29.9.18, d'une offre de paix immédiate à nos ennemis.*

Par suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution de réserves qui en est résultée pour le front occidental, par suite aussi de l'impossibilité où nous nous trouvons de combler les pertes très élevées qui nous ont été infligées dans les combats de ces derniers jours, il ne reste plus aucun espoir — *autant qu'il est possible à un homme d'en juger* — de forcer l'ennemi à faire la paix.

L'ennemi, de son côté, jette journellement dans la lutte de nouvelles réserves. Cependant, l'armée allemande reste solide et repousse victorieusement toutes les attaques. *Mais la situation devient de jour en jour plus critique et peut forcer le Haut Commandement à des décisions lourdes de conséquences.*

Dans ces conditions, il vaut mieux cesser la lutte pour éviter au peuple allemand et à ses alliés des pertes inutiles. *Chaque journée perdue nous coûte des milliers de braves soldats.*

Signé : *Hindenburg*, Maréchal.

N° 34

1re NOTE ALLEMANDE AU PRÉSIDENT WILSON

le 30 octobre 1918.

Le gouvernement allemand prie le Président des Etats-Unis d'Amérique de prendre en main le rétablissement de la paix, de donner avis de cette démarche à tous les Etats belligérants, et de les inviter à désigner des plénipotentiaires à l'effet des négociations. Le gouvernement allemand accepte comme base des négociations de paix le programme exposé par le Président des Etats-Unis d'Amérique dans son message du 8 janvier 1918 au Congrès et dans ses autres démonstrations ultérieures, notamment dans son discours du 27 septembre. En vue d'éviter une plus longue effusion de sang le gouvernement allemand propose la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs.

Prince Max de Bade,
Chancelier d'Empire.

N° 35

CONFÉRENCE CHEZ LE CHANCELIER D'EMPIRE.

Berlin le 6 octobre 1918.

Extrait.

Etaient présents :

Le Chancelier, *Erzberger,*
Le comte Rödern, *Von Payer,*

Gröber, *Radowitz,*
Scheidemann, *Deutelmoser,*
Solf, *Lewald.*

Discussion sur la note de paix.

Le Chancelier. — J'ai combattu l'envoi de la note. Premièrement, parce que j'estimais qu'elle était prématurée, et deuxièmement, parce que je voulais m'adresser à l'ennemi en général. Maintenant il nous faut réfléchir calmement sur ses conséquences. Il faut maintenant :

1° Déterminer quelle est la situation sur le front, et cela en interrogeant des officiers compétents ;

2° Conférence des ambassadeurs. Entendre les personnes les plus qualifiées sur l'Angleterre et sur l'Amérique.

Solf. — Haeften (1) dit que Ludendorff *considère la commission comme une preuve de méfiance à son égard*, qu'il démissionnera et que cela entraînera la démission d'Hindenburg.

Rœdern croit que l'on pourra éviter la défiance de Ludendorff.

Le Chancelier. — *Il faut entendre des comman*

(1) Représentant du G. Q. G. auprès du ministère des Affaires étrangères et du Chancelier.

dants d'armée. J'espère en trouver le moyen en en parlant à Sa Majesté.

Payer. — Il est nécessaire d'en trouver le moyen. Il nous faut entendre d'autres personnes que Ludendorff. Les nerfs de Ludendorff ne sont plus à la hauteur.

Solf et *Erzberger* sont du même avis.

(Suit la discussion d'autres questions.)

N° 36

Berlin, le 8 octobre 1918.

Au général Ludendorff. Ici.

La réponse du Président des États-Unis d'Amérique à notre demande de paix et d'armistice ne sera vraisemblablement ni une acceptation entière ni un refus absolu, mais elle mentionnera des conditions dont le Président fera dépendre sa conduite.

Il nous faut songer que ces conditions peuvent être dures. Nous sommes donc placés en face du problème suivant : notre situation militaire nous permet-elle de faire des efforts pour obtenir par des négociations un adoucissement de ces conditions en courant le danger de perdre pendant ce temps plusieurs semaines, de voir l'Autriche-Hongrie et la Turquie se séparer de nous et finalement d'être obligés d'accepter cependant les conditions du Président sous leur forme initiale ?

Pour me permettre de me faire une idée de notre

situation militaire, je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien répondre par retour du courrier aux questions suivantes (1) :

1. Pendant combien de temps l'armée pourra-t-elle contenir l'ennemi au-delà des frontières allemandes soit en résistant dans ses positions actuelles, soit en se repliant peu à peu ?
2. Doit-on, aujourd'hui encore, compter avec la possibilité d'un effondrement militaire avant le printemps et dans l'affirmative ce danger sera-t-il menaçant d'ici trois ou quatre semaines ?
3. Pendant combien de temps encore (selon toutes prévisions) durera la situation critique actuelle ? Le point dangereux sera-t-il passé si l'ennemi se voit obligé de suspendre ses grandes attaques ? quand vraisemblablement y sera-t-il contraint ?
4. Une fois le point dangereux franchi pourra-t-on compter sur une consolidation de notre front et par quels moyens pourra-t-on l'obtenir ?
5. Quelle est la situation de nos réserves en hommes et matériel ?
6. Au cas où l'action de paix actuelle échouerait la guerre pourrait-elle être continuée

(1) Pour la réponse voir les numéros 38 et 43.

par nous seuls jusqu'au printemps, malgré la chute d'un des deux alliés qui nous restent encore ?

7. Le G. Q. G. se promet-il un accroissement de forces important de la levée en masse, telle que l'a recommandée von Walter Rathenau dans la *Vossische Zeitung* ?

D'après les renseignements qui me sont parvenus jusqu'à maintenant, il ne semble pas impossible que le Président Wilson impose comme condition préalable à l'ouverture des négociations, l'évacuation de la Belgique et du Nord de la France; par suite, il y a lieu de poser les questions suivantes :

1. Le G. Q. G., serait-il d'avis d'accepter cette demande sans condition ou d'y répondre par des contre-conditions ? Au cas où la situation militaire, en tenant compte des points de vue exposés plus haut, permettrait que l'on perde du temps en négociations, on pourrait envisager les contre-conditions suivantes :

   a) Les territoires occupés par la France et l'Angleterre en Haute-Alsace (éventuellement aussi les colonies allemandes) devront être également évacués ;

   b) Des garanties devront être données que

l'ennemi ne nous suivra pas. Éventuellement, on pourrait demander que les territoires français évacués par nous ne soient occupés que par des troupes américaines ; que le sol de la Belgique ne soit foulé que par des troupes belges ; que la neutralité de cette puissance soit respectée par tous les belligérants et que le territoire belge ne serve plus de théâtre d'opérations.

c) Déclaration suivante de notre part : pour compenser l'aggravation de notre situation stratégique à l'ouest, nous devons retirer également nos troupes des territoires que nous occupons dans l'Est Baltique, Lettonie, Pologne et Ukraine, ce qui livrerait ces territoires au bolchevisme.

2. En combien de temps pourrait-on exécuter l'évacuation du Nord de la France et de la Belgique, en admettant qu'elle commence à la signature de l'armistice ?

3. Après l'évacuation, serions-nous capables avec les forces dont nous disposerions encore de tenir la frontière franco-allemande au cas où les négociations de paix échoueraient et où l'ennemi recommencerait ses attaques ?

Le Président Wilson peut exiger, en déclarant qu'il a besoin de garanties, l'occupation de forteresses allemandes de notre frontière occidentale.

1. Étant donné notre situation militaire, serions-nous contraints d'accepter une telle demande ?
2. Dans quelle mesure faudrait-il faire dépendre de nos contre-conditions, l'acceptation des conditions imposées.

Prince Max de Bade.

DE LA 1re NOTE DE WILSON
A NOTRE RÉPONSE A CETTE NOTE (Nos 37 à 47)

N° 37

1re NOTE DE WILSON

Département d'État, le 8 octobre 1918.

Monsieur,

J'ai l'honneur, au nom du Président, de vous confirmer réception de votre note du 6 octobre, contenant la communication du gouvernement allemand au Président, qui m'a chargé de vous prier de faire au Chancelier allemand la communication suivante :

Avant de répondre à la demande du gouvernement impérial allemand et de lui donner le ton loyal et juste qu'exigent les graves intérêts en cause, le Président des Etats-Unis juge nécessaire de s'assurer du sens exact de la note du Chancelier. Le Chancelier pense-t-il que le gouvernement impérial allemand accepte les conditions stipulées par le Président dans son message du 8 janvier au Congrès des Etats-Unis et dans les messages suivants, et que le but d'une entrée en discussion serait seu-

lement de s'entendre sur les détails pratiques de leur application ? En ce qui concerne la proposition d'un armistice, le Président des États-Unis se croit dans l'obligation de déclarer qu'il ne se sent pas autorisé à proposer un armistice aux gouvernements avec lesquels le gouvernement des États-Unis est allié contre les Puissances centrales, tant que les armées de ces Puissances demeurent sur leur sol. La bonne foi de toute discussion (the good faith of any discussion) dépendrait manifestement du consentement des Puissances centrales à retirer immédiatement leurs troupes des territoires occupés. Le Président se juge, en outre, autorisé à demander si le Chancelier est seulement l'interprète des autorités constituées de l'Empire (constituted authorities of the empire) qui ont dirigé la guerre jusqu'à présent. Il considère comme d'une extrême importance à tous les points de vue la réponse à cette question.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : *Robert Lansing.*

N° 38

CONFÉRENCE CHEZ LE CHANCELIER

Extrait

Berlin, le 9 octobre 1918.

Étaient présents :

Le Chancelier, *Von Payer*,

Ludendorff, *Lewald*,
Schench, *Scheidemann*,
Heye, *Groeber*,
Von Heeften, *Erzberger*,
Von Hintze, *Von Radowitz*,
Von Winterfeld, *Deutelmoser*,
Solf, *Friedberg*,
Comte Rödern,

Le Chancelier salue le général Ludendorff.

Objet de la Conférence : Réponse à Wilson.

Ludendorff. — En 1914, la guerre a amené une situation pénible : grosse supériorité numérique ennemie. En 1916, lors de l'appel de Hindenburg et de Ludendorff, situation particulièrement difficile, par suite de l'entrée en ligne de la Roumanie. Des forces importantes furent immobilisées par les opérations sur le front oriental. A cette époque-là également, bataille de la Somme, manque de munitions, par suite gros effort et remède. Programme Hindenburg. Augmentation des appels de travailleurs et de renforts. Augmentation du service militaire. Loi sur le service auxiliaire.

1916 se termine avec une grosse supériorité ennemie à l'est et à l'ouest. Lourd souci. Seul remède pour faire tenir le front ouest fut la guerre sous-marine; c'est pourquoi le maréchal et Ludendorff se prononcèrent en sa faveur. En outre repli du front. Avril, mai, bataille d'Arras. Grosses pertes mais défensive couronnée de succès. L'effondrement de

la Russie nous permit également de soutenir directement l'Autriche qui menaçait de ne pouvoir supporter la douzième bataille de l'Isonzo. Sur le front ouest aussi, possibilité d'offensive. Mais auparavant, nécessité de libérer les derrières sur le front oriental. Empêcher l'établissement par l'entente d'un front anglo-bolcheviste. Conférence de Hombourg. S'avancer vers le nord (Finlande) pour maintenir l'Angleterre loin de Pétersbourg. Également manque de vivres. Nécessité absolue de s'avancer loin vers l'est. L'Ukraine donna des matières premières précieuses, empêcha la formation d'un front bolcheviste. Au printemps, 205 divisions à l'ouest, 32 à l'est, ces dernières sans valeur combative. A l'est, front très peu dense. Le commandement de l'Oberost n'est plus sûr de pouvoir maintenir le bolchevisme loin des territoires occupés.

Que faire à l'ouest ? Au printemps, chez nous, supériorité numérique de 20 à 25 divisions ; offensive nécessaire pour conserver nos alliés et vaincre, si possible, à l'ouest avant l'arrivée des masses américaines.

A cette époque, pas d'offre de paix. *L'offensive devait amener nos adversaires à faire la paix.* De même encore en juin. Espérance non réalisée.

Motifs : emploi massif des tanks, grippe, manque de pommes de terre chez nous. Jusqu'au 8 *août cependant, situation militaire bonne*, mais à cette date 6 à 7 divisions sont bousculées en deux ou trois heures dans le brouillard. Brèche sensible. Nou-

velles attaques opiniâtres. Dans les derniers mois, il nous manque par mois 70.000 hommes. *Bravoure extrême des officiers et des hommes. Les comptes rendus provoquent une émotion très profonde.* Grave question : aura-t-on des renforts ? En avril et juin, le G. Q. G. demande que les renforts soient plus importants. En août, une conférence a lieu à ce sujet. Mais rien de décisif n'est mis sur pied. Le ministre de la Guerre doit savoir si c'est encore possible. *Le remplacement du matériel est assuré, mais les hommes manquent. Attaques par tanks très dangereuses.* Depuis le 8 août, le G. Q. G. a déclaré au Chancelier qu'il n'était plus en état de terminer réellement la guerre par une offensive qui rendrait l'ennemi disposé à faire la paix. *Au début de septembre, le G. Q. G. émet l'idée d'une entremise neutre en faveur de la paix.* Ensuite, effondrement de la Bulgarie.

En juin encore, les Bulgares produisent une impression brillante. La non connaissance de la langue rend difficile la pénétration de l'âme bulgare. Scholz a fait beaucoup pour l'armée bulgare. Mais les généraux bulgares ont renversé Radoslawow et fatigué l'armée. Le gouvernement s'est alors tourné vers l'Entente. Le G. Q. G. bulgare a refusé de relever les commandants de division incapables. Nous détachons 5 divisions pour couvrir le front sud-est de l'Autriche-Hongrie. L'Entente peut se tourner contre Kospeli en passant par la Bulgarie. Les Turcs se rassemblent autour de Tschatschaldtscha. Nous

fîmes venir des renforts de Roumanie. La Turquie lâchera. Nous pourrons tenir le front sud-est de la monarchie. Mais nous ne sommes pas en état d'assurer la conservation du Danube et de la Roumanie. On ne peut pas tenir militairement la Roumanie avec les forces que nous y avons en vertu du traité. Quelle valeur faut-il donner au danger bolcheviste ? De là dépend la possibilité d'abandonner l'Ukraine pour raccourcir notre front et rendre quelques divisions disponibles pour le Danube ? Au point de vue militaire, nous ne pouvons pas tenir la Roumanie avec nos forces actuelles contre un ennemi venant du Sud. On ne peut tenir que la ligne du Sereth. Là, uniquement des troupes âgées. Si nous voulons tenir la Roumanie, il faut savoir à quelle valeur est estimé le danger bolcheviste. Nous pourrions transporter d'Ukraine en Roumanie quelques divisions, mais dans ce cas nous ne pourrions plus vous protéger militairement contre le bolchevisme. Il n'est pas vraisemblable que nous puissions transporter de l'est à l'ouest plus de 4 ou 5 divisions.

A l'ouest, le manque d'hommes est chose décisive. Situation sérieuse. Hier, journée difficile. Irruption des Anglais près de Saint-Quentin. Tous les plans de l'Entente n'ont pas réussi : le corps de cavalerie tenu prêt à se porter en avant n'a pu se déployer. Mais nous avons dû reculer. Les divisions ne sont plus assez fraîches pour combattre.

(Il explique la carte.)

Nous préférons reculer que nous laisser battre. Nous nous concentrons toujours davantage. Le chancelier a posé des questions (cette phrase se rapporte à la note du chancelier en date du 8 octobre (1). Il est difficile de répondre à de telles questions, on ne peut le faire que par devoir.

Question 1 : La frontière sur le front occidental est loin, nous pouvons la protéger pendant longtemps. Des attaques sont possibles en Lorraine, je ne vois pas de danger pour la frontière lorraine. Au sujet de la Hollande, je ne vois aucun danger, car les troupes qui y pénétreraient seraient internées.

Question 2 : Le danger d'une percée existe toujours. Les Anglais auraient pu percer lors de leur première attaque par tanks.

Question 3 : Oui, les grosses attaques sont seules dangereuses.

Question 4 : Il nous manque 70.000 hommes par mois, nous avons suffisamment de matériel.

Question 5 : Nous avons besoin d'une accalmie pour cela, alors nous pourrons nous consolider à nouveau.

Question 7 : Non. Malgré le manque d'hommes, je n'attends rien d'une levée en masse. Nous voulions toujours augmenter le rendement des travailleurs. Je ne peux pas juger si on peut ramasser les hommes qui se défilent. De l'avis du G. Q. G.,

(1) Voir n° 36.

le système du service de garnison (1) devrait cesser ; aujourd'hui les hommes affectés au service de garnison ne veulent plus combattre. En nous montrant plus rigoureux à l'intérieur, nous pouvons récupérer plus d'hommes. *Une levée en masse désorganiserait plus qu'on ne peut le supporter.*

Question : Faut-il entendre d'autres généraux ?

Merci pour le soulagement que vous m'apporteriez, mais je suis certain que d'autres chefs pensent comme moi. *J'ai parlé de la démarche de paix avec Kühl, Lossberg, Schulenburg.* Ils l'approuvent. Cette décision nous fut pénible, mais nous n'avons pas hésité à la prendre quand nous reconnûmes nos devoirs. Une commission n'est pas nécessaire. Le G. Q. G. peut aussi supporter seul cette responsabilité.

Colonel Heye. — J'appartiens au G. Q. G. depuis quatre semaines. Je crois qu'étant donné la situation des renforts, nous ne pouvons plus compter avec certitude mener la guerre à bonne fin. Ce serait un jeu de hasard de la part du G. Q. G. s'il ne hâtait pas la démarche de paix. Il se peut que nous tenions jusqu'au printemps. *Mais un change-*

(1) Au cours de la guerre, les hommes capables de porter les armes avaient été répartis au point de vue aptitudes physiques en deux catégories : les *Kriegsverwendungsfähige* (K. v.) *hommes capables de faire campagne* et les *garnisonsverwendungsfähige* (G. v.) hommes aptes seulement à un service de garnison. Vers [illegible], une partie de ces derniers fut versée [illegible] dans les [illegible], mais encore dans les unités du front à raison de [illegible] (Note du Trad.).

ment peut aussi survenir chaque jour. Hier, il s'en est fallu d'un fil que la percée ne réussisse.

Je vous prie instamment de ne pas mettre mes paroles sur le compte de la nervosité. *Il est absolument nécessaire de faire une démarche de paix, mais bien plus encore une démarche d'armistice. La troupe n'a plus de repos.* On ne peut pas calculer si la troupe tiendra ou non. Chaque jour, nouvelles surprises. Je ne crains pas une catastrophe, mais je voudrais sauver l'armée afin de l'avoir encore comme moyen de pression pendant les négociations de paix.

L'armée a besoin de repos. Si elle a ce repos et si elle reçoit de nouveaux renforts, alors elle pourra accomplir de nouveaux exploits.

Ludendorff. — La défensive coûte plus cher que l'offensive. Le 27 mai, dans notre offensive, nous avons perdu 60 à 70.000 hommes ; nous avons fait autant de prisonniers. Il faut y ajouter les pertes de l'ennemi. Donc différence en notre faveur.

En ce qui concerne la question de l'évacuation :

Nous avons un matériel énorme en territoire occupé. D'après une estimation, l'évacuation par étapes durera 2 à 3 mois (par transport plus longtemps). L'armée doit demeurer prête à combattre, elle ne peut donc se replier que par bonds. Une fois à la frontière, elle pourra repousser toute attaque ennemie. Seule, l'aviation ennemie sera un grave danger pour notre territoire industriel. Donc, s'efforcer d'obtenir que la Belgique ne soit traver-

sée que par des troupes belges. La demande d'évacuer Metz serait contraire à notre honneur.

Le Chancelier. — Les négociations doivent-elles être rompues si les troupes françaises ou anglaises pénètrent aussi en Belgique?

Ludendorff. — Non.

Le Chancelier. — Quel est votre avis au sujet de l'évacuation par l'ennemi du territoire allemand occupé ?

Ludendorff. — Cela dépendra de la situation du front.

Le Chancelier. — Armistice ou suspension des hostilités ?

Ludendorff. — Armistice. Question concernant les bolchevistes : C'est bien d'exercer cette pression.

Question finale : Deux à trois mois.

Nous sommes en situation de tenir la frontière. *Nous ne pourons pas livrer de forteresse allemande.* Il faut poser des contre-conditions.

Rödern. — Au sujet de la question du point dangereux : le mauvais temps a-t-il une influence telle que l'ennemi soit obligé de suspendre ses grandes attaques pendant l'hiver ?

Ludendorff. — Les batailles d'hiver sont possibles. Le mauvais temps n'est pas un obstacle, mais il épuise la troupe.

Erzberger. — Supériorité en matériel de l'Entente ?

Ludendorff. — Oui, l'ennemi a plus de tanks et d'automobiles que nous ; j'espère qu'au prin-

temps nous aurons 600 tanks. Je ne crois pas que cette supériorité soit dangereuse.

Scheidmann. — Le moral dans l'armée ? Les ordres de la 41ᵉ division ?

Ludendorff. — Le 8 août fut une journée noire de notre histoire. Un échec pour le commandement. La troupe avait la grippe mais pas de pommes de terre. Le ravitaillement était mauvais, le moral était mauvais, maintenant il s'est amélioré. On venait de récupérer des hommes dans le service des étapes. Les hommes du service de garnison ont empoisonné le moral, c'est pourquoi il y a eu beaucoup de prisonniers. Maintenant on a la sensation que l'esprit est meilleur.

Rödern. — Il est douteux que nous puissions tenir le front du Danube. Nous courrons alors le danger de ne plus avoir de ravitaillement en pétrole. Quelles sont les réserves?

Ludendorff. — Marine, 10 mois ; armée pour l'aviation, 2 mois.

Erzberger. — Les 70.000 hommes qui manquent sont-ils aussi nécessaires pendant les mois d'hiver?

Ludendorff. — Nous en avons besoin pour recompléter les divisions.

Scheüch. — Renforts possibles. En automne, le G. Q. G. a demandé 200.000 hommes d'un seul coup et 140.000 hommes par mois. Pour satisfaire ces besoins : blessés guéris, 60.000 par mois ; prisonniers rapatriés, etc., 60.000 en une fois. Classe

1900, 250.000, mais elle est encore utilisée en partie dans l'industrie.

Ludendorff. — Les renforts ont en partie mauvais esprit.

Scheüch. — On récupérera encore davantage de monde à l'intérieur. Les commissions donneront au moins 60.000 hommes en six mois. De même on tirera 40.000 hommes des étapes. Il est très difficile de récupérer dans l'industrie. Des postes et des chemins de fer on tirera 20.000 hommes. La revision, et les Allemands à l'étranger donneront 5.000 hommes. Au total 950.000, donc déficit par rapport à la demande du G. Q. G. Le ministère de la Guerre cherche d'autres possibilités.

1. Augmentation du rendement des travailleurs. Celui-ci a été réduit jusqu'à 70 %. Une amélioration n'est possible qu'à l'aide d'un meilleur ravitaillement. Essai en donnant des vivres aux exploitations.

2. Nous pourchassons les embusqués par des contrôles de toutes natures. Dans les sociétés de guerre on a déjà fortement récupéré. Une illusion est toujours possible, mais j'espère réduire le nombre des embusqués.

3. La suppression du service de garnison est dangereuse, elle ne donnera au front que de mauvais renforts. Les exigences médicales ont déjà été diminuées. Un changement est dangereux.

Scheüch. — Levée en masse : chaque homme doit servir, chaque femme travailler. La loi du ser

vice auxiliaire suffit à assurer le travail de chaque homme. Au printemps, la prolongation du service obligatoire jusqu'à soixante ans a été proposée. Le résultat serait minime. Rathenau s'élève énergiquement contre ce procédé. Il veut une grande armée de volontaires. Je crois que cette méthode également n'aura pas de succès.

Ludendorff à une question posée par Erzberger répond : Les 70.000 hommes par mois sont calculés sans tenir compte de l'accroissement de l'ennemi. Il faut trouver quelque chose pour relever l'élan national.

Signé : *Deutelmoser.*

N° 39

CONFÉRENCE

Berlin, le 10 octobre 1918.

Extrait

Payer. — Stresemann a émis l'idée, au sujet de la question d'évacuation, d'interroger, outre le G. Q. G., également des commandants d'armées.

Le Chancelier. — J'ai reçu la même demande.

Payer. — Les déclarations de Ludendorff faites hier doivent être vérifiées. Surtout la question de l'interrogatoire de von Kuhl, Lossberg, Schulenburg.

Erzberger. — Communiquer la note de Stresemann à Ludendorff. A Berlin circulent des lettres du général Hoffmann disant que le front ouest ne doit pas être replié. Cette question a besoin d'être éclaircie. Hoffmann était chef d'état-major à Tan-

nenberg. Maintes personnes croient que le jugement de Hoffmann est plus sûr que celui de Ludendorff. Donc, demander à Ludendorff d'entendre Hoffmann.

Solf et *Rödern*. — Alors Ludendorff partirait ; il est préférable de faire venir Hoffmann à titre privé.

(Dans la discussion qui a lieu ensuite sur le texte de la note).

Solf déclare : la note se divise en 3 parties.

1er point : oui.

2e point : on n'a pas pu prendre hier de décision. *J'ai demandé à Ludendorff : Pouvez-vous tenir encore le front pendant trois mois? Ludendorff a répondu : Non.* C'est pourquoi nous voulons consentir en principe à l'évacuation.

3e point : on y répondra facilement.

Le Chancelier. — Le ministère des Affaires étrangères s'est-il prononcé en faveur de l'évacuation sans contre-conditions ?

Solf. — Non. C'est une question que nous voulons laisser régler pendant les négociations.

Le Chancelier. — Dans la note, il ne doit rien y avoir qui la complique.

N° 40

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 11 octobre 1918.

A *Berckheim*, au G. Q. G.

Prière de communiquer au G. Q. G. le projet ci-joint de réponse à Wilson et de faire connaître un

médiatement par téléphone et par écrit si le paragraphe 3 est approuvé.

« En réponse aux questions du président des États-Unis d'Amérique, le gouvernement allemand déclare ce qui suit :

« Le gouvernement allemand a accepté comme base d'une paix durable, fondée sur le droit, toutes les conditions formulées par le président Wilson dans son discours du 8 janvier et dans d'autres prononcés ultérieurement. Le but des négociations à entamer serait donc uniquement de s'entendre sur les détails pratiques de leur application.

« Le gouvernement allemand, d'accord avec le gouvernement austro-hongrois, se déclare prêt à évacuer les territoires des puissances alliées aux États-Unis. En outre, les deux gouvernements consentent à retirer quand on le voudra leurs troupes des autres territoires occupés. Le gouvernement allemand propose au Président de réunir une commission des puissances intéressées qui aura pour mission de déterminer les mesures nécessaires à l'évacuation.

« Le gouvernement allemand actuel, qui porte la responsabilité de la démarche en vue de la paix, a été formé après des négociations et avec l'assentiment de la grande majorité du Reichstag. Appuyé dans tous ses actes par la volonté de cette majorité, le chancelier parle au nom du peuple allemand. »

Signé : *Solf.*

N° 41

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 11 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Le Maréchal retire ses objections au 2e projet de réponse à Wilson. Le projet accepté par le maréchal est porté ci-dessous à la connaissance de Votre Excellence. Le Maréchal attache une importance particulière à la première phase de ce projet et au fait que les négociations de paix devront commencer aussitôt, pour ne pas nous livrer à l'ennemi, le cas échéant, seulement quand nous serons à la frontière. Le projet du Maréchal est ainsi conçu :

« Le gouvernement allemand suppose que les autres gouvernements intéressés se placent également sur le terrain des manifestations du président Wilson et que les négociations commenceront immédiatement. Sous cette condition préalable, le gouvernement allemand, d'accord avec le gouvernement austro-hongrois, se déclare en principe prêt à évacuer le territoire des puissances alliées aux Etats-Unis ; il pose en outre la condition préalable suivante : pour des motifs humanitaires et dans l'intérêt de la population des territoires à évacuer, ainsi qu'en considération des grandes valeurs en jeu, il y aura suspension des hostilités à partir du commencement de l'évacuation. Pour éviter des malen-

tendus, il attire l'attention sur ce fait qu'une évacuation méthodique demande des semaines. Le gouvernement allemand propose au Président de convoquer des commissions des puissances intéressées qui auront pour mission de régler les accords nécessaires à l'armistice et à l'évacuation.

« Une évacuation des territoires occupés de l'ancien empire russe est, dans l'intérêt de la population, impossible actuellement à cause de l'instabilité de la situation de ces régions. Mais l'évacuation sera exécutée dans la mesure des vœux de la population, par accord réciproque. Le gouvernement allemand n'a rien à objecter en principe à l'évacuation de la Roumanie. »

Signé : *Berckheim.*

N° 42

CONFÉRENCE DU 11 OCTOBRE 1918

Étaient présents :

Le chancelier *Prince Max de Bade*,

Le vice-chancelier *von Payer*,

Le ministre de la Guerre *Scheüch*,

Les Secrétaires d'État *baron von Mann*, *baron von Stein*, *Bauer*, *Trimborn*, *Dr von Krause*, *Rödlin*, *Dr Solf*, *comte Rödern*, *Dr Friedberg* en même temps représentant du parti national libéral, *Grober*, *Scheidemann*, *Erzberger*.

Les Sous-Secrétaires d'État Dr *Lewald*, *von Stumm*, *Wahnschaffe*.
Le directeur du Ministère *Deutelmoser*.
Le colonel *von Haeften*.

Le docteur *Solf* donne lecture de la nouvelle rédaction de la note réponse.

Le Chancelier donne lecture de la note de Weber et l'explique. Le G. Q. G. s'est prononcé énergiquement en faveur de l'action de paix ; il désire que nous donnions notre approbation à l'évacuation.

Le Dr *Solf* explique qu'il est nécessaire que tous les Secrétaires d'État donnent leur approbation formelle.

Le baron *von Stein* déclare qu'il ne pourra le faire que si on lui donne connaissance de toutes les négociations, en particulier des déclarations des milieux militaires.

Scheüch, invité à exposer la situation militaire, considère que cela ne lui est pas possible personnellement.

Von Haeften déclare que *le général Ludendorff approuve le projet de note*, mais qu'il désire voir l'expression « *demande d'évacuation* » remplacée par l'expression « *proposition d'évacuation* ».

Deutelmoser donne lecture de l'exposé fait par le colonel Heye, à la conférence du 9 octobre et de *l'approbation de Son Excellence le général Ludendorff*.

Von Haeften estime que Son Excellence Lu-

dendorff a envisagé la situation sous un jour un peu moins menaçant que le colonel Heye.

Le Chancelier prince Max de Bade répond à cette suggestion en disant que le 1[er] octobre au soir on lui a offert le poste de chancelier en lui demandant en même temps de rechercher immédiatement l'entremise de Wilson en faveur de la paix. *Il s'est opposé à cette demande et voulait attendre au moins huit jours pour consolider le nouveau gouvernement et ne pas donner l'impression que nous faisions notre demande d'entremise en faveur de la paix sous la pression d'un effondrement militaire.* Le même soir eut lieu une conférence entre le maréchal Hindenburg, MM. von Berg, von Payer, von Hintze et le Chancelier. Au cours de cet entretien, le Chancelier *a fait demander, à plusieurs reprises, par téléphone, au G. Q. G. si on ne pourrait pas ajourner l'envoi de la note.* Il a reçu la réponse téléphonique suivante de la part du général Ludendorff : Si le prince Max de Bade ne doit pas être chancelier avant demain 10 heures, il vaut mieux que le vice-chancelier von Payer *signe la note aujourd'hui même.* Le G. Q. G. et le Secrétaire d'État von Hintze ont obtenu l'envoi de la note à l'Amérique malgré les scrupules qu'avaient MM. von Payer et Solf et qu'il avait lui-même. Telle fut alors la pression exercée par le G. Q. G.

Le Chancelier ajoute que la note qu'il faut maintenant rédiger est une conséquence de la première démarche. Peut-être règne-t-il à l'heure actuelle un

peu plus de calme au G. Q. G., cependant celui-ci maintient fermement sa demande en faveur *d'un armistice immédiat.*

Von Haeften interrogé, déclare que l'exposé du Chancelier est exact, mais qu'il n'a plus présente à la mémoire d'une façon précise la réponse du général Ludendorff à la demande du prince.

Von Payer déclare que le message téléphoné disait : Si d'ici ce soir 7 heures, le prince Max est chancelier, on peut attendre *jusqu'à demain matin dix heures ;* sinon, il faut que la note parte immédiatement avec sa signature à lui, Payer.

Le Dr *Solf* déclare qu'il a demandé également au maréchal von Hindenburg si on pouvait disposer de huit jours ou tout au moins de quatre. Le Maréchal a répondu qu'il ne pouvait pas donner une réponse précise à ce sujet et il a terminé en disant *faites vite, faites vite.*

Von Haeften. — M. von Payer a répété exactement le texte du message téléphoné. Le général Ludendorff pensait que nous tiendrions bien encore quatorze jours, mais qu'une crise pouvait survenir ensuite ; c'est pourquoi un ajournement de quatre jours était déjà bien grand. Au G. Q. G. on n'était pas suffisamment éclairé sur les difficultés de formation du nouveau gouvernement.

Von Payer. — Le message téléphoné n'a pas été le seul acte de pression.

(Suit la discussion d'autres questions.)

N° 43

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 11 octobre 1918.

Au colonel Haeften, Berlin.

Prière de transmettre la réponse suivante à la note qui m'a été adressée le 8 octobre (1) par le Chancelier :

Page 1, paragraphe 1 : La province rhénane peut être conservée encore longtemps car elle est encore très éloignée de nos positions actuelles. En Alsace-Lorraine, une attaque est possible à tout moment, quoique peu vraisemblable actuellement.

Page 1, paragraphe 2 : Il y a toujours eu danger de percée ; je ne la crains pas, mais elle est possible.

Page 1, paragraphe 3 : On peut encore compter pendant des semaines sur de grosses attaques. Si l'ennemi les suspend, le point dangereux sera passé.

Page 1, paragraphe 4 : Oui, par reconstitution des réserves. Possibilité de donner du repos à une grande partie de l'armée du front ouest, appel de tous les renforts disponibles engagement de la classe 1900 (sic).

(1) Voir n° [illegible], pages [illegible].

Page 2, paragraphe 5 : Le déficit mensuel en hommes s'élève au moins à 70.000 hommes. Ravitaillement en matériel est suffisant.

Page 2, paragraphe 6 : Si une accalmie survient sur le front ouest, oui.

Page 2, paragraphe 7 : Une levée en masse ne procurera aucun accroissement de forces important. Pour l'obtenir, il faut prendre des mesures énergiques en vue d'augmenter le rendement des travailleurs et de récupérer tous les hommes encore capables de combattre.

Page 2, paragraphe 1 : Pas d'acceptation sans condition, mais des contre-conditions.

1 *a* : Oui.

1 *b* : Il faudra fixer une ligne de démarcation. La neutralité de la Belgique devra être obtenue..

1 *c* : La déclaration peut être faite.

Page 3, paragraphe 2 : Dans un délai de deux à trois mois. L'évacuation doit avoir lieu par tranches.

Page 3, paragraphe 3 : Si la frontière est mise en état de défense immédiatement, oui.

Page 4, paragraphe 1 : Non.

Signé : *Ludendorff.*

11 octobre, 10 h. soir.

N° 44

CONFÉRENCE DU 1er OCTOBRE 1918

Étaient présents :

Le Chancelier,
Son Excellence *von Payer,*
Son Excellence le comte *Roedern,*
Son Excellence *von Krause,*
Son Excellence *baron von Stein,*
Son Excellence Dr *Solf,*
Son Excellence le chevalier *von Mann,*
Son Excellence *Rœdlin,*
Son Excellence *Groeber,*
Son Excellence *Erzberger,*
Son Excellence *Friedberg*, également représentant du parti national-libéral,
Son Excellence *Scheüch,*
Les Sous-Secrétaires d'État Z. D. *Wahnschaffe, Lewald, von Stumm,*
Le colonel *von Haeften,*
Le directeur du Ministère *Deutelmoser.*

Le colonel *von Haeften* fait part du désir du Maréchal de voir exprimée la condition préalable suivante : « Les alliés de l'Amérique se placent aussi sur le terrain des 14 points. » Il voit là une garantie contre des projets plus importants de l'Entente.

Le colonel *von Haeften* fait savoir que le maréchal von Hindenburg a encore fait demander pen-

dant la nuit que l'on ajoute à la note l'article additionnel proposé par lui. Les Secrétaires d'Etat von Krause et comte Roedern s'en portent garants ainsi que le Secrétaire d'Etat Erzberger.

Le colonel *von Haeften* propose la rédaction suivante : « Le gouvernement allemand suppose que les autres gouvernements des alliés se placent également sur le terrain des manifestations du président Wilson. » Les Secrétaires d'Etat Solf, von Krause, Erzberger déclarent la rédaction acceptable.

Son Excellence *Solf* donne encore une fois lecture de la note avec l'addition du G. Q. G.

A la question posée par le Chancelier de savoir si tous les membres sont d'accord,

le chevalier *von Mann* déclare qu'il approuve la note bien qu'il ne sache pas si Wilson agit en idéaliste ou en magnat du Trust. Mais la situation militaire est décisive. Au point de vue de la marine on abandonnera beaucoup en se repliant et en signant l'armistice (cessation de la guerre sous-marine, 500.000 tonnes par mois, occupation possible de la Hollande, de l'Escaut par l'Angleterre, Wilhelmshafen menacé. *Mais la manière de voir de Ludendorff est décisive.* Il accepte la rédaction de la note.

Excellence *von Payer*. — Le G. Q. G. l'approuve-t-il aussi ?

Le colonel *von Haeften* déclare qu'il le croit. Il va aussitôt faire le nécessaire.

Son Excellence le comte *Rodern* insiste pour que le Maréchal donne son approbation positive et qu'il ne se contente pas de retirer ses objections.

N° 45

Secrétaire d'Etat
de l'Office de
la Marine.

Berlin, le 12 octobre 1918.

J'ai l'honneur de transmettre respectueusement à Votre Excellence, en annexe, un mémoire sur la position que j'ai prise au cours de la séance des Secrétaires d'Etat du 12 octobre, à propos de la note réponse à envoyer au Président.

Au Secrétaire d'Etat
des Affaires Etrangères,
Dr Solf, Excellence.

Berlin, le 12 octobre 1918.

MÉMOIRE

Aujourd'hui la discussion de la note-réponse au président Wilson a été continuée et terminée. Le général Ludendorff ayant déclaré que l'armée pouvait être percée, que tenir plus longtemps le front occidental ressemblait à un jeu de hasard, que l'armée avait besoin de repos pour se refaire, puis le maréchal Hindenburg ayant dit qu'il approuvait le texte de la note et qu'il n'y désirait qu'une addition qui fut aussi acceptée, j'ai déclaré au cours de la séance des Secrétaires d'Etat à peu près ce qui suit

Le cœur lourd, j'approuve la note, après avoir entendu les plus hautes autorités militaires dépeindre la situation de l'armée. Je suis profondément persuadé que par cette réponse nous nous livrons entièrement à Wilson. Est-ce à Wilson, idéaliste, bienfaiteur des peuples, qui, en établissant une paix juste et durable, deviendra le plus grand homme du siècle, ou bien à Wilson qui, à la tête des magnats des trusts et du groupe des grands capitalistes, nous étranglera économiquement ? je ne sais pas. Si le second cas se produit, nous aurons le droit — nous avons discuté hier cette question — après avoir retraité vers les frontières allemandes de continuer la lutte. Mais savoir si nous serons encore assez forts pour continuer à lutter victorieusement est une autre question. Je suis loin de critiquer l'avis de Ludendorff disant qu'il faut défendre la frontière allemande. Mais j'attire seulement l'attention, en ce qui concerne la marine, sur le danger qui, du fait des canons et des avions ennemis, menacera le territoire industriel allemand — sur le danger auquel seront exposés Emden, point d'appui de sous-marins, et Wilhelmshafen, point d'appui de la flotte, si l'Entente pénètre en Hollande par l'Escaut. Certes, nous avons évacué Anvers. Mais en cessant la guerre sous-marine nous accordons à l'Entente un avantage considérable au cas où les négociations de paix seraient rompues. Cela signifie pour nous une perte de torpillages de 4 à 500 000 tonnes par mois. Nous paralysons ainsi

la seule arme offensive que nous possédons encore et qui conduit à une bonne paix.

Après avoir exposé ces objections, il me faut les retirer en considération de la manière de voir du G. Q. G.

N° 46

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 12 octobre 1918.

Moi et le général Ludendorff approuvons le texte de la réponse à Wilson qui nous a été communiqué téléphoniquement par le colonel von Haeften le 12 octobre à 12 h. 30.

Von Hindenburg.

N° 47

DEUXIÈME NOTE ALLEMANDE

Berlin, le 12 octobre 1918.

En réponse aux questions du Président des États-Unis d'Amérique, le gouvernement allemand déclare ce qui suit :

« Le gouvernement allemand a accepté comme « bases d'une paix durable, fondée sur le droit, les « points formulés par le président Wilson dans son « allocution du 8 janvier et dans d'autres ulté- « rieurement prononcées. Le but des négociations « à entamer serait donc uniquement de s'enten- « dre sur les détails pratiques de leur application.

« Le gouvernement allemand suppose que les

« gouvernements des puissances alliées avec les
« Etats-Unis se placent également sur le terrain
« des manifestations du Président.

« Le gouvernement allemand, d'accord avec le
« gouvernement austro-hongrois, se déclare prêt
« à accéder aux propositions d'évacuation faites
« par le Président comme conditions préalables
« d'un armistice. Il soumet au Président le projet
« de réunir une Commission mixte ayant pour
« mission de prendre les dispositions nécessaires
« en vue de l'évacuation.

« Le gouvernement allemand actuel, qui porte
« la responsabilité de la démarche en vue de la
« paix, a été formé après des débats et avec l'as-
« sentiment de la grande majorité du Reichstag.
« Appuyé dans tous ses actes par la volonté de cette
« majorité, le Chancelier parle au nom du gouver-
« nement et du peuple allemands. »

Berlin, le 12 octobre 1918.

Signé : *Solf*, Sous-secrétaire d'État des Aff. étrang.

DE LA 2ᵉ NOTE DE WILSON A LA RÉPONSE ALLEMANDE A CETTE NOTE

Nᵒˢ 48 à 66

Nᵒ 48

2ᵉ NOTE DE WILSON

Département politique, 14 octobre 1918.

Monsieur,

En réponse à la communication du gouvernement allemand du 12 courant, que vous m'avez remise, j'ai l'honneur de vous prier de transmettre la réponse suivante :

L'acceptation pure et simple, par le gouvernement allemand actuel et par une grande majorité du Reichstag, des conditions stipulées par le Président des Etats-Unis dans son allocution du 8 janvier 1918 au Congrès des Etats-Unis et dans d'autres prononcées plus tard, autorise le Président à faire une déclaration franche et ouverte au sujet de sa décision concernant les communications du gouvernement allemand des 5 et 12 octobre 1918.

Il est bien évident que la marche de l'évacuation

et les conditions d'un armistice sont des objets qui doivent être laissés au jugement et à la délibération des conseillers militaires du gouvernement des États-Unis et des gouvernements alliés. Le Président considère de son devoir de dire qu'aucun accord ne peut être accepté par le gouvernement des États-Unis, s'il ne prévoit les garanties absolument satisfaisantes et les sûretés nécessaires pour le maintien de la supériorité militaire actuelle des armées des États-Unis et des alliés. Il croit pouvoir admettre en toute certitude que tels sont également l'avis et la décision des gouvernements alliés. Le Président juge également de son devoir d'ajouter que ni le gouvernement des États-Unis, ni, selon toute assurance, les gouvernements avec lesquels les États-Unis font cause commune comme puissance belligérante, ne consentiront à discuter un armistice, tant que les forces militaires allemandes continueront à exercer les traitements illégaux et inhumains dans lesquels elles s'obstinent toujours.

Au même moment où le gouvernement allemand s'adresse au gouvernement des États-Unis pour des propositions de paix, les sous-marins s'occupent sur mer de couler les navires transportant des passagers, et même, non contents de cela, les canots dans lesquels les passagers et les équipages cherchent à se mettre en sûreté. Lors de leur retraite actuellement obligée hors de Flandre et de France, les armées allemandes se livrent à des destructions volontaires qui ont toujours été considé-

rées comme une violation directe des règles et des usages de la guerre entre nations civilisées. Les villes et les villages, s'ils ne sont pas détruits, sont dépouillés de tout ce qu'ils renferment, et même privés de leurs habitants. Il ne saurait être question de consentement à un armistice, de la part des nations alliées contre l'Allemagne, tant que continueront les actes inhumains, le pillage et la dévastation, qui les remplissent à juste titre d'horreur et d'indignation. Afin d'éviter tout malentendu possible, le Président regarde encore comme nécessaire d'attirer de la façon la plus solennelle l'attention du gouvernement allemand sur la teneur et le sens clair d'une des conditions de paix que le gouvernement allemand vient d'accepter. Elle est contenue dans l'allocution du Président à Mount Vernon, le 4 juillet dernier, et se formule comme il suit :

« Suppression de tout pouvoir militaire capable de troubler par lui seul et secrètement la paix du monde, et, si sa suppression n'est pas actuellement possible, réduction de cet élément de discorde à une impuissance effective. »

Or le pouvoir qui gouverne jusqu'à présent la nation allemande est de la nature décrite ici. Il appartient au soin de la nation allemande de le changer. Les paroles du président citées à l'instant constituent naturellement une des conditions préalables de la paix, si celle-ci doit venir de la conduite que tiendra le peuple allemand lui-même

Le Président se sent dans l'obligation de dire qu'à son avis la réalisation de la paix dépendra uniquement de la précision et du caractère satisfaisant des garanties susceptibles d'être fournies dans cette question fondamentale. Il est absolument indispensable que les gouvernements alliés contre l'Allemagne sachent sans ambiguité avec qui ils ont à faire.

Le Président enverra une réponse spéciale au gouvernement impérial et royal austro-hongrois.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Robert Lansing.

N° 49

TÉLÉGRAMME

La Haye, le 1[illegible] octobre 1918,
1 h. [illegible] soir.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Sir Francis Oppenheimer qui, par peur d'être torpillé, attend à Hoeck son départ pour l'Angleterre, a déclaré ce qui suit en petit comité :

Lloyd George désire encore deux mois de guerre, car alors l'Allemagne sera vaincue au point d'être obligée d'accepter sans discussion tout ce qu'on lui dictera. Il veut par suite imposer à l'Allemagne des conditions inacceptables ; elles ont été publiées dans les journaux de dimanche matin : occupation de Metz et des têtes de ponts du Rhin

désarmement de la flotte, remise des sous-marins, etc. Il s'attend à voir l'Allemagne, après avoir rejeté ces conditions, proclamer la levée en masse et continuer la guerre jusqu'à l'épuisement. Cependant, cette lutte finale ne durerait que quatorze jours et l'effondrement de l'Allemagne se produirait alors. Par suppression de l'autocratie, l'Angleterre comprend : abdication de l'Empereur.

Signé : *Maltzan.*

N° 50

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 16 octobre 1918, 10 h. 30 matin.

Le Secrétaire d'Etat
à Office des Affaires étrangeres.

Le maréchal Hindenburg vient d'adresser l'ordre suivant à l'armée :

« Les événements politiques des derniers jours ont produit sur l'armée, particulièrement sur le corps des officiers, une profonde impression.

Il est de mon devoir de soutenir le gouvernement appelé au pouvoir par Sa Majesté. J'approuve la démarche de paix.

L'armée allemande a sur toutes les autres armées l'avantage suivant : elle et son corps d'officiers ne font jamais de politique. Nous voulons conserver cette tradition.

J'espère que la confiance qu'on avait en moi

dans les jours heureux me sera conservée maintenant encore. »

Signé : *Hintze*.

N° 51

Berne, [illegible]

le 16 octobre 1918, 11 h. m.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

L'opposition violente qui se manifeste en France contre l'armistice se sert surtout de l'argument suivant : le G. Q. G. allemand approuve entièrement l'évacuation, il la désire même car, de cette façon, il sauvera ses troupes et son matériel de guerre d'une défaite complète ; il conservera ainsi, ce qui est une chose dangereuse et inacceptable pour l'Entente, une situation militaire favorable pour l'avenir. En particulier, les déclarations répétées de la presse allemande, disant que les milieux militaires (Ludendorff) approuvent l'évacuation sont largement exploitées par nos adversaires.

Signé : *Romberg*.

N° 52

16 octobre 1918.

Le baron von Lersner téléphone ce qui suit :

« D'après ses impressions, on pourra obtenir du G. Q. G. la cessation immédiate de la guerre sous-marine au cas où nous la considérerions comme nécessaire pour des motifs politiques. »

2. Il recommande de profiter demain de la présence de Ludendorff pour le préparer à l'éventualité d'une demande de nos ennemis concernant l'évacuation de territoires allemands (par exemple de Metz et Strasbourg). *Il y aurait lieu de discuter avec le général dans quelle mesure on pourrait éventuellement accepter une telle demande.*

3. Au G. Q. G. quelques voix disent ouvertement que maintenant le commandant en chef allemand doit entrer en relations directes avec les commandants en chef ennemis. Le baron von Lersner considère cette idée comme très risquée, car, étant donné le moral actuel de l'armée ennemie, nous irions au devant d'un échec complet ; il demande instamment que l'on continue à négocier par l'intermédiaire de Wilson.

4. Le baron Lersner soumet l'idée suivante : n'y aurait-il pas lieu de transférer le G. Q. G., *non pas à Hombourg mais à Berlin ou dans une ville voisine (Potsdam ou Brandebourg)*, afin de diminuer les difficultés techniques des relations entre le commandement militaire et le gouvernement.

Signé : von Rosenberg.

N° 53

TÉLÉGRAMME

Stockholm, le 16 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office Affaires étrangères.

J'entends dire dans les milieux suédois ayant de

bonnes attaches avec l'Entente que la retraite incessante de nos troupes augmente toujours davantage les exigences de nos adversaires. En particulier les Français et les Américains veulent porter la guerre en Allemagne. Tout succès, si petit soit-il, renforcerait réellement en ce moment l'influence des éléments pondérés en France et en Angleterre.

Signé : *Lucius*.

N° 54

CONFÉRENCE DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT DU 16 OCTOBRE

Extrait

Étaient présents :

Le *Chancelier*,
Le *Vice-Chancelier*
Le *Secrétaire d'État des Affaires étrangères*,
Le *Secrétaire d'État des finances*,
Le Colonel *von Haeften*, représentant du G. Q. G.,
Le *Sous-Secrétaire d'État Wahnschaffe*,
Le *Directeur du ministère Deutelmoser*,
Les *Secrétaires d'État Groeber, Haussmann, Scheidemann*.

Von Payer déclare que le G. Q. G. émet l'idée d'organiser une propagande en faveur de la défense suprême. Le Cabinet estime que le moment n'est pas encore venu ; le Cabinet doit prendre d'abord une décision sur ce qu'on doit faire, en réponse à

la note de Wilson. En attendant, les réunions et les discours publics sur la situation ne sont pas à souhaiter ; il faut savoir s'il est possible de retirer des troupes du front oriental.

Le colonel von Haeften fait remarquer que Son Excellence le général Ludendorff arrivera demain à Berlin. Les questions qui doivent lui être posées seront précisées avec le ministre de la Guerre. Mais, dès maintenant, le G. Q. G. demande que l'on veuille bien répondre aux contre-questions suivantes :

1. — La situation intérieure permet-elle de ramener vers l'ouest toutes les troupes du front oriental, ou bien y a-t-il danger de voir le bolchevisme pénétrer en Allemagne ?

2. — Le peuple allemand, non seulement les milieux instruits mais encore les grandes masses, prendra-t-il part à la lutte à outrance s'il a conscience que notre situation militaire est suffisamment rétablie pour empêcher l'ennemi de franchir nos frontières — ou bien sa force de résistance morale est-elle si épuisée qu'on ne peut plus répondre affirmativement sans réserve à cette question. En posant cette question, on envisage le résultat qui pourrait être obtenu par la bonne volonté du peuple allemand et non par la contrainte.

Solf déclare que le télégramme du G. Q. G. qui pose ces questions est un document extraordinairement dangereux. On y trouve entre les lignes,

non seulement un appel au peuple allemand à se ressaisir, — mais encore une tentative pour déplacer les responsabilités. Pourquoi le moral est-il si déprimé ? parce que notre puissance militaire est brisée. Mais maintenant on vient nous dire : « Notre puissance militaire s'effondrera si le moral ne tient pas. » On ne peut pas permettre ce déplacement de responsabilité. Il cadre mal avec les propres paroles du général Ludendorff qui était d'accord avec le ministre de la Guerre pour déclarer qu'une levée en masse n'était pas possible.

Très délicate aussi est la deuxième question : savoir si, étant donné le danger du bolchevisme, on peut retirer les troupes du front oriental. Si on répond négativement, le G. Q. G. déclarera plus tard qu'il aurait pu maintenir la situation militaire avec les renforts qu'on aurait pu tirer du front Est. Croit-il vraiment que les quelques troupes qui sont encore dans l'est puissent changer la proportion des forces ? Il faut prier le maréchal de ne plus nous envoyer de semblables télégrammes.

Scheideman. — La question devra être discutée en détail avec le général Ludendorff. Moi aussi j'estime que les faits doivent être étudiés ici. D'ailleurs, le télégramme du G. Q. G. a été envoyé avant que la réponse de Wilson ne soit connue. Maintenant, l'indignation de l'opinion publique offre manifestement au G. Q. G. un appui. C'est compréhensible, mais cela ne doit pas nous tromper : nous devons essayer de nous mettre à la place

de nos adversaires et discuter objectivement les faits.

La question des dévastations et des pillages est très importante pour fixer le ton à donner à la réponse.

En outre, il faut tenir compte également du malheur effroyable survenu à ce vapeur de passagers où 600 personnes dont beaucoup de femmes et d'enfants ont trouvé la mort. Il a une très grosse importance. Il faut arrêter tout de suite la guerre sous-marine. Les quelques navires que nous coulons encore ne doivent plus entrer en ligne de compte.

De même en ce qui concerne l'amnistie nous devons prendre plus carrément les devants. Tous les ministres étaient d'accord pour l'appliquer en faveur de Liebknecht ; seul le Sous-Secrétaire d'Etat X... a fait échouer cette décision. Par suite de ce manque de perspicacité on ne fait pas au bon moment de concessions ayant l'air d'un grand geste ; on les fait trop tard, sous la pression des événements et sans produire d'effet sur l'opinion.

Celle-ci est encore empoisonnée par la lettre de l'Empereur que la *Iswestija* a publiée. La lettre date de 1895, mais ses attaques contre les partis du Reichstag n'en produisent pas moins d'effet. Croit-on réellement que le peuple soit disposé à bouger même un doigt pour conserver l'Empereur ?

Le peuple est aujourd'hui conscient de la situa-

tion. Il arrivera un malheur si on veut encore avoir des égards, en particulier pour les secrétaires d'Etat qui ne peuvent pas s'accommoder de la nouvelle situation. Encore un peu de temps et le cabinet ne pourra plus décider, les conseillers intimes ne pourront plus faire ce qu'ils veulent.

En tout cas, on ne peut pas répondre à la note de Wilson tant qu'on n'aura pas discuté avec le général Ludendorff. Il faut qu'il nous dise quelle est la situation militaire et nous voulons lui dépeindre l'état moral de la nation ; il est effrayant. Ce n'est pas de l'indignation contre les exigences de nos adversaires, mais du désespoir parce qu'on ne fait toujours pas ce qui est nécessaire et que l'on concède les réformes goutte à goutte.

Groeber partage la manière de voir de M. Solf sur le télégramme du G. Q. G. Le général Ludendorff, dit-il, lors de la discussion sur la demande d'armistice, a déclaré qu'il y avait chaque mois un déficit de 70.000 hommes et qu'il ne connaissait aucun moyen de couvrir ce déficit. Il dit maintenant que si on faisait un appel au peuple il aurait pour résultat de supprimer ce déficit. Il faut savoir si les forces militaires peuvent encore être complétées, et cela avec des chiffres exacts. Alors seulement on pourra examiner les questions du G. Q. G., questions d'une portée extraordinaires pour l'Allemagne et pour les états limitrophes. Il n'est cependant pas possible de livrer au bolchevisme ces états limitrophes qui ont été créés par nous et qui

doivent former un rempart militaire et économique face à l'Est.

Peut-être a-t-on perdu du temps pour créer dans ces Etats, depuis le début de l'occupation une force de police prélevée sur la population ; maintenant il est trop tard. C'est pourquoi je ne crois pas que parmi les troupes qui se trouvent dans l'Est beaucoup soient disponibles.

Il ne suffit pas d'interroger le général Ludendorff ; son jugement n'est plus le seul à faire autorité. Il faut entendre d'autres commandants d'armée du front occidental. Le Cabinet a besoin de cette garantie pour être couvert et il doit en garder trace dans ses archives. En outre, il faut entendre le Secrétaire d'Etat de l'office de la marine pour savoir si certains incidents tels que les torpillages du *Leinster* ne peuvent être évités. En ce qui concerne l'appel au combat suprême, il n'est pas admissible d'inviter la nation toute entière, y compris les Polonais allemands, à donner la dernière goutte de son sang et de ne pas supprimer à cette occasion les lois d'exception. Cela ne cadre pas avec le grand danger au milieu duquel nous nous trouvons.

Quel résultat peut-on obtenir si le Cabinet s'efforce de trouver des remèdes pour améliorer la situation, mais si on n'exécute pas ensuite les décisions les plus importantes ? Dans la question Liebknecht, il y a beaucoup à dire pour et contre ; mais on a décidé de l'amnistier : il ne faut donc pas dire

ensuite que c'est impossible, car le Cabinet perdrait toute valeur.

Scheidemann. — Et l'amnistie aussi.

Groeber. — Ces fautes font qu'un appel au peuple serait actuellement sans effet.

Mais il faut demander au général Ludendorff : « Comment il conçoit cet appel ? Combien de temps durera son effet ? » Plus longue sera la lutte contre la supériorité ennemie, plus graves seront les défaites qui termineront la guerre. Au début du siècle dernier, il en a été autrement parce que les conditions préliminaires avaient été fixées à l'avance.

Von Payer soutient la motion disant qu'il faut entendre d'autres commandants d'armées et demande si les déclarations antérieures du général Ludendorff ont été notées.

Von Haeften répond que les notes rédigées à ce sujet se trouvent en partie à la Chancellerie, en partie aux Affaires étrangères.

Le comte Rödern doute que l'on puisse convoquer les autres commandants d'armées.

Von Haeften déclare que pendant cette dure bataille il ne serait pas possible de convoquer les commandants d'armée ; il défend le G. Q. G. contre l'accusation d'avoir voulu déplacer les responsabilités. Il explique l'origine du télégramme. Il suppose que le général Ludendorff n'a pas eu connaissance du télégramme.

Von Payer estime qu'une déclaration écrite des

autres commandants d'armées ne suffit pas ; il faut qu'ils se présentent devant le Cabinet ou, à défaut, qu'ils se fassent représenter par leur chef d'état-major.

Le Cabinet ne peut pas prendre de responsabilités vis-à-vis de la patrie sans avoir discuté avec eux.

Le Chancelier déclare qu'il a fait un rapport à Sa Majesté au sujet de l'audition d'autres commandants d'armée, qu'il attend la décision de l'empereur dans le courant de la journée et que ses démarches ultérieures en dépendront. Il estime que Hindenburg et Ludendorff accepteraient une invitation à déposer personnellement, et que si leurs renseignements sont nécessaires pour le Cabinet de guerre, il faudra les faire comparaître tous les deux.

N° 55

SÉANCE DU CABINET RESTREINT DU 17 OCTOBRE 1918.

Etaient présents :

Le *Chancelier*,
Le *Vice-Président du Ministère prussien*,
Le *Vice-Chancelier*,
Les *Secrétaires d'Etat des affaires étrangères et des finances*,
Les Secrétaires d'Etat *Græber, Haussmann, Scheidemann*,
Le *Sous-Secrétaire d'Etat Wahnschaffe*,
Le *Directeur du Ministère Deutelmoser*.

Le Chancelier ouvre la séance à 11 h. 20 en di-

sant qu'il a reçu un télégramme de Sa Majesté ordonnant d'entendre, outre le premier Quartier-maître général, également d'autres commandants d'armées. Il déclare qu'il a communiqué cette décision au Général Ludendorff ; que celui ci, très excité, a répondu *qu'il donnerait immédiatement sa démission et que le Maréchal Hindenburg ferait de même*. Le Chancelier ajoute qu'il faut maintenant discuter la conduite à tenir dans cette affaire ; qu'à son avis, il faut entendre tout d'abord les déclarations de Ludendorff et ne se décider qu'ensuite.

Solf rend compte qu'à une heure des plus matinales il a reçu la visite du député Riesser, qui lui a dit : « La confiance que le parti national libéral avait dans le Général Ludendorff est si ébranlée que ce parti désire voir le gouvernement, pour prendre sa décision, s'appuyer non seulement sur l'avis d'Hindenburg et Ludendorff, mais encore sur l'avis d'autres généraux. »

Von Payer estime que l'on ne doit pas discuter cette question en présence de Ludendorff, mais attendre le résultat de ses déclarations. Peut-être celles-ci donneront-elles satisfaction ; peut-être faudra-t-il entendre d'autres généraux.

Le Comte Roedern demande si Sa Majesté veut faire venir les commandants d'armées.

Le Chancelier déclare que leur venue n'est pas possible parce qu'elle compromettrait la situation militaire.

Scheidemann trouve très compréhensible que l'on désire entendre d'autres commandants d'armées ; mais il estime qu'il faut le faire sous une forme permettant à Hindenburg et Ludendorff d'en tirer les conséquences indiquées. Ils ne demanderont certainement pas mieux que l'on convoque d'autres généraux et qu'on leur enlève ainsi une partie de leur formidable responsabilité.

Le Chancelier réplique en disant qu'il a exposé déjà toutes ces considérations au Général Ludendorff, mais que celui-ci lui a répondu : « C'est un vote de méfiance à mon égard. » Le Chancelier déclare qu'il a combattu cette idée et qu'il a ajouté : « C'est non seulement le vœu de Sa Majesté, mais encore le vœu de toute la population, et un vœu si légitime que personne ne comprendra le geste des généraux s'ils donnent leur démission. »

Friedberg confirme que le public ne comprendrait pas que le sort de l'Allemagne dépende ici de la manière de voir d'un seul homme. Auparavant déjà, à une époque décisive, on a convoqué un conseil de guerre. Si on songe que c'est précisément un conseil de guerre qui a décidé du départ de Falkenhain et de la nomination de Hindenburg, les deux généraux ne peuvent pourtant pas trouver un motif de démission dans la réunion d'un conseil de guerre.

Le Chancelier répète qu'il a déjà dit tout cela à Ludendorff, mais que cela n'a servi à rien. Il déclare qu'il s'agit maintenant uniquement de savoir

si on peut prendre la responsabilité de la démission des deux généraux.

Haussmann estime que cette démission produirait l'effet d'une catastrophe, surtout à cause de Hindenburg ; car les gens qui, aujourd'hui, semblent refuser leur confiance aux deux capitaines, reprocheraient, après leur départ, au gouvernement actuel, d'avoir enlevé à l'Allemagne, au moment où la situation était difficile, deux chefs ayant fait leurs preuves.

Groeber déclare que le député Stresemann lui a fait, il y a peu de temps, la communication suivante : « Tout mon parti a émis le vœu, — à l'unanimité, je crois, — que d'autres commandants d'armées soient entendus. »

Le Chancelier demande au Secrétaire d'Etat Scheidemann ce qu'il pense de l'effet que cette démission de Ludendorff produirait sur les masses populaires.

Scheidemann déclare : « C'est difficile à apprécier. Dans les cercles ouvriers, la confiance en Ludendorff n'est pas ébranlée depuis peu, elle n'existe plus depuis des années ; non seulement au point de vue militaire, mais bien plus encore au point de vue politique, Ludendorff a une mauvaise renommée. »

Von Payer propose de trouver une forme qui ne soit pas blessante ; Hindenburg pourrait peut-être convoquer lui-même un conseil de guerre dont les conclusions seraient communiquées au gouverne-

ment pour lui permettre de prendre une décision. Mais il faut tout d'abord engager la discussion. Si Ludendorff dit que la situation est désespérée, que nous ne pouvons plus tenir le front, alors il nous faudra entendre d'autres généraux.

Le Chancelier. — Ludendorff ne dira pas cela.

Von Payer. — Si Ludendorff déclare que nous pouvons encore tenir et que nous ne devons pas accepter n'importe quelles conditions, alors il n'attachera aucune valeur à l'interrogatoire d'autres commandants d'armées.

Le Chancelier approuve, mais uniquement en ce qui concerne la nécessité de commencer la discussion.

Le Comte Roedern demande s'il ne serait pas possible que l'Empereur décide le Maréchal a faire le plus grand sacrifice et à demeurer à son poste sans Ludendorff.

Le Chancelier réplique en disant : « Si cette solution n'est pas complètement impossible, elle est cependant très invraisemblable parce que Hindenburg s'est beaucoup trop identifié avec Ludendorff. Ludendorff est celui qui prend les décisions. On pourra parler de cela plus tard.

N° 56

LISTE DES QUESTIONS ÉTABLIES EN VUE DE LA GRANDE SÉANCE DU 17 OCTOBRE 1918.

1. — Au cas où la guerre serait continuée, et

en admettant qu'on utilise à l'extrême les forces de la nation, pendant combien de temps les opérations pourraient-elles être conduites de façon à maintenir l'ennemi loin des frontières allemandes ?

2. — Quelle est actuellement la force de notre armée du front occidental, y compris les troupes d'occupation de Belgique et du nord de la France ?

3. — A combien s'élèvent les forces qui se trouvent sur le front oriental ?

4. — Pendant combien de temps faudra-t-il attendre avant que la « levée en masse » envisagée fasse sentir son effet sur notre situation du front occidental ?

5. — Combien de temps faudra-t-il pour transporter vers l'ouest les forces du front oriental qui n'y sont pas indispensables ?

6. — Peut-on garantir qu'aucune catastrophe ne surviendra sur le front occidental en son état actuel, avant qu'il n'ait reçu l'appoint de forces qui doit lui être envoyé du front oriental et de l'intérieur ?

7. — Quels renforts peuvent être fournis à l'armée du front occidental :

a) par l'intérieur ;
b) par le front oriental ?

8. — Quelle valeur combative peut-on attribuer aux renforts venant :

a) de l'intérieur ;
b) du front oriental ?

9. — L'évacuation des territoires orientaux par

les troupes allemandes modifiera-t-elle l'importation du pétrole et de l'essence nécessaires à l'armée et à l'intérieur, au point de nous contraindre à une paix prématurée ou à l'abandon de la guerre sous-marine ?

10. — Quelles sont les réserves dont disposent encore actuellement nos ennemis, à savoir :

a) Américains ;
b) Anglais ;
c) Français ;
d) Italiens ?

11. — En conséquence, pendant combien de temps encore faut-il s'attendre à de grosses attaques, cette année, sur le front occidental ?

12. — Au cas où l'Autriche-Hongrie ne serait plus notre alliée, le transport de l'armée italienne sur le front occidental est-il vraisemblable ?

13. — Quelle est la force de l'armée italienne ?

14. — Est-il possible de rétablir un nouveau front sud-oriental ?

15. — Quelle valeur combative faut-il attribuer aux armées rouges russes ?

16. — Est-il possible de rétablir un nouveau front oriental ?

17. — Est-il possible qu'au cours de l'année prochaine les puissances européennes qui sont encore actuellement neutres soient contraintes par nos ennemis à prendre part à la guerre contre nous ?

18. — Combien d'Américains sont transportés en moyenne, chaque mois, en France ?

19. — Quelle sera la force vraisemblable de l'armée américaine sur le front occidental au printemps prochain ?

20. — A combien peut-on estimer les forces dont disposeront les armées ennemies alliées sur le front occidental au printemps prochain (Américains, Anglais, Français, Italiens) ?

21. — D'ici au printemps prochain, notre situation militaire s'améliorera-t-elle ou s'aggravera-t-elle par rapport à la situation actuelle ?

N° 57

GRANDE SÉANCE DU 17 OCTOBRE 1918.

Etaient présents :

Le Chancelier,
Le Vice-Chancelier,
Le Ministre de la Guerre,
Les Secrétaires d'Etat des Affaires étrangères, des Finances, du Ravitaillement, de la Marine,
Le Chef d'Etat-Major de la Marine,
Le Vice-Président du Ministère prussien,
Les Secrétaires d'Etat Gröeber, Haussmann, Scheidemann ;
Les Sous-Secrétaires d'Etat Göppert, von Stumm, Wahnschaffe ;
Le Directeur du ministère Deutelmoser,
Le Général Ludendorff,
Le Général Hoffmann,
Le Colonel Heye.

Le Chancelier. — La situation dans laquelle nous nous trouvons est la conséquence de la démarche que nous avons faite le 5 octobre. A cette date, le G. Q. G. nous a demandé instamment d'envoyer au président Wilson la note de paix et la demande d'armistice. Une question nous fut posée en retour, et nous y avons répondu. Nous sommes maintenant en possession d'une nouvelle note qui contient un renforcement des exigences de Wilson, et nous devons prendre une décision à son sujet. Il est évident que Wilson a été mis dans une situation difficile par l'action des chauvins américains et la pression exercée sur lui par la France et l'Angleterre ; comme je l'espère, lui-même espère aussi que nous lui donnerons la possibilité de continuer les négociations avec nous et de vaincre la résistance de ceux qui poussent à la guerre.

C'est ainsi que je me représente la situation. Il s'agit maintenant, avant d'envoyer notre note à Wilson, de déterminer d'une façon précise ce qu'exige la situation militaire de l'Allemagne. C'est dans ce but que nous avons prié Votre Excellence de vouloir bien venir ici et de nous fournir tous renseignements. Nous avons présenté à Votre Excellence un certain nombre de questions rédigées à l'avance, sur lesquelles nous attendons des éclaircissements. Votre Excellence nous a posé d'autres questions auxquelles nous répondrons au cours de la discussion.

La première question est la suivante : « Le front occidental peut-il être renforcé par les divisions ramenées du front oriental, au point que l'on puisse compter sur une plus longue résistance ? »

La deuxième question a pour but de savoir si, par un apport plus considérable de renforts venant de l'intérieur, on pourra obtenir un renforcement de l'armée lui permettant de tenir plus longtemps.

Général Ludendorff. — On m'a déjà posé auparavant une série de questions auxquelles il est absolument impossible de répondre d'une façon précise. La guerre n'est pas une opération arithmétique. A la guerre, il y a une foule de vraisemblances et d'invraisemblances. Ce qui arrive finalement, aucun homme ne le sait. Lorsque, en 1914, nous sommes venus en Prusse orientale et que nous avons donné, avec mon fidèle collaborateur Hoffmann, les ordres pour la bataille de Tanneberg, nous ne savions pas non plus comment cela se passerait, nous ne savions pas si Rennekampf avancerait ou non. Il n'a pas avancé, et la bataille a été gagnée. La chance du soldat est un fait inhérent à la guerre ; peut être l'Allemagne aura-t-elle encore une fois la chance du soldat.

Je ne puis vous dire que ce dont je suis persuadé. Je prends la responsabilité de ce que je dis ; je l'ai prise pendant quatre années, quatre lourdes années.

Quand on me demande si les divisions du front oriental peuvent provoquer un changement de si-

tuation, je demande par contre « que pouvons-nous ramener de ce front ? »

J'ai discuté avec Hoffmann à ce sujet. Nous avons rendu disponible trois divisions en évacuant la Russie blanche ; mais leur retrait n'avance que lentement. Nous avons encore dans ce territoire de gros approvisionnements d'avoine. L'avoine nous manquera particulièrement l'année prochaine ; cela demande réflexion.

Donc trois divisions sont en route. Avec trois divisions, on ne peut pas provoquer un changement de situation ; mais le soldat doit concentrer tout ce qui est possible. Auparavant, nous ne pouvions pas le faire parce que nous devions protéger des frontières plus étendues contre le bolchevisme, jusqu'à ce que nous ayons obtenu l'argent qui nous était dû. Combien avons-nous donc actuellement de divisions sur le front oriental ?

Colonel Heye. — Encore vingt-quatre divisions, dont sept sont dans l'extrême Est.

Général Hoffmann. — L'extrême Est a sept divisions, l'Ukraine cinq, la Roumanie douze.

Général Ludendorff. — Maintenant, il s'agit de savoir si nous pouvons ou non évacuer l'Ukraine. Le G. Q. G. a donné l'ordre de pénétrer en Ukraine d'accord avec le gouvernement, parce que nous avions besoin du pays pour compléter nos ressources économiques et parce qu'il nous fallait rompre le front Est de nos ennemis. Si nous pouvons renoncer aux ressources de l'Ukraine et si nous pou-

vous accepter le danger de voir l'Ukraine devenir bolcheviste, alors nous pouvons récupérer aussi les divisions qui s'y trouvent.

Je crois que, économiquement et militairement, nous avons un besoin absolu de l'Ukraine. Nous ne pouvons pas faire la guerre sur le front occidental sans les chevaux de l'Ukraine. Je ne sais pas si notre cheptel national pourra nous en livrer suffisamment. Pour traiter de la question du front oriental, je demande une autre directive que celle qui m'a été donnée en mars.

Le Chancelier. — Est-ce que le retrait des troupes du front oriental pourrait renforcer le front occidental au point de lui permettre de tenir ?

Général Ludendorff. — Dans une certaine mesure on peut dire que oui. Il s'agit seulement de savoir si les désavantages économiques et politiques de ce retrait ainsi que les dangers qui en résulteraient pour l'intérieur n'ont pas plus de poids.

Le Chancelier. — Est-ce que les nouvelles troupes donneraient à notre armée de l'ouest une force offensive telle que nos ennemis seraient contraints de se présenter à la table des négociations ?

Général Ludendorff. — Non. Ces troupes n'ont plus de force offensive. Nous en avons déjà tiré tous leurs bons éléments. Elles n'ont plus de force offensive, mais une certaine force défensive. Il ne faut pas sous estimer ce fait que les troupes de l'Est n'ont plus l'esprit des troupes de l'Ouest ;

le général Hoffmann pourra en dire davantage à ce sujet.

Le Chancelier. — Encore une question auparavant. Le retrait des forces du front oriental n'aurait donc d'autre effet que de reculer l'échéance que nous croyons venue au début d'octobre et la situation qui nous a obligés à faire la démarche de paix se présenterait à nouveau ?

Général Ludendorff. — Il s'agit de savoir ce que l'intérieur peut encore nous donner. C'est une question d'hommes.

Le Chancelier. — Je prie le Général Hoffmann de prendre la parole.

Général Hoffmann. — Les divisions du front oriental sont composées d'hommes de 35 à 45 ans. L'étendue des territoires qu'ils occupent, les tentations auxquelles ils sont exposés et auxquelles ils succombent souvent, — que ces tentations proviennent de la corruption des mercantis juifs-orientaux ou de la propagande bolcheviste, — ont causé énormément de mal aux troupes. Avant le retrait des dernières formations, nous avions en Lithuanie environ un soldat par 18 kilomètres carrés. La troupe vit dispersée depuis des mois dans des postes isolés ; elle est peu surveillée, et les idées bolchevistes, jointes à la corruption, ont fait de grands progrès.

Nous ne pouvons donner que dix divisions, car nous avons besoin de deux divisions et de toute la

cavalerie pour faire un barrage à la frontière avec l'Ukraine.

Il faut que je répète encore une fois que ces divisions ne peuvent plus être utilisées pour une offensive. Pour la défensive, elles ont encore de la valeur. Elles ont rempli brillamment leur mission sur le front Est. Je me fais fort d'attaquer encore une fois avec elles sur le front oriental, mais on ne peut plus les employer contre les moyens dont disposent nos ennemis de l'Ouest.

Le Chancelier. — Vous considérez donc le prélèvement en lui-même comme possible ?

Général Hoffmann. — Si nous voulons nous retirer, il est grand temps. J'ai besoin de trois mois pour évacuer les troupes de l'Ukraine. Nous ne pouvons faire circuler là-bas que deux ou trois trains par jour, et souvent encore il faut en supprimer une partie par manque d'huile de graissage. Il faut en outre compter avec le sabotage, avec l'explosion possible d'une révolution si le réseau ferré est exploité par des Ukrainiens. Maintenant déjà, les mouvements préparatoires des troupes — en admettant qu'on abandonne tout le matériel, et en particulier les récoltes qu'on a rassemblées, — demanderaient trois jours pour atteindre la voie étroite, six jours jusqu'à la voie normale. Et ces délais sont calculés en admettant que nous n'emportions pas nos réserves de vivres ; celles-ci seront alors perdues !

Le commandant d'armes de Minsk m'a dit que

pour évacuer la récolte il avait besoin de cinq cents trains ; nous ne les avons naturellement pas. Il nous faudrait, pour les avoir, faire rentrer les troupes par étapes.

Général Ludendorff. — Jusqu'à présent, un million d'hommes environ a vécu sur les territoires de l'Est. Ils vont maintenant être à la charge de l'intérieur. L'exportation du bétail provenant de l'Ukraine a beaucoup épargné le cheptel national. On sait combien critique est la situation du ravitaillement en viande en Allemagne. Si nous devons renoncer aussi au bétail de l'Est, notre pays, de l'avis du Quartier-Maître Général, éprouvera les plus grandes difficultés. J'ai demandé que cette question soit également réglée par le gouvernement. Au G. Q. G., nous avons considéré la question du bétail comme primordiale. De l'Ukraine seule, nous avons ramené 140.000 chevaux.

Le Chancelier. — Quelle est la valeur de l'armée bolcheviste ? Devient-elle plus forte ? Peut-elle nous menacer ?

Général Hoffmann. — Non. Considérée au point de vue purement militaire, elle ne pourra rien nous faire d'ici bien longtemps. A ce sujet, nous n'avons rien à craindre ; mais il y a la menace morale.

Général Ludendorff. — Et ce danger est grand. Le cordon est si faible que nous ne sommes pas capables de maintenir ce danger loin de notre patrie.

Le Chancelier. — Ainsi donc, le front Ouest ne recevra aucune force offensive nouvelle par l'arrivée des troupes de l'Est ; mais les douze divisions disponibles peuvent être utilisées pour la défensive. Pour les amener, il faut compter trois mois. Par contre, nous perdrions tous nos approvisionnements d'avoine ; en outre, un grand nombre d'hommes, qui, jusqu'à présent, vivaient sur les ressources de l'extérieur, devraient être nourris sur les ressources de l'intérieur. Votre Excellence pose à son tour la question suivante : « Quelle valeur l'Ukraine a-t-elle aux yeux du gouvernement pour le ravitaillement de l'Allemagne ? »

Général Ludendorff. — Oui. Nous avons acheté un million et demi de tonnes de céréales, qui commencent déjà à... (*Mot manquant.*)

Le Chancelier. — J'ouvre la discussion à ce sujet.

Comte Roedern. — Les deux secrétaires d'Etat de l'Office économique et de l'Office de guerre du ravitaillement sont présents. Il y a divergence d'opinions entre eux. L'Office de guerre du ravitaillement désire que l'on continue à utiliser l'Ukraine ; l'Office économique, lui, est très sceptique. Autant que je puis juger la situation d'après l'échange de notes qui m'a été communiqué, l'avis de M. le Secrétaire d'Etat de l'Office économique me paraît plus fondé. En tout cas, ce que nous avons reçu de l'Ukraine pour la population civile est extraordinairement insignifiant. Ce qui a été envoyé à l'armée et qu'il faut maintenant prélever sur les

ressources de l'intérieur, est beaucoup plus important. Est-ce que l'armée a encore reçu du bétail provenant de l'Ukraine ?

Général Ludendorff. — On ne peut pas faire une différence entre l'armée et la population civile. L'Ukraine est un grand réservoir économique, et il est bien indifférent que le bétail provenant de l'Ukraine serve à l'armée ou à la population. Il nous faut du bétail. Je ne peux pas me casser la tête pour savoir d'où il provient. En outre, il faut tenir compte de la question des matières premières de guerre. Nous perdons maintenant la mine de cuivre de Ber, parce que les Serbes la reprennent ; si nous évacuons aussi la Belgique, la situation économique sera si critique que nous ne savons réellement pas comment nous pourrons continuer la guerre. Donc, si nous nous replions en même temps à l'Est et à l'Ouest, ce sera l'effondrement.

Le Secrétaire d'Etat Solf. — Le représentant des Affaires étrangères en Ukraine m'a fait hier l'exposé de la situation de ce pays. De la partie économique de son rapport, je puis extraire que la valeur de l'Ukraine pour le ravitaillement de l'armée est très considérable et que nous ne pouvons pas savoir qui utilise ses ressources en premier lieu. La valeur économique du pays est en tout cas très grande.

J'ai demandé ensuite à M. von Mumm ce qui arriverait en Ukraine si nous retirions les troupes allemandes qui s'y trouvent. Il était absolument

persuadé que les bolchevistes dévasteraient tout de la façon la plus sauvage et la plus effrayante. Tous les riches seraient décapités.

Général Ludendorff. — De cela aussi nous devons tenir compte. L'évacuation est-elle nécessaire ou non pour l'Allemagne ? Si oui, alors il faut l'exécuter malgré toutes ses conséquences effrayantes.

Comte Roedern. — On ne peut répondre à la question que d'après les estimations actuellement connues sur la récolte. Pour cela, nous avons besoin de l'avis du Secrétaire d'Etat à l'Office de guerre du ravitaillement.

Scheidemann. — Si nous laissons de côté toutes ces questions concernant le ravitaillement et le bolchevisme, il reste toujours la question de savoir si le front Ouest tiendra encore trois mois ou si une percée peut avoir lieu avant.

Général Ludendorff. — J'ai déjà dit à M. le Chancelier que je considère une percée comme possible, mais non comme vraisemblable. En moi-même, je ne considère pas la percée comme vraisemblable. Si vous m'interrogez suivant ma conscience, je ne puis vous donner que cette réponse : **Je ne la crains pas.**

Le Chancelier. — Je passe à la deuxième question : L'intérieur est-il prêt à mettre à la disposition du G. Q. G. le matériel humain nécessaire ?

Mais nous avons besoin de savoir auparavant s'il est possible, techniquement, de lever ce matériel ?

Général Ludendorff. — Cette question ne

m'échappe pas. Depuis 1916, je m'en suis occupé loyalement ; il ne s'est guère écoulé de mois où je n'ai insisté pour qu'on la règle.

Les renforts arriveront-ils à temps ? Des renforts arrivent toujours à temps. On ne peut jamais savoir, en guerre, combien dure une action. Combien de fois ai-je envoyé des réserves, alors que l'on estimait qu'elles arriveraient trop tard, et cependant elles sont arrivées à temps. On doit les envoyer et, pour le reste, s'en remettre au destin.

Le Chancelier. — Je prie M. le Ministre de la Guerre de prendre la parole à ce sujet.

Le Ministre de la Guerre Scheüch. — On peut employer deux méthodes : l'envoi normal régulier des renforts ou bien un envoi unique important fait aux dépens des envois normaux. En ce qui concerne la première méthode, on trouve ce qui suit : Le ravitaillement normal en hommes de l'armée de campagne demande, d'après les estimations les plus récentes, 190.000 hommes par mois pour l'ensemble de la Prusse et des autres Etats. Il est possible de les fournir sans faire de prélèvements trop sensibles pour la vie économique nationale. Je n'ai pas besoin d'indiquer ici les chiffres détaillés.

Si l'armée doit recevoir un ravitaillement en hommes unique, mais important (deuxième méthode), je compte pouvoir donner 600.000 hommes. Mon estimation n'est pas trop élevée : en effet, les calculs détaillés donnent 637.000 hommes. Dans ce cas, les prélèvements seraient plus

sensibles. Je ne crois pas qu'il se produirait une diminution importante de la production de matériel de guerre, mais la vie économique du pays serait désorganisée. L'étude détaillée des chiffres pourrait être faite dans des réunions moins importantes et on pourrait voir en même temps ce qu'on peut obtenir comme hommes non instruits. Par exemple, le reste de la classe 1900, dont 50.000 hommes sont encore employés dans les exploitations. Le reste de cette classe est déjà instruit ; une grande partie est dans les dépôts, un tiers est à l'intérieur. Mais c'est tout ce qui reste. Quant aux autres, il est nécessaire de les instruire.

Mais il faut nous dire maintenant : Si nous versons ces 600.000 hommes dans les troupes du front, d'autres renforts seront cependant encore nécessaires par la suite. Alors nous ne pourrons plus donner 190.000 hommes par mois, mais seulement 100.000 pour chacun des six premiers mois à venir. Ultérieurement, les renforts mensuels, jusqu'à l'automne 1919, pourront être portés à 150.000 hommes si on a incorporé auparavant la classe 1901. Donc, le réservoir de l'année prochaine serait épuisé à la fin septembre.

Général Ludendorff. — Je me prononce nettement pour la deuxième méthode. Si nous avions eu dès maintenant ces effectifs avantageux, nous n'aurions pas eu de crise sur le front occidental. Et si on me donne ces renforts, j'envisage l'avenir avec une entière confiance. Mais il faut me

donner les hommes, et alors nous pourrons à nouveau être pleins d'espoir.

Le Ministre de la Guerre Scheüch. — Je peux donner l'assurance que j'emploierai toutes mes forces pour obtenir ces chiffres. Nous ne perdrons pas non plus un seul jour.

Général Ludendorff. — Je voudrais donner à ces messieurs une image de la situation. Avant-hier, bataille près d'Ypres. Anglais et Français attaquent avec des forces très importantes. Nous le savions. Nous voulions tenir. Nous voyions le danger venir. C'était dur de se dire : Nous serons refoulés, mais nous devons cependant tenir. Nous avons été refoulés, mais cela s'est bien passé. Certes, il s'est produit des trous de quatre kilomètres de large dans le front, mais l'ennemi n'a pas percé et notre front s'est maintenu. Quelle importance auraient eu alors pour nous les renforts venant de l'intérieur !

La tension nerveuse de l'homme isolé a atteint un degré qui ne peut plus être dépassé. Homme et officier ont le sentiment de leur isolement. Quand l'officier s'en va, les hommes disent : « Où allez-vous, mon lieutenant ? », et alors ils s'en vont. Quand nous pouvons boucher les trous, nous arrêtons l'irruption ennemie. Si nous pouvons dire aux gens du front : « Voici des renforts. », alors ils reprendront confiance et, nous aussi, nous aurons le droit d'être pleins d'espoir.

Le Ministre de la Guerre Scheüch. — Si je comprends bien Son Excellence le Général Ludendorff,

il veut dire : Si nous recevons le renfort unique envisagé, alors la situation changera réellement ?

Général Ludendorff. — Oui.

Le Ministre de la Guerre Scheüch. — Le Général Ludendorff songe-t-il en disant cela que les Américains reçoivent toujours plus de renforts que nous ?

Général Ludendorff. — On ne doit pas surestimer les Américains. Ils sont inquiétants, mais jusqu'à présent nous les avons battus. Toutefois, la disproportion numérique augmente : mais nos gens n'ont pas peur des Américains, plutôt des Anglais. Il faut seulement enlever à nos troupes le sentiment de l'isolement.

Colonel Heye. — Dans quel délai le deuxième plan, celui des 600.000 hommes, peut-il être exécuté ?

Le Ministre de la Guerre Scheüch. — Je ne veux pas indiquer un délai trop court. Il nous faut prélever des hommes dans l'industrie et à la campagne plus vite que nous le pensions au début. Les renforts venant de l'armée de l'intérieur pourront être mis plus rapidement à la disposition du front. On pourra tirer du territoire prussien par exemple 75.000 hommes. Là j'ai fait pression. Aussi, nous n'avons pas besoin d'être trop anxieux à ce sujet. A cela il faut ajouter 25.000 hommes venant des autres Etats. Nous aurons d'abord environ 50.000 hommes non instruits et 250.000 hommes instruits; mais leur envoi aux armées portera sur plusieurs semaines. Ces mesures seront aussi conformes aux désirs du G. Q. G.

Général Ludendorff. — Il serait préférable que tous ces hommes arrivent à la fois. Car ce qui est le plus terrible pour l'armée, c'est que les effectifs diminuent, diminuent sans cesse !

Le Ministre de la Guerre Scheüch. — La situation du réseau ferré à l'intérieur cause, elle aussi, bien des difficultés. Il y a peu de temps, il y avait dans une région de corps d'armée 6.000 hommes prêts à être enlevés. Mais ils ne purent être mis en route parce que le matériel roulant manquait. Cela peut se produire à nouveau.

Général Ludendorff. — Chez nous aussi l'évacuation a provoqué une grosse crise de transports qui s'est propagée à l'intérieur. Mais maintenant elle est conjurée. On me rendra service si, à l'intérieur, on fait tout ce qui est humainement possible pour me donner des hommes au plus tôt.

J'en arrive maintenant à une autre question, qui n'est pas mentionnée sur le questionnaire : le moral de l'armée. Elle est très importante. Son Excellence Scheüch a parlé récemment de la 41[e] division et a cité un ordre qui lui avait été adressé. Je dois malheureusement reconnaître que l'ordre était exact. La division a manqué totalement à son devoir le 8 août. Ce fut une journée noire dans l'histoire de l'Allemagne. Maintenant, cette division se bat brillamment sur la rive droite de la Meuse. C'est affaire de moral. Le moral était mauvais en août, la division avait eu la grippe, elle manquait de pommes de terre. Le moral que les gens rappor-

taient de l'intérieur n'était pas bon non plus. Les transports de détachements s'effectuaient dans une forme qui n'avait plus aucun rapport avec la discipline et l'ordre. Des actes d'insubordination honteux se sont produits. J'ai l'habitude de parler avec les officiers et les hommes de renforts. Un officier m'a dit à cette époque qu'il n'avait jamais eu à commander un transport semblable à celui qu'il était allé chercher à la septième région pour la 13e division. Il croyait avoir sous ses ordres, non pas des soldats, mais des bolchevistes russes.

Ce moral est venu de l'intérieur et a gagné l'armée. Je sais parfaitement que, maintenant, c'est le contraire : le moral que les permissionnaires apportent à l'intérieur est vraiment mauvais. Je me suis énormément efforcé de le relever, mais je demande instamment qu'on se préoccupe non seulement des renforts, mais encore de leur moral.

Combien d'embusqués n'y a-t-il pas à Maubeuge, par exemple ? Certes, dans notre armée, nous avons affaire à des héros, mais aussi à des hommes vraiment, vraiment faibles. Il faut nous occuper aussi de ces derniers. Il faut remonter le moral de l'intérieur. J'adresse à tous les états-majors une demande pressante pour qu'on relève le moral de l'intérieur et pour que le soldat qui se trouve en Belgique sache qu'il défend la terre allemande. De différents côtés, même de l'armée Galwitz, on nous rend compte que les négociations d'armistice ont des conséquences très fâcheuses. En Belgique, les

gens disent : « Pourquoi nous battre encore dans ce pays si nous devons l'évacuer ? » et devant Verdun on dit : « A quoi servent nos sacrifices si les Français doivent avoir quand même l'Alsace et la Lorraine ? » Nous ne pouvons pas employer des hommes ayant un mauvais moral. Un état-major de division m'a dit récemment qu'il s'était débarrassé des hommes de renforts qu'il avait reçus de l'Est parce qu'on ne pouvait pas les utiliser sur le front occidental. Il faut travailler au moral de l'intérieur.

Le Chancelier. — Son Excellence le Général Ludendorff ayant entamé la question du moral, je considère qu'il est nécessaire de prier les trois secrétaires d'Etat parlementaires de nous communiquer leur opinion sur le moral de l'intérieur et de nous dire leur avis sur les projets qui ont été faits.

Le Secrétaire d'Etat Gröeber. — Pendant l'été dernier, le moral a été très mauvais à l'intérieur. Je m'en suis rendu compte personnellement au cours d'un voyage dans l'Allemagne du Sud. Cette chute du moral a été causée par des permissionnaires qui racontaient chez eux toutes sortes d'histoires effrayantes. Il y en avait beaucoup de fausses, mais beaucoup de vraies. De pareilles choses sont supportées d'autant plus difficilement que la guerre dure plus longtemps. Dans une grande armée, il se produit naturellement maints abus d'autorité dans la conduite des hommes ; mais on peut encore apporter bien des améliorations dans ce domaine. La

question la plus importante est celle du ravitaillement des hommes et des officiers, en particulier des cantines pour officiers. Là, l'officier peut se procurer des vivres et des douceurs ; mais quand un soldat s'y présente, on lui dit que ce n'est pas pour lui. En temps normal, on peut supporter cela ; mais dans un temps comme celui d'aujourd'hui, la pensée suivante vient à l'esprit des hommes : « Que ne devons-nous pas endurer et comment vivent les officiers ! » Ne peut-on supprimer cette différence de genre de vie ?

Général Ludendorff. — Je suis entièrement d'avis que l'officier doit mener le même genre de vie que sa troupe. Je me suis occupé de la question et j'ai pu établir, à la suite d'une enquête de l'intendant général, ce qui suit : Il n'y a qu'une sorte de cantine, elle vend également aux officiers et aux hommes. Les prix aussi sont les mêmes. La seule différence est la suivante : les grandes cantines tirent leurs revenus des petites. Les grandes livrent aux petites à un prix réduit, de façon que celles-ci aient un bénéfice.

Quelques états-majors haut placés n'avaient pas de cantine de troupe, mais s'approvisionnaient directement aux grandes cantines et au prix réduit. Dès que j'ai connu ces faits, j'ai interdit cette façon de procéder et j'ai donné l'ordre aux états-majors de s'approvisionner aux grandes cantines aux mêmes prix qu'aux petites.

Dans la tranchée, hommes et officiers reçoivent

leur repas de la même cuisine roulante. Que l'état-major fasse mieux préparer ses repas, cela se comprend ; on ne peut pas nous demander de manger à la cuisine roulante. Mais, ce qui est juste et équitable, nous nous restreignons.

Le plus grave est qu'il court des bruits qui peuvent enlever à certains leur réputation et leur honneur, et on ne peut rien faire contre ces bruits. Citez-moi des faits isolés, alors j'interviendrai : mais soyez persuadés que la situation n'est pas aussi mauvaise qu'on le prétend. Dans l'ensemble, tout est en ordre. »

Le Chancelier. — Je vous prie de ne pas entrer dans les détails, nous n'en avons pas le temps. Comment messieurs les secrétaires d'État apprécient-ils l'influence que peuvent avoir sur le moral de l'intérieur les mesures proposées par M. le Ministre de la guerre ?

Le Secrétaire d'État Scheidemann. — Je crois volontiers que l'on peut encore mobiliser pour l'armée plusieurs centaines de milliers d'hommes ; mais on s'illusionne en croyant que ces centaines de milliers vont améliorer le moral de l'armée. Je suis persuadé du contraire. La durée de la guerre a déjà par elle-même épuisé le peuple, après sont venues les désillusions. La guerre sous-marine a désillusionné ; ajoutez à cela la supériorité technique de nos adversaires, la chute de nos alliés ou bien leur banqueroute complète, enfin la misère croissante à l'intérieur. Maintenant se produit la

réaction : En venant du front, les permissionnaires racontent des histoires terribles ; en retournant au front, ils rapportent de l'intérieur de mauvaises nouvelles. Cet échange affaiblit le moral. Nous nous illusionnerions si nous voulions y remédier. Les travailleurs en arrivent de plus en plus à dire : « Plutôt une fin avec la désolation que la désolation sans la fin. »

Général Ludendorff. — Votre Excellence ne réussira-t-elle pas à relever le moral dans les masses ?

Le Secrétaire d'Etat Scheidemann. — C'est une question de pommes de terre. Nous n'avons plus de viande. Nous ne pouvons pas distribuer de pommes de terre parce qu'il nous manque 4.000 wagons par jour. Nous n'avons plus du tout de graisse. La misère est trop grande ; on se trouve devant une énigme quand on se demande : « De quoi vit Berlin nord et de quoi vit Berlin est ? » Tant qu'on ne pourra pas solutionner cette énigme, il ne faudra pas compter sur une amélioration du moral. Ce serait un déshonneur de premier ordre si nous laissions à n'importe qui un doute à ce sujet.

Le Secrétaire d'Etat Haussmann. — Quand nous nous plaçons au point de vue moral, nous étudions un facteur bien instable.

Il n'est pas douteux que le Parlement adressera au peuple un appel très énergique et qu'il peut obtenir un effet très puissant. Combien cet effet durera-t-il de semaines, de jours ? Cela dépend du cours des prochains événements. Le peuple n'a été mis

en face de tout le sérieux de la situation que par le ton sévère de la note Wilson. Il en est résulté un grand mouvement d'opposition dans l'opinion. On pourrait gagner l'opinion si on lui faisait voir nettement les conditions humiliantes que l'on peut lire entre les lignes de la note. Combien avons-nous encore de jours devant nous, d'après la situation de l'armée, pour continuer les négociations ? De là dépend le ton des négociations.

Général Ludendorff. — Si l'armée tient pendant 4 semaines et si l'hiver arrive, alors nous sommes « nettement hors d'affaire ». Si on réussit pendant ces quatre semaines à relever le moral cela aura une importance militaire extraordinaire. Je ferai tout ce que je pourrai pour améliorer le ravitaillement de l'intérieur. Je vais en causer aussitôt avec le chef du service des chemiens de fer. Dans quelle mesure cette amélioration est-elle possible ? Je ne puis encore le dire.

Secrétaire d'Etat Scheidemann. — Le manque de wagons nous a été signalé récemment d'une façon très pressante par M. *von Waldow*. Il m'a dit à cette occasion que nous ne pourrions bientôt plus distribuer la faible ration de pommes de terre que nous donnons maintenant.

Général Ludendorff. — Je ferai le nécessaire.

Vice-Chancelier von Payer. — Je ne vois pas la situation d'une façon aussi sombre que Son Excellence *Scheidemann*. Il faut faire une distinction. Je me souviens du moral de l'été dernier. A cette

époque aucun homme ne doutait que finalement nous sortirions vainqueurs de cette guerre. Mais le peuple était las de la guerre, c'est pourquoi le moral était si mauvais. Néanmoins personne ne songeait que nous pouvions sombrer.

Quand nous avons envoyé notre première Note, les gens se sont demandé : « Que se passe-t-il ? Cela n'a pas l'air d'aller si bien que cela ! » Bientôt le moral fut chancelant. Quand arriva la deuxième Note de Wilson, le moral s'effondra, on vit qu'il s'agissait de notre existence ; mais ce moral changea de nouveau. Quand on se rendit compte que nous devions, en tant que nation, être ruinés avant tout économiquement, chacun se demanda : « Devons-nous accepter cette ruine ou bien y a-t-il encore un moyen de l'éviter ? » Si nous disons aux gens : « Il y a encore une possibilité de l'éviter ; vous n'avez qu'à tenir ! Si vous ne pouvez pas tenir encore quelques semaines, alors dites-vous bien que l'Allemagne sera presque rayée du nombre des Nations, qu'il vous faudra aussi compter avec un fardeau d'indemnités qui vous accablera ! » Alors nous pourrons encore une fois relever fortement le moral.

Si on réussit à rédiger la Note de telle façon que l'opinion en tire la certitude que nous sommes, il faut l'avouer, dans une situation difficile, mais que nous ne jetons pas le manche après la cognée, alors tout ne sera pas perdu.

Général Ludendorff. — Le Vice-Chancelier m'a

parlé à cœur ouvert. Il s'agit seulement de savoir : « Comment faire ? » Alors je ne puis que vous renouveler ma demande : « Empoignez le peuple : remontez son moral ! *M. Ebert* ne peut-il pas le faire ? Cela doit réussir !

Le Vice-Président Friedberg. — En tout cas il faut agir rapidement. Dans les derniers temps, la situation était très difficile. Nous avons vu ici les Présidents. Tous les pasteurs de Berlin ont eu une conférence. Les partis ont tenu des séances. Aucun homme ne sait où il en est, et tous se frappent la tête pour savoir comment il se fait que l'on se trouve brusquement devant une telle catastrophe. On nous a demandé de dire : « présentez la situation comme sérieuse, mais pas encore comme désespérée » ; avec cela on n'obtient pas un moral élevé.

Général Ludendorff. — En aucune façon.

Le Vice-Président Friedberg. — Maintenant nous entendons dire que la situation est tout autre. Je suis entièrement d'accord avec Son Excellence von *Payer*, pour dire qu'il nous faut tirer rapidement de la note de *Wilson* tout ce qui peut en être tiré.

Le Chancelier. — Votre Excellence pense que quatre semaines de bon moral sont nécessaires ?

Général Ludendorff. — S'il y en a davantage, tant mieux. En tout cas au bout de ce délai la crise du front occidental sera à sa fin, même si nous devons encore reculer. C'est une sensation que

nous avons. La force offensive de nos ennemis pendant ces derniers temps était très faible.

Le Chancelier. — Mais dans 8 ou 10 jours déferlera une nouvelle vague offensive, comme Votre Excellence me l'a dit dans un entretien !

Général Ludendorff. — Elle déferle actuellement, une nouvelle attaque est déjà en cours à la 10e armée ; quelle est la situation ? je ne le sais pas ; demain il y en aura une à la 5e armée. Cela ne s'arrête pas !

Le Chancelier. — Il s'agit maintenant que les mesures recommandées par vous arrêtent suffisamment les attaques ennemies pour nous permettre à nouveau de travailler librement au point de vue politique. Votre Excellence sait que je n'approuvais pas l'envoi de la première Note de Paix ; mais on m'a dit alors que chaque heure coûtait tant et tant de milliers d'hommes, et que chaque moment pouvait amener une catastrophe. Son Excellence von *Hintze* en est témoin.

Excellence von Hintze. — C'est exact, Altesse grand-ducale.

Général Ludendorff. — Aujourd'hui aussi la situation est telle que chaque jour nous pouvons être enfoncés et battus. Avant-hier cela s'est bien passé ; aujourd'hui cela peut mal aller. . .

Le Chancelier. — Si vous dites : « Notre situation sera meilleure dans quatre semaines », les Anglais eux disent : « si cela dure encore six semaines, il n'est pas nécessaire que nous négocions avec les

Allemands. » En tout cas l'Entente fait tout son possible, pour traîner en longueur nos négociations avec *Wilson*.

Général Ludendorff. — L'Entente a entendu parler des discussions qui avaient eu lieu à Berlin : elles ont augmenté puissamment son esprit offensif. Mon avis est cependant celui-ci : tout renforcement militaire du front mettra aussi Son Altesse grand-ducale en meilleure situation pour la conclusion de la paix.

Le Chancelier. — C'est exact.

Général Ludendorff. — Le renforcement se produira-t-il à temps ou non ? je ne puis le dire. Je répète que ce qui arrive, arrive à temps.

Le Chancelier. — Quelle est la force de l'armée du front occidental ?

Colonel Heye. — Le front ouest compte 191 divisions, dont 4 autrichiennes, et 7 venant de l'Est. Leurs effectifs sont très variables. 28 divisions n'ont que 200 à 300 hommes par bataillon, les autres ont entre 400 et 500 hommes.

Général Ludendorff. — Si nos bataillons étaient à effectifs pleins, la situation serait sauvée.

Le Chancelier. — Nous avons jusqu'à présent, au cours de la discussion, examiné les huit premières questions que nous devions poser. Je passe à la 9e question :

« L'évacuation des territoires de l'est aura-t-elle sur l'importation de l'essence nécessaire à l'armée et à l'intérieur une influence telle que nous soyions

contraints à une paix prématurée ou à l'abandon de la guerre sous marine ?

Général Ludendorff. — Le ministre de la Guerre répondra à cette question.

Scheüch. — Ce point a une très grosse importance. Si la Roumanie n'est plus à notre disposition, nous pourrons encore conduire la guerre pendant un mois et demi. Auparavant, nous avions compté deux mois ; cela ne s'est pas confirmé, car les moyens de transports ont diminué et la consommation a augmenté.

Pendant combien de temps pourra-t-on poursuivre la guerre sous-marine en cas d'arrêt des importations d'essence venant de Roumanie ? Notre administration militaire de Roumanie ne le sait pas, parce que nous ne connaissons pas la consommation de la marine. Les chiffres des autorités maritimes concernant la consommation par les automobiles nous sont parvenus hier ; ils n'ont pas encore été étudiés.

Il est absolument nécessaire que la question du ravitaillement en essence soit traitée en commun par l'armée et la marine. Il nous faut traiter en commun non seulement « comment partager ? » mais encore « comment augmenter nos ressources » ? Actuellement, cette question est imprécise. Je demande que l'on commence à l'étudier au plus tôt, si possible cet après-midi même. Peut-être le G. Q. G. et l'E. M. de la marine enverront-ils aussi un représentant à cette conférence.

Au point de vue ravitaillement de la population nous nous heurtons aussi à de sérieuses difficultés. Nous n'avons de réserves que pour peu de mois. Hier on a discuté à l'Office économique la question suivante : « Comment réduire les besoins de l'intérieur en pétrole d'éclairage ? » Toute réduction sera naturellement très grave, car il n'y a presque plus de matières remplaçantes (Ersatz).

Donc, dans beaucoup d'industries l'éclairage cessera.

Mais à ce sujet aussi je ne puis donner une image exacte qu'en citant les chiffres de consommation, les réserves, les possibilités de couverture et les augmentations éventuelles de consommation de la marine.

Amiral Scheer. — Jusqu'à présent la marine a administré elle-même ses stocks de réserve. Résultat : nous pouvons encore continuer la guerre sous-marine pendant huit mois, sans avoir besoin de la Roumanie.

Mais je n'hésite pas à admettre que les approvisionnements doivent être administrés de telle façon que l'armée ne soit pas à bout de ses ressources avant la marine. Nous devons mener la guerre ensemble vers une fin heureuse. Je suis prêt à collaborer pour que l'une des parties ne soit pas le « beatus possidens » tandis que l'autre sera déjà sans ressources.

Le Secrétaire d'État von Mann. — Je suis entièrement du même avis. Je ne sais pas s'il sera pos-

sible de donner des approvisionnements particuliers de pétrole à la population ni quels moyens il faudra employer pour cela.

Peut-être pourrait-on utiliser environ 10 % des ressources dans ce but ; mais je ne puis me prononcer à ce sujet.

Le Chancelier. — Moi non plus je ne sais pas quelles sont les consommations proportionnelles de l'armée, de la marine et de l'intérieur ?

Le Sous-Secrétaire d'Etat Goppert. — Je demande que la population civile entre aussi en ligne de compte dans la répartition. On a promis 10.000 tonnes par mois à la population. C'est un minimum. Si on veut qu'elle demeure tranquille pendant l'hiver, il faut maintenir ce chiffre. Lorsque l'hiver dernier on donnait 12.000 tonnes par mois, le problème de l'éclairage était déjà extrêmement critique.

Le Chancelier. — Pendant combien de temps l'armée, la marine et l'intérieur pourront-ils tenir à partir du moment où le ravitaillement en pétrole et en essence provenant de Roumanie cessera ? Je voudrais bien avoir une réponse à cette question dans le plus court délai possible. Quand pourrai-je l'avoir ?

Ministre de la Guerre Scheüch. — Les précisions arriveront cet après-midi.

Le Chancelier. — Quand on me dit : « L'intérieur peut tenir encore quelques mois, l'armée 1 mois et demi, la marine 8 mois, je n'ai pas une

image exacte de la situation. Il faut que toutes les estimations soient faites sur la même base.

Je veux profiter de l'occasion pour adresser encore à Son Excellence *Göppert* une question sur l'importance de l'Ukraine au point de vue ravitaillement. Etant donné la situation du front occidental, faut-il, à cause des nécessités du ravitaillement de l'Allemagne continuer à occuper l'Ukraine avec 12 divisions allemandes ?

Le Vice-Président von Payer. — M. le Secrétaire d'Etat de l'Office de guerre du ravitaillement vient précisément d'arriver.

Le Chancelier. — Je prie le Secrétaire d'Etat de répondre à ma question.

Secrétaire d'Etat von Waldow. — Si la question m'est ainsi posée, je peux répondre « non ». Nous n'avons introduit les ressources en vivres et fourrages de l'Ukraine dans notre plan de ravitaillement que comme ressources supplémentaires destinées à améliorer la situation. Mais s'il s'agit de savoir s'il faut entreprendre une lutte désespérée, alors nous pouvons renoncer à l'Ukraine et nous chercherons à augmenter nos réserves par la contrebande.

Général Ludendorff. — J'attire encore une fois l'attention sur ce fait qu'un million d'hommes environ vivent actuellement sur les ressources des territoires de l'Est, et qu'ensuite nous serons obligés de les nourrir nous mêmes.

Secrétaire d'Etat von Waldow. — Il faudrait en

outre m'indiquer auparavant les bases du ravitaillement et les quantités désirées.

Général Ludendorff. — J'inviterai le Quartier-Maître général à régler la question avec vous. L'Office de guerre du ravitaillement nous a répété que nous devions tenir l'Ukraine. Il faut faire une lumière complète sur cette question. Si nous n'avons pas besoin de l'Ukraine pour vivre, alors il ne s'agit plus que de savoir quelles sont les troupes nécessaires pour maintenir le bolchevisme loin de nos frontières. .

Secrétaire d'Etat von Waldow. — Quand j'ai consenti à l'occupation de l'Ukraine la situation était tout autre.

Général Ludendorff. — Si nous abandonnons l'Ukraine, notre ravitaillement en bétail sera paralysé. Mais la question n'est pas si urgente. Des troupes sont en cours de transport d'Autriche et d'Ukraine vers la Roumanie. Il s'agit seulement de prendre des décisions de principe très claires.

Sous-Secrétaire d'Etat Göppert. — Un commissaire de Kiev, à qui j'ai causé il y a une heure, m'a affirmé qu'il n'y avait aucun espoir de faire venir d'Ukraine de grosses quantités de céréales pendant cet hiver. Les prix nous en empêcheront aussi. On paie déjà maintenant 3.000 roubles pour... (mot manquant). De même la quantité d'autres vivres que peut donner l'Ukraine n'est pas telle qu'elle puisse entrer en ligne de compte pour le ravitaillement du peuple allemand. Par contre,

on est persuadé que le retrait des troupes allemandes entrainerait l'explosion du bolchevisme avec toutes ses conséquences. Le point de cristallisation pouvant donner naissance à un apaisement de la révolution russe disparaîtrait, toute la Russie serait livrée au bolchevisme et nos relations avec la Russie du sud seraient détruites. Il faut aussi tenir compte de toutes ces considérations.

Le Chancelier. — L'Office des Affaires étrangères a fait des démarches pour nous assurer la Roumanie, mais il est possible qu'elle préfère attendre notre destruction. Veut-on, en cas de besoin, employer la force contre la Roumanie ?

Général Ludendorff. — Nous avons avec l'Office des Affaires étrangères aperçu le danger et discuté la conduite à tenir. Le 10 octobre nous avons proposé de forcer la main à la Roumanie avec l'aide de l'Autriche. Celle-ci a refusé. Nous avions suffisamment de forces : quelques troupes revenaient lentement de Hongrie ; en outre nous disposions de deux divisions autrichiennes et d'une division de cavalerie venant d'Ukraine, que le général von Arz a rappelées à lui.

L'armée roumaine ne partira pas toute seule, elle ne le fera que si des troupes importantes de l'Entente la rejoignent. L'ennemi exécute actuellement des mouvements dans ce but. Un mouvement a lieu par Nisch en direction de Belgrade, un autre à ce qu'il semble par l'embouchure de la Marizza contre Constantinople. Autant que je peux

apprécier la situation d'après les renseignements qui me sont parvenus, il n'y a pas lieu d'avoir d'inquiétudes pour la semaine prochaine.

Le Chancelier. — Je prie l'Office des Affaires étrangères de donner des explications à ce sujet.

Sous-Secrétaire d'Etat Solf. — Je ne suis pas orienté.

Comte Roedern. — Le front du Danube peut-il être forcé ?

Général Ludendorff. — Si Constantinople tombe, la flotte anglaise entrera dans la Mer Noire, alors on ne pourra plus tenir la Roumanie. Mais tout est fait cependant par l'Office des Affaires étrangères pour retenir la Roumanie ?

Le Sous-Secrétaire d'Etat von Stumm. — Dès que les forces militaires de l'Entente prendront contact avec la Roumanie nous ne pourrons plus la tenir.

Général Ludendorff. — C'est aussi mon avis.

Le Chancelier. — J'en arrive maintenant à une autre question : Quelles sont les réserves de l'Entente ?

Colonel Heye. — La semaine passée les Français avaient en réserve 40 divisions, les Anglais 20, les Américains 18, les Italiens 1 ; à cela il faut ajouter encore des Portugais, Polonais et différentes troupes auxiliaires, soit 87 divisions en réserve sur un nombre total de 220 divisions.

Général Ludendorff. — Nous avons 191 divisions sur le front ouest ; le nombre total des divisions

n'est donc pas très différent : il n'en est pas de même des effectifs. La division française est faible, peu supérieure à la nôtre ; la division anglaise est plus forte et les 40 divisions américaines sont réellement très fortes. La supériorité numérique de l'Entente n'apparaît donc pas suffisamment dans le nombre des divisions.

Le Chancelier. — La 11° question dit : Pendant combien de temps encore peut-on s'attendre à de grosses attaques sur le front occidental ?

Général Ludendorff. — Elles peuvent continuer, elles peuvent cesser ; je n'en sais rien. .

Le Chancelier. — Est-il vraisemblable que de nouvelles forces italiennes seront transportées vers le front occidental ?

Général Ludendorff. — C'est possible, mais non vraisemblable. Les Italiens sont très fatigués de la guerre.

Comte Roedern. — Est il impossible aux Italiens d'attaquer l'Allemagne en traversant l'Autriche ?

Général Ludendorff. — Matériellement cela n'est pas impossible ; ils peuvent le faire par le Tyrol. Mais actuellement nous n'avons pas besoin d'en tenir compte. Autrement nous nous créerions encore plus de soucis. Si les Italiens combattent contre les Allemands, ce sera uniquement sur le front occidental.

Le Chancelier. — Devons-nous former un nouveau front oriental ?

Général Ludendorff. — En Serbie il y a 3 divi-

sions allemandes et 2 autrichiennes, en outre les ..... (?) troupes sont arrivées sur le Danube. Actuellement il n'y a aucun danger. Dans 8 jours il peut en être autrement.

Le Chancelier. — Je pense au front oriental face à la Russie.

Général Ludendorff. — Le général *Hoffmann* pense que de ce côté nous n'aurons jamais plus contre nous une troupe capable de combattre ; mais il nous faut barrer nos frontières et nous défendre contre les bandes. Peut-être si nous évacuons l'Ukraine les bolchevistes lèveront-ils la tête, et nous déclareront-ils la guerre. Mais je ne crois pas à une armée rouge capable de se battre.

Le Chancelier. — Le barrage n'est cependant pas épais ; il y a des centaines de gens qui le traversent.

Général Hoffmann. — Oui, avec et sans laissez passer, avec de vrais et de faux papiers.

Le Chancelier. — Mais une percée militaire n'est pas à craindre ?

Général Ludendorff. — Non, militairement je ne le crois pas.

Le Chancelier. — Une autre question : combien d'Américains débarquent chaque mois en France ?

Colonel Heye. — D'après la moyenne des derniers mois : 250.000.

Général Ludendorff. — En avril, mai et juin 350.000.

Le Chancelier. — Depuis cette époque ce chiffre n'a-t-il plus augmenté ?

Colonel Heye. — Au début de l'année le chiffre des arrivées était bien plus faible, environ 85.000 hommes par mois ; ensuite il a augmenté très fortement jusqu'au milieu de l'été ; depuis, le maximum n'a plus été atteint.

Le Chancelier. — Quelle sera la force de l'armée américaine au printemps prochain ?

Colonel Heye. — Le haut-commandement américain évalue ses forces actuelles à 1.200.000 h. ; au printemps prochain il compte avoir 2.300.000 combattants.

Le Chancelier. — Le matériel de guerre correspondant est-il en France ?

Colonel Heye. — Si cela continue comme cela a eu lieu jusqu'à présent, on peut répondre « oui ». Les Américains ont toujours dit la vérité dans les chiffres qu'ils ont donnés.

Le Chancelier. — A combien peut-on évaluer maintenant les effectifs ennemis en ligne sur le front occidental ?

Colonel Heye. — Chez les Français ils ont beaucoup diminué, chez les Anglais ils se maintiendront parce qu'ils peuvent encore provisoirement lever des renforts ; chez les Américains ils augmenteront.

Général Ludendorff. — Il est très difficile de donner un avis sur la question des renforts. L'an passé les divisions anglaises avaient encore 12 ba-

taillons, maintenant elles n'en ont plus que 9 ; cette question des renforts dépend en grande partie de la situation économique. Après la défaite de mars par exemple, l'Angleterre a dû enrôler des mineurs ; si maintenant à cause de la disette du charbon elle les renvoie cela affaiblira naturellement son front. Les questions politiques jouent aussi un rôle ; jusqu'à présent les Anglais n'ont pas pu enrôler les Irlandais et la loi sur le service obligatoire ne passera pas pour le moment.

Le Chancelier. — En résumé d'ici le printemps prochain au point de vue renforts nous pouvons compter sur 600 à 700.000 h. ; nos ennemis sur 1.100.000 h., en ne tenant compte que des Américains — à ce chiffre il faut ajouter peut-être les Italiens. Par suite, d'ici le printemps prochain notre situation s'améliorera-t-elle ou s'aggravera-t-elle ?

Général Ludendorff. — Si on ne tient compte que des chiffres elle ne s'aggravera pas ; mais à cela il faut ajouter le contre-coup que produira l'évacuation sur notre situation économique ; si nous nous replions ; la situation de notre industrie de guerre deviendra extrêmement mauvaise. On pouvait prévoir de tout temps que, si nous sortions de cette guerre avec nos frontières actuelles, nous nous trouverions dans une situation bien plus mauvaise au point de vue politico-militaire et au point de vue industriel. Le même fait se produira maintenant en cas d'évacuation.

Le Chancelier. — Votre Excellence n'a cité jusqu'à présent que les chiffres des effectifs ; mais il faut songer aussi au matériel, aux tanks, avions, etc., etc.....

Général Ludendorff. — L'aviation des deux armées est déjà dans le rapport de 1 à 3 : cependant la supériorité est de notre côté. Les calculs que nous faisons sur les pertes ennemies sont toujours en dessous de la vérité, comme nous le constatons souvent plus tard d'après les renseignements ennemis. Tout cela ne m'effraie pas.

Le Chancelier. — Et les tanks au printemps prochain ?

Général Ludendorff. — J'espère que, si notre infanterie reprend des forces, la peur des tanks — qui a déjà été surmontée une fois, mais est réapparue — sera surmontée encore une autre fois. Cette peur est revenue dans toute sa puissance le 8 août par temps de brouillard et qui sait ce qui se passa alors. Mais si le moral des troupes se rétablit, certaines d'entre elles, tels les bataillons de chasseurs et les tirailleurs de la garde, se feront un sport d'abattre les tanks. Cette lutte a aussi son attrait matériel car dans les tanks il y a toujours des vivres excellents. Nous n'avons pas pu nous maintenir à la hauteur de nos adversaires au point de vue construction de tanks parce qu'il nous fallait d'abord construire des camions ; mais d'ici le printemps prochain la situation sera meilleure.

Comte Roedern. — J'admets que notre situation

s'améliorera si nous avons une certaine accalmie, mais cette manière de voir du général *Ludendorff* s'applique-t-elle également au cas où nous serions obligés au cours des 2-3 mois prochains de nous replier en combattant sur le front occidental ?

Général Ludendorff. — Cela dépend de la rapidité de notre repli : une retraite coûte d'autant plus de prisonniers et de matériel qu'elle est plus rapide. Lors des replis exécutés lentement par les 1re, 3e, 7e et 18e armées, nous n'avons subi pour ainsi dire aucune perte en hommes et matériel ; mais si nous devons nous replier comme l'ont fait les 17e et 2e armées, alors nous subirons un affaiblissement important. Nous raccourcirons notre front extraordinairement ; mais les conditions d'existence de l'armée, les possibilités de lui fournir les ressources dont elle a besoin pour combattre, munitions, etc. etc..., deviendront bien plus mauvaises, parce que notre territoire industriel sera exposé aux attaques des avions ennemis.

Si les négociations d'armistice commençaient, le seul engagement d'avoir à évacuer les territoires occupés constituerait déjà en lui-même une aggravation réelle de la situation militaire.

Le ministre de la Guerre Scheuch. — Il faut reconnaître que le repli sur le territoire national sera une cause d'affaiblissement extraordinaire pour l'armée, non seulement par suite des difficultés que nous éprouverons pour produire tout ce dont l'armée a besoin pour combattre, mais encore au

point de vue moral et valeur de la troupe. Le contact étroit des troupes avec la population de l'intérieur qui sera déprimée par la lourdeur de l'occupation déprimera également l'armée. Sur toute la frontière la population sera soumise à des conditions d'occupation semblables à celles que subit actuellement l'Alsace, peut-être même à des conditions pires encore. Il faudra également que la population civile réduise sa manière de vivre. .

Amiral Scheer. — J'ai déjà rendu compte hier de l'état de la marine, mais il faut que je donne ici un tableau de la situation de la flotte, parce qu'il s'agit de savoir si on doit conclure l'armistice aux conditions posées par *Wilson.*

Durant les deux dernières années, la flotte ne s'est exercée qu'au service des sous-marins et à ce point de vue s'est tenue toujours entièrement prête au combat. Si les conditions de nos travailleurs sont améliorées, nous pourrons doubler, même tripler la construction des sous-marins. Maintenant *Wilson* demande que nous cessions la guerre sous-marine. Si nous nous soumettons à cette exigence, nous abandonnerons un moyen de pression très important et nous perdons aussi par rapport à notre position actuelle une possibilité d'échange de conditions lors de la conclusion de l'armistice. Or, la situation est telle que l'armée peut encore tenir. C'est pourquoi nous ne devons pas céder sur la deuxième condition de Wilson.

Le Chancelier. — Autrefois Votre Excellence

disait qu'elle avait besoin de 40.000 travailleurs. Pourrez-vous les toucher si le ministre de la Guerre prélève 600.000 hommes ?

Amiral Scheer. — Jusqu'au 1[er] décembre, nous n'avons besoin que de 15.000 à 16.000 travailleurs.

Le Chancelier. — Et jusqu'à quand aurez-vous besoin de 40.000 hommes ?

Amiral Scheer. — Jusqu'à l'été seulement. Déjà avec les premiers 16.000 hommes nous pouvons porter le lancement mensuel de 10 à 16.

Le Chancelier. — Comme dernier mot je voudrais me permettre la question suivante :

Si on prend toutes les mesures que Votre Excellence a proposées, si le front tient pendant les mois prochains, Votre Excellence estime-t-elle qu'au cours de l'année prochaine nous aurons pu nous créer une situation meilleure que celle où nous nous trouvons maintenant ? Il faut que nous soyons parfaitement pénétrés de ce fait : tout effort que nous faisons maintenant et qui ne sera pas payé à la fin, constitue une dépense exagérée de forces, et créerait une situation dont nous porterons la responsabilité et qu'il nous faut bien regarder en face. Pouvons-nous finir la guerre l'an prochain dans des conditions meilleures que maintenant ?

Général Ludendorff. — Tout effort que nous faisons maintenant améliore notre situation.

Amiral Scheer. — En général on a l'impression que nos ennemis, surtout les Italiens se ressentent énormément de la guerre sous-marine. Ses effets

augmenteront encore bientôt, particulièrement sur les navires américains. Mais si nous acceptons les conditions qui nous ont été proposées, nous lâcherons tout ce que nous avons dans la main.

Le Chancelier. — Ce n'est pas une réponse à la question que j'ai posée : Finirons-nous la guerre à des conditions meilleures, si nous accédons aux désirs du G. Q. G. ? Il ne s'agit pas encore de la réponse à la note *Wilson*.

Amiral Scheer. — Notre situation s'améliorera parce que celle de nos ennemis s'aggravera. C'est pourquoi nos ennemis veulent en finir dès cet automne.

Comte Roedern. — On a déjà dit tellement de fois que les conditions d'existence de nos ennemis étaient devenues plus mauvaises ! mais nous n'avons guère remarqué que cela ait eu une influence sur la guerre ! Est-ce que désormais il en sera tout autrement ? Tient-on compte dans l'appréciation de cette question de l'abandon de la côte des Flandres, ainsi que du fait que l'Autriche va faire la paix et que par là nous perdrons notre base de sous-marins en Méditerranée ? L'augmentation de la fabrication des sous-marins pourra-t-elle compenser tout cela ?

Amiral Scheer. — La perte de nos deux bases de sous-marins en Flandres et en Méditerranée n'a, à mon avis, et de l'avis de mes collaborateurs aucune influence sur notre guerre sous-marine. Au contraire, plus nous nous concentrerons aux envi-

rons des Iles Britanniques, d'autant plus efficace sera la guerre. Jusqu'à présent nous avons réussi, quoique au prix des plus grands efforts, à maintenir la route vers l'Angleterre ouverte à nos sous-marins.

A la vérité, je ne peux pas dire : « A telle ou telle époque l'ennemi sera écrasé. » Il s'agit de renforcer les effets que nous obtenons déjà et de maintenir constamment l'ennemi sous la menace, alors l'effet politique produit se fera bientôt visible.

Comte Roedern. — On a déclaré, certainement à la suite de malentendus, que le commandement suprême de la marine avait fait des promesses, quant aux effets de la guerre sous-marine ; mais il est certain qu'une promesse a été faite, c'est la suivante : on pourra empêcher l'arrivée des troupes américaines. Cette promesse n'a pas été tenue. Le Secrétaire d'État de l'Office de la Marine, en fonction à cette époque, a répondu à une question qui lui était posée à ce sujet à peu près en ces termes : « Les troupes américaines peuvent venir, elles formeront pour nos sous-marins des objectifs d'attaque qui seront les bienvenus. » Les faits ont démontré cependant que c'était une erreur complète. Pouvons-nous donc maintenant attribuer une grande valeur aux effets que la guerre sous-marine produira sur la vie économique de l'Angleterre ? Aussitôt que les Américains se décideront à n'envoyer chaque mois que 150.000 hommes au lieu de 250.000, le ravitaillement de

l'Angleterre sera bien facilité. Il y a dans les estimations une source d'erreurs. Elle réside peut-être dans une sous-estimation de la rapidité de fabrication des navires américains ?

Amiral Scheer. — Je ne connais la déclaration du Secrétaire d'Etat que par les journaux. Je sais seulement qu'il avait estimé que les troupes américaines ne pouvaient pas arriver en grand nombre vraisemblablement parce qu'il considérait leur entretien sur le sol français comme difficile. On ne peut pas engager les sous-marins uniquement contre les transports, ils doivent employer leurs torpilles là où ils peuvent couler le maximum de tonnage.

(Le Chancelier remet la présidence de la séance au Vice-Chancelier.)

Vice-Chancelier von Payer. — L'impression que l'on a actuellement de la situation militaire est cependant plus favorable qu'au début du mois. Y a-t-il à cela des motifs d'ordre militaire ?

Général Ludendorff — Sur le front il y a l'échec des attaques que l'ennemi à exécutées hier et avant-hier. L'ennemi n'a pas mordu d'une façon importante. S'il avait fait tout ce qu'il pouvait faire nous aurions été battus. Sur ce point, la puissance combative de l'Entente ne s'est pas montrée à la hauteur du passé.

En outre les Américains sont fortement atteints

par la grippe. Toutefois, elle commence aussi à sévir chez nous, et sous une forme très mauvaise. Nos troupes sont fatiguées, et l'homme fatigué succombe aux épidémies plus facilement que l'homme bien portant.

(Le Chancelier reprend la présidence de la séance.)

Le Chancelier. — La situation n'est donc plus la même qu'au 5 octobre quand nous avons été déterminés à faire notre démarche de paix auprès de Wilson ?

Général Ludendorff. — J'ai l'impression que nous devrions dire à nos ennemis avant d'accepter par cette note des conditions qui sont trop dures : « Obtenez donc ces conditions par les armes ! »

Le Chancelier. — Et s'ils les obtiennent, ne nous en imposeront-ils pas de plus mauvaises ?

Général Ludendorff. — Il n'y en a pas de plus mauvaises.

Le Chancelier. — Oh si ! ils envahiront l'Allemagne et dévasteront le pays !

Général Ludendorff. — Nous n'en sommes pas encore là !

Comte Roedern. — Jusqu'à présent on n'a parlé que de victoire ou de défaite. Il y a cependant une troisième possibilité : nous nous replions lentement. C'est la chose la plus vraisemblable, si nous ne craignons pas la percée. Je ne considère pas non plus comme vraisemblable que nous puissions re-

fouler l'ennemi. Ainsi donc admettons ceci : nous nous replions, nous comblons nos vides, notre force de résistance s'accroît. L'Amérique sera-t-elle alors amenée à nous poser de meilleures conditions ? L'Amérique sait que nous dépensons nos dernières réserves; elle attendra son heure.

Général Ludendorff. — Quelle est donc la situation des autres pays ? J'ai reçu un renseignement d'agent disant qu'en Angleterre et en France on commence à avoir des craintes sérieuses de voir la guerre se prolonger au delà du mois courant et de voir l'Allemagne contraindre l'Entente à s'arrêter encore en territoires français et belge. La crainte d'un changement de situation est très grande là bas.

Le Secrétaire d'Etat Solf. — J'ai pour mission de conseiller le Chancelier, sous ma responsabilité, sur la façon dont doit être rédigée, au point de vue et contenu, la note que nous devons remettre à *Wilson*. Pour remplir cette mission, je ne suis guère mieux préparé à la suite des déclarations du général *Ludendorff*, que je ne l'étais auparavant.

Au début de ce mois, le G. Q. G. a fait pression sur la direction politique de l'Empire pour la décider à demander un armistice à nos adversaires et à leur proposer la paix. Contre sa volonté et contre sa manière de voir, le Chancelier a dû se décider à couvrir cette démarche de sa responsabilité. Ensuite est venue la contre-demande de *Wilson* ; à ce moment-là aussi, on a conservé la manière de

voir antérieure et on a déclaré qu'il fallait maintenir simplement dans notre réponse les conditions proposées par nous. Maintenant la réponse de *Wilson* est arrivée et nous place en face de graves décisions. Aussitôt le tableau change : on déclare que nous pouvons continuer à tenir, et que si nous tenons pendant quatre semaines notre situation sera meilleure qu'auparavant.

Devant cette situation, je me trouve comme devant une énigme ! Quel est le véritable motif, pour lequel on peut faire aujourd'hui ce qui était déclaré impossible auparavant ?

Général Ludendorff. — J'ai toujours déclaré que le manque d'hommes était la chose la plus importante.

Aujourd'hui j'entends dire que ce manque d'hommes n'est pas aussi grand que je le supposais. Aujourd'hui j'entends dire que bientôt je pourrai recevoir 600.000 hommes. Pourquoi on ne me les a pas donnés plus tôt ? je n'en veux pas parler. Si je peux les recevoir maintenant, la sensation de l'isolement disparaîtra de l'Armée. Malgré les événements défavorables, la situation change parce que la force combative de nos ennemis diminue en même temps.

Maintenant comme avant, je crois que nous devons entamer des négociations d'armistice. Mais nous ne devons accepter que des conditions nous permettant une évacuation méthodique du pays, donc nous donnant un délai d'au moins deux ou

trois mois. En outre, nous ne devons accepter aucune condition qui nous enlève la possibilité de reprendre les opérations. Que l'ennemi ait cette intention, il faut le supposer d'après la note de *Wilson* ; les conditions qu'il veut nous imposer doivent nous mettre hors de combat. Avant que nous allions plus loin, il faut que l'ennemi nous dise une bonne fois quelles sont ces conditions.

Ne pas rompre brusquement avec *Wilson*. Au contraire, il faut lui dire : « Dites-nous encore une fois ce que nous devons faire réellement ? Si tu nous demandes quelque chose de contraire à notre honneur national, si tu veux nous rendre incapables de combattre, alors c'est « non ».

En parlant ainsi je ne quitte pas le terrain sur lequel je me suis tenu jusqu'à ce jour. Je demande seulement que l'on exécute rapidement la mesure proposée par le Ministre.

Le Secrétaire d'Etat Solf. — Au début du mois, cette mesure avait été cependant déjà envisagée.

Général Ludendorff. — Depuis avril et même avant, je lutte pour avoir des hommes. On ne me les a pas donnés ! C'est pourtant un fait qu'il nous manque 70.000 hommes par mois ! Si ce déficit cesse, et si la force combative de l'ennemi diminue, nous n'avons pas besoin d'accepter toutes les conditions !

(*Suit la discussion d'autres questions.*)

N° 58

CONFÉRENCE DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT

DU 17 OCTOBRE 1918, 5 HEURES DU SOIR.

Extrait.

Etaient présents :

Leurs Excellences *von Payer*, *Friedberg*, *von Waldow*, *Haussmann*, *Groeber*, *Scheidemann*, *Scheüch*, *Solf*, *comte Roedern*, *Wahnschaffe*, le Directeur *Deutelmoser*, les Conseillers intimes *Simons* et *von Schlieben*, le Colonel *von Haeften*.

Sont venus plus tard :

Son Altesse *le Chancelier*, Son Excellence le Général *Ludendorff*, le Colonel *Heye*.

Le Général Ludendorff entre avec le colonel Heye. Son Excellence *von Payer* leur pose la question suivante :

« Si, comme il faut nous y attendre, la catastrophe autrichienne se produit, quelles conséquences aura-t-elle pour notre situation militaire ? »

Le Général Ludendorff déclare que d'après des renseignements donnés par le Général Cramon, l'esprit de l'armée autrichienne est étonnamment bon. La chute de l'Autriche aurait naturellement des conséquences très défavorables ; mais qu'elle ait une influence sur nos troupes, cela parait très douteux, car la chute de la Bulgarie n'a produit sur

elles aucune impression. Cependant, en considération de la chute possible de l'Autriche, le Général *demande que l'on continue les négociations de paix. Il ne considère pas que la situation de l'Autriche soit telle que nous soyons forcés, à cause d'elle, d'accepter toutes les conditions. La chute de l'Autriche rendrait disponible l'armée italienne ; naturellement, c'est une chose mauvaise pour nous. Mais, finalement, il est toujours temps de céder un peu.*

Le comte Roedern désirerait savoir si, au point de vue militaire, il faudrait avoir des craintes sérieuses au cas où un des nouveaux Etats autrichiens marcherait contre nous, et si nous ne devrions pas prendre des mesures de sûreté en prévision de cette possibilité.

Ludendorff estime que le danger militaire ne serait pas grand, mais que la chute de l'Autriche serait très grave au point de vue économique parce que la Bavière et la Saxe ne recevraient plus de lignite.

Von Payer demande s'il n'est pas possible, au cas où nous éprouverions de nouveaux échecs militaires, que nous ne puissions plus tenir le front et que nous soyions obligés de conclure la paix aussitôt ?

Le Général Ludendorff dit que si le front avait été si solide qu'on n'ait eu absolument rien à craindre, nous n'aurions pas entamé d'action de paix ; qu'il vient encore de déclarer expressément que *les négociations devaient être continuées*. Le Géné-

ral ajoute que nous serons peut être forcés de reculer encore davantage, mais qu'il ne craint pas cependant une catastrophe. Si, malgré tout, la situation devenait plus mauvaise, alors il faudrait pousser plus loin les pourparlers entamés. Mais, maintenant, il faut, en raison des derniers événements militaires, envisager la situation avec plus de calme. Si nous devions être réellement battus, alors il serait préférable de capituler immédiatement. La situation pourrait devenir dangereuse si nous subissions une défaite près de Verdun ; autrement, le danger n'est pas grand.

Solf. — La question est de savoir si nous devons faire choix d'une réponse plus énergique, conforme à notre dignité, même en courant le risque de voir Wilson cesser brusquement les négociations. Pouvons-nous en prendre la responsabilité ?

Ludendorff. — Oui, nous pouvons en prendre la responsabilité.

Scheüch attire l'attention sur ce fait que les renforts promis par lui ne pourront arriver que peu à peu. Le général Ludendorff déclare qu'il est entièrement d'accord à ce sujet et demande seulement qu'on lui donne immédiatement 75.000 hommes.

Le *Comte Roedern.* — Le Colonel Heye nous a déclaré il y a quelque temps : « Peut-être pourrons-nous tenir jusqu'au printemps ; mais une percée peut aussi survenir chaque jour. Il y a quelques jours, il s'en est fallu d'un fil que la percée ne réussisse. Les troupes n'ont plus de repos. »

Ludendorff. — En nous repliant, nous économisons des troupes, car le front devient plus court.

Donnons à la nouvelle note un ton plus énergique, et si Wilson se dérobe, nous aurons la preuve qu'il n'a jamais été de bonne foi.

Le Chancelier combat cette dernière pensée. D'après les nouvelles reçues, Wilson veut la paix, mais est poussé par l'Angleterre et la France.

Il ne faut pas oublier que si nous rédigeons la note comme on le propose, Wilson nous posera ensuite des conditions plus dures.

Ludendorff est d'avis de demander à Wilson de faire connaître ses conditions. La note doit être maintenant la pierre de touche qui servira à montrer s'il est de bonne foi et s'il a aussi la puissance d'agir suivant sa volonté.

Von Waldow dit que le ravitaillement en vivres est devenu très difficile à cause des grands transports vers le front et que cette situation ne peut pas durer plus longtemps.

Ludendorff fait remarquer qu'il a déjà traité cette question avec le chef du service des chemins de fer et dit qu'il compte sur une prompte amélioration.

Le Colonel Heye explique ses paroles antérieures. Son avis est le suivant : la situation dans son ensemble n'a pas changé ; l'armée a besoin de repos. Plus tôt elle en aura, mieux cela vaudra. Quand le G. Q. G. s'est décidé à faire une offre de paix, il estimait qu'une paix honorable pouvait être con-

che. Mais maintenant on s'aperçoit qu'il s'agit d'être ou de ne pas être. C'est pourquoi il faut chercher à savoir si la lutte décisive peut encore une fois être reprise. Pour le G. Q. G., la situation continue à demeurer incertaine. On ne peut pas se porter garant que la 18e armée ne subira pas une grave défaite, mais dans les derniers huit jours cela a bien marché. Toutefois, l'ennemi attaquera encore fortement ; mais ses forces ont diminué, les combats actuels le prouvent. Il continuera à essayer de nous battre avec l'aide de son artillerie et de ses tanks. Il en résulte pour nous une grosse perte d'hommes. Si nous nous retirons en combattant, il faut détruire le pays, car il faut créer entre l'ennemi et nous une frontière de sécurité.

Il est possible que l'ennemi attaque en Lorraine ; des mesures sont en préparation pour faire face à cette attaque.

La situation est sérieuse, mais non pas désespérée. Le moral de l'armée se relèverait si notre offre de paix était rejetée par l'Entente. Ce rejet donnerait une impulsion nouvelle à la force morale. Nous devons accepter le combat décisif, si les conditions qui nous sont posées sont déshonorantes.

On a de bonnes raisons d'espérer que le front d'Alsace résistera. De vieilles troupes tiennent la première ligne. Toutefois, il n'y a, en deuxième ligne, que des troupes fatiguées. Donc, désormais, une seule question est à considérer : combien de temps durera encore la bataille ?

Ludendorff. — Là-bas, dans les vieilles troupes, on trouve l'empreinte d'une bonne école d'avant-guerre. De vieux soldats montrent la valeur d'une bonne instruction du temps de paix : aussi, j'ai confiance : le front d'Alsace et de Lorraine résistera. Il faut aussi tenir compte de ce fait que les troupes de l'Entente sont très fatiguées.

Sur ce, Son Excellence le Général Ludendorff et le Colonel Heye quittent la séance.

N° 59

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 17 octobre 1918.
11 h. 10

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Le 10 octobre, j'ai rendu compte, en me basant sur les déclarations d'une personne de confiance, de ce qui suit :

Wilson répondra à notre note — où il s'attend à trouver notre consentement aux conditions posées — en laissant voir sa volonté de ne pas signer la paix avec un autocrate. Sa tactique ultérieure sera donc d'amener l'empereur à abdiquer et le kronprinz à renoncer au trône.

Hier, la réponse de Wilson du 15 étant connue, la même personne m'a dit : « Vous voyez que je vous ai renseigné exactement. Je puis vous dire que les deux points principaux (supprimer le règne de

l'arbitraire, assurer la supériorité des armées alliées), sans l'acceptation desquels le président ne consentira pas à conclure un armistice, ont le sens suivant :

I. — Renonciation préalable au trône de la part de Sa Majesté l'Empereur et du kronprinz. Dans ce cas la régence du frère du kronprinz, qui a reçu une culture le rendant apte à des fonctions civiles, serait peut-être possible. Ne vous laissez pas contraindre peu à peu à cette solution : vous perdrez du temps et vous ferez le jeu des Français et des Anglais.

Ceux-ci ont la ferme volonté d'envahir l'Allemagne, ce à quoi Wilson n'attache aucune valeur. *Une offensive* plus puissante que les précédentes, non seulement en matériel (tanks), mais aussi en troupes, et comprenant particulièrement les réserves que Foch a épargnées soigneusement, est entièrement prête et doit avoir lieu avant le 1er novembre. L'Entente a sur la situation actuelle des armées allemandes des renseignements qui donnent à croire aux alliés que le succès de cette offensive sera complet.

II. — Reconnaissance de la supériorité des armées de l'Entente en consentant à l'occupation de Metz par l'ennemi, sans engager par là le règlement ultérieur de la question territoriale.

Signé : *Lanken.*

N° 60

Ambassade impériale et royale
d'Autriche-Hongrie.

Berlin, le 18 octobre 1918.

Secret.

NOTE.

Le comte Burian désirerait, au sujet de la note adressée à l'Allemagne par le président Wilson, que l'on discute encore une fois les conséquences possibles d'un rejet éventuel de cette note.

1. — Possibilité d'intervention de la Bulgarie et de la Roumanie ;
2. — Détachement de la Turquie ;
3. — Irruption de la flotte de l'Entente dans la mer Noire ;
4. — Invasion de la Bosnie par l'armée d'Orient de l'Entente et sa marche ultérieure vers la Croatie ;
5. — Offensive victorieuse de l'Entente au sud-ouest avec débordement et compression simultanée du front occidental.

Au cas où l'Allemagne, à la suite de l'échec des négociations, déciderait de continuer la lutte, cette détermination pourrait conduire à une catastrophe à laquelle les circonstances indiquées plus haut contribueraient.

N° 61

Berlin, le 18 octobre 1918.

M. von Hintze m'a téléphoné : « Le Général Ludendorff m'a fait dire que sa manière de voir d'hier soir n'était pas changée par les événements militaires actuels. »

Signé : von Stumm.

N° 62

A M. le Ministre de
la Guerre.

Berlin, le 18 octobre 1918.

Excellence,

J'ai encore réfléchi à la question que nous avons discutée verbalement : je suis obligé de maintenir ma manière de voir ; il faut entendre les commandants d'armée, même s'il y a danger à ce que Hindenburg et Ludendorff en profitent pour offrir leur démission. J'ai été confirmé dans ma conviction *par des indications de source absolument certaine d'après lesquelles les espérances formulées hier par le Général Ludendorff ne seraient pas partagées dans son entourage.* La décision est trop importante et peut être trop grave de conséquences pour qu'elle puisse dépendre de la manière de voir de deux hommes. Il est de notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir et de ne rien négliger pour connaître la vérité. Hindenburg et Ludendorff ne peuvent pas, dans la situation actuelle, arracher de force leur démission ; si, cependant, ils veu-

lent le faire, il sera possible de s'opposer au mouvement d'opinion, redouté par vous ainsi que par certains de mes collègues, et on pourra faire connaître facilement le véritable motif de leur démission.

L'interrogatoire des commandants d'armée ne devrait naturellement pas avoir lieu avant l'envoi de notre future note à Wilson, mais seulement après la réponse de Wilson à cette note.

Avec l'expression de ma haute considération, je suis de Votre Excellence le très dévoué

Secrétaire d'État.
Signé : *Solf.*

N° 63

MESSAGE TÉLÉPHONÉ DU 20 OCTOBRE 1918, 1 H. MATIN

A M. le Chancelier
(Transmis par le colonel von Haeften).

La situation n'a pas changé. La Turquie a commencé des négociations séparées. L'Autriche suivra bientôt. Nous serons bientôt seuls en Europe. La tension sur le front ouest est très grande. Une percée demeure possible, bien que je ne la craigne pas. En se décrochant de l'ennemi en Belgique et en incorporant les renforts promis, on pourrait organiser une résistance durable, qui ferait traîner la lutte en longueur sur le front occidental et qui, si elle ne nous donnait pas la victoire espérée, nous protégerait contre l'issue la plus malheureuse. Mais

même si nous étions battus, nous ne serions pas dans une situation beaucoup plus mauvaise que si nous acceptions maintenant toutes les conditions.

Il faut poser la question suivante : « Le peuple allemand veut-il, non pas seulement en paroles, mais en fait, combattre jusqu'au dernier homme et s'assurer ainsi la possibilité d'un relèvement, ou bien veut-il se laisser contraindre à la capitulation et, par là, à la déchéance, avant d'avoir fait un suprême effort ? »

En abandonnant sans compensation la guerre sous-marine, comme notre note y consent, nous faisons le dernier pas.

En même temps, nous déprimerons au plus haut point le moral de l'armée, éprouvée par les durs combats. Par suite, je ne peux pas donner mon approbation à ce point de la note. Si le gouvernement, se ralliant à ma manière de voir, estime qu'elle entraînera un échec des négociations avec Wilson, il faut qu'il prenne la décision de mener la lutte jusqu'au dernier homme pour sauver notre honneur.

Malgré la situation très difficile de notre armée, je ne puis trouver d'autre solution et j'espère fermement que le gouvernement, pour cette grave décision, aura derrière lui le pays tout entier.

Au point de vue détails, je propose encore les modifications suivantes au texte qui m'a été transmis :

1. — Le paragraphe 3 doit être ainsi conçu :

« Des destructions provoquées par des actions de guerre sont toujours nécessaires et sont conformes au droit des gens ;

2. — Paragraphe 5, derrière les mots « faire éclaircir », il faut ajouter : « Il a déjà fait faire des enquêtes par de telles commissions neutres, par exemple à Tournai, Valenciennes et autres lieux. Les constatations faites par ces commissions ont démontré que les plaintes pour violation du droit des gens étaient non fondées. »

Signé : Le maréchal *von Hindenburg.*

N° 64

LA TROISIÈME RÉPONSE ALLEMANDE

En acceptant la proposition d'évacuation des territoires occupés, le gouvernement allemand est parti de l'hypothèse que le mode d'évacuation et les conditions de l'armistice seraient laissés à l'appréciation des autorités militaires compétentes, et que la proportion actuelle des forces sur les différents fronts servirait de base aux conventions qui doivent les assurer et les garantir. Le gouvernement allemand sollicite le Président de fournir l'occasion de régler les détails. Il compte fermement que le président des Etats-Unis n'approuvera aucune condition incompatible avec l'honneur du peuple allemand et l'acheminement vers une paix fondée sur la justice.

Le gouvernement allemand proteste contre le reproche d'actes illégaux et inhumains, élevé contre les forces de terre et de mer allemandes et, par suite, contre la nation tout entière.

Des destructions ont été de tout temps nécessaires pour couvrir une retraite et dans cette mesure sont permises par le droit des gens.

Les troupes allemandes ont reçu des instructions très sévères pour respecter la propriété privée et pour subvenir de tout leur pouvoir aux besoins de la population. Si néanmoins des excès sont commis, les coupables seront punis.

Le gouvernement allemand conteste également que la marine allemande ait détruit intentionnellement les canots de sauvetage avec ceux qui les montaient, après la destruction des navires.

Le gouvernement allemand propose de confier l'éclaircissement de tous ces points à des Commissions neutres.

Afin d'empêcher tout ce qui pourrait nuire à l'œuvre de paix, le gouvernement allemand a adressé aux commandants des sous-marins l'ordre de ne pas torpiller les bateaux servant au transport de passagers, mais ne peut toutefois garantir que l'ordre en question sera bien parvenu à tous les sous-marins actuellement en mer, avant leur retour.

Le Président indique comme condition fondamentale de la paix la suppression de tout pouvoir reposant sur l'arbitraire, sans contrôle, et capable

de troubler de son propre chef et selon son bon plaisir la paix du monde. A cela, le gouvernement allemand répond que, dans l'Empire d'Allemagne, la représentation nationale n'exerçait jusqu'à présent aucune influence sur la formation du gouvernement. La constitution ne prévoyait pas la participation du Parlement dans la décision de la question de guerre et de paix. Une transformation radicale s'est accomplie sous ce rapport. Le nouveau gouvernement est formé en plein accord avec les vœux des représentants du peuple, élus par le suffrage universel, au scrutin égal et direct. Les chefs des grands partis du Reichstag font partie de ce gouvernement. De même, à l'avenir, aucun gouvernement ne pourra entrer en fonctions ni conserver celles-ci s'il ne possède pas la confiance de la majorité du Reichstag. La responsabilité du chancelier devant le Parlement est légalement déterminée et assurée. Le premier acte du nouveau gouvernement a été de soumettre au Reichstag une loi remaniant la constitution de l'Empire et rendant le consentement des représentants du peuple nécessaire pour décider de la guerre et de la paix.

Mais la garantie de la durée du nouveau système ne repose pas seulement dans les sécurités légales, elle est encore assurée par l'inébranlable volonté du peuple allemand, dont l'immense majorité soutient les nouvelles réformes et en réclame l'énergique exécution.

La question posée par le Président dans le but de

savoir avec qui lui et les gouvernements alliés contre l'Allemagne ont à faire, trouve une réponse claire et indubitable dans l'assurance que la proposition de paix et d'armistice part d'un gouvernement dégagé de toute influence arbitraire et irresponsable, et élu avec le consentement de la plus grande majorité du peuple allemand.

Berlin, le 20 octobre 1918.

Signé : *Solf*, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrang.

N° 65

CONVERSATION TÉLÉPHONIQUE

entre le général Ludendorff et le colonel von Haeften.

G. Q. G., le 21 octobre 1918.

Très urgent.

Pour lever dans toute la mesure possible les difficultés qui ont surgi à l'intérieur du gouvernement, je m'étais efforcé de trouver un article additionnel concernant la guerre sous-marine. J'avais prié Son Excellence von Hintze et le Général von Bartenwerfer de rédiger un projet transactionnel. Comme le colonel von Haeften me dit à l'instant que la note est partie, il ne me reste plus qu'à donner connaissance du projet que m'ont présenté les deux officiers.

Derrière le deuxième paragraphe sur la guerre sous-marine, on aurait ajouté :

« Le président des Etats-Unis d'Amérique voit

dans cette indication concernant les sous-marins la possibilité de supprimer un autre obstacle signalé par lui comme s'opposant à une entente. Le président doit songer qu'en accordant la liberté de navigation aux bateaux transportant des passagers, — bateaux qui, cependant, servent dans une certaine mesure à des buts de guerre, — le gouvernement allemand, dans l'intérêt de l'humanité et pour éviter de nouvelles pertes de sang, a renoncé à un moyen de guerre auquel l'Angleterre l'a contraint en établissant un blocus qui est contraire au droit des gens et qui cause la mort de milliers d'innocentes victimes, — femmes et enfants. Le peuple allemand, qui est engagé dans une lutte pour la mort ou pour la vie contre une foule d'ennemis, ne peut pas renoncer à un moyen de guerre qui lui a été imposé par l'ennemi, si, par une suspension générale des hostilités, on ne crée pas une sorte de compensation en sa faveur. Par suite, le gouvernement, pour des motifs d'équité et de conservation personnelle aura recours à nouveau à ce moyen de guerre si, dans un court délai, une suspension des hostilités n'a pas lieu.

Signé : *Ludendorff.*

Berlin, le 20 octobre 1918.

A M. le Secrétaire des Affaires Etrangères
Son Excellence le Dr Solf.

Transmis très respectueusement.

Signé : *von Haeften*, colonel.

20 octobre 1918.

La note est déjà partie. Mais l'article additionnel n'aurait pu être ajouté.

Solf.

N° 66

TÉLÉGRAMME

Munich, le [illegible] octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office Affaires étrangères.

Je considère comme de mon devoir de vous mettre en garde instamment contre le ton décidé de presque toute la presse pour que vous n'en tiriez pas des conclusions sur le véritable état de l'opinion.

En réalité, une majorité écrasante ne désire que la paix.

Treutler.

DOCUMENTS
CONCERNANT LA GUERRE SOUS-MARINE
PENDANT LA PÉRIODE
DU 10 AU 24 OCTOBRE 1918

N°s 67 à 75

N° 67

COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE.

A M. le Chancelier *Berlin*, le 10 octobre 1918.

Le capitaine de vaisseau *von Horn*, de l'état-major de l'Amirauté, fait savoir que les croiseurs sous-marins ont été rappelés des côtes américaines.

Signé : baron *von dem Bussche*.

N° 68

Berlin, le 10 octobre 1918.

Le Chef d'état-major de l'Amirauté.

Le Chef d'état-major de l'Amirauté m'a chargé d'exprimer comme suit à Votre Altesse Grand-Ducale la manière de voir de la direction des opérations maritimes au sujet de la réponse de Wilson :

« L'ordre de cessation de la guerre sous-marine

pourra être donné au plus tôt après la signature de l'armistice et en échange d'une compensation aussi grande que possible de la part de l'ennemi. »

Je me tiens à la disposition de Votre Altesse pour lui donner une justification verbale détaillée.

L'amiral faisant fonction de chef d'état-major de l'Amirauté,

Signé : *von Bülow*, contre-amiral

A M. le Chancelier, à Berlin.

N° 69

TÉLÉGRAMME

Berne, le 11 octobre 1918.

Le conseiller de légation impérial
à Office affaires étrangères

Secret.

Au cas où votre réponse serait conciliante, X... juge favorablement le développement ultérieur de l'action wilsonienne. Mais la pensée que l'action de nos sous-marins sur les côtes américaines troublera peut-être malheureusement ce développement, lui cause le plus grand souci. Au cas où la malchance voudrait qu'on apprenne ces jours-ci la nouvelle qu'un vapeur portant des passagers de nationalité américaine a été coulé, il est à craindre que Wilson ne puisse pas résister à la tempête d'indignation que cette nouvelle provoquerait. Par suite, X... se demande si on ne pourrait entreprendre

quelque chose pour éviter ce danger en déclarant qu'on a cherché à se mettre en liaison avec les commandants de sous-marins actuellement en mer pour leur recommander d'épargner les vapeurs portant des passagers.

En outre, il est important que la réponse à la note Wilson soit approuvée le plus tôt possible par le Reichstag, car cette approbation aurait en même temps la signification d'un vote de confiance en faveur du nouveau gouvernement, — chose qu'on a oubliée.

Signé : *Romberg.*

N° 70

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 12 octobre 1918.

A la légation de Berne.

Votre Excellence peut communiquer confidentiellement à la personne intéressée que le gouvernement impérial a déjà essayé de faire parvenir à ses forces maritimes l'ordre de renoncer désormais à exécuter des torpillages sur la côte américaine. Mais étant donné les difficultés techniques de la transmission des ordres, aucune garantie ne peut être donnée que nos instructions soient parvenues à temps à nos sous-marins.

Signé : *Le Sous-Secrétaire d'Etat.*

N° 71

MESSAGE TÉLÉPHONÉ DU 16 OCTOBRE 1918, 7 H. 1' SOIR

Ici est arrivé un renseignement disant ce qui suit : « Le gouvernement anglais prétend qu'il a en mains des preuves démontrant que le torpillage du « Leinster » a eu lieu à la suite d'ordres prescrivant de couler les vapeurs de passagers dans ces régions et que ces ordres ont été donnés une fois les démarches de paix commencées par l'Allemagne. Les preuves ont été mises à la disposition du président Wilson avant l'envoi de sa réponse.

Transmis pour prendre connaissance à l'Office des affaires étrangères. »

J'ai entendu dire de bonne source qu'il y a environ quinze jours un ordre prescrivant d'intensifier la guerre sous marine a été donné à la marine.

Signé : *Solf.*

D'après une déclaration de l'état-major de l'Amirauté (capitaine Horn), la communication précédente n'a aucun fondement.

A présenter à Son Excellence le sous-secrétaire d'Etat von Stumm.

Signé : *Hanel.*

N° 72

TÉLÉGRAMME

Vienne, 21 octobre 1918.

L'ambassadeur impérial à Office affaires étrangères.

Attaché de la marine rend compte que gouvernement de Vienne a cessé guerre sous-marine.

Signé : *Wedel.*

N° 73

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 24 octobre 1918.

Le Conseiller de légation impérial
à Office affaires étrangères.

(A remettre en mains propres à M. le Conseiller Haniel.)

« Ai entendu dire à titre privé, rigoureusement confidentiel, que tous les sous-marins ont été rappelés. »

Signé : *Lersner.*

N° 74

Chef d'état-major de l'Amirauté.

Berlin, le 24 octobre 1918.

Très secret.

Sur la demande de la Direction des opérations maritimes, j'ai l'honneur de transmettre le texte de l'ordre donné aux sous-marins :

« Rentrez immédiatement. A cause de négociations en cours, toute guerre commerciale est interdite. Sous-marins sur chemin du retour attaqueront navires de guerre uniquement de jour. — Fin.

« AMIRAL. »

Le Chef d'état-major de l'Amirauté, amiral Scheer, a indiqué en même temps que ce texte de

vait être transmis à titre personnel à Votre Excellence.

Par ordre. Signé : von *Trotha*.

Au Secrétaire d'État impérial de l'Office des Affaires étrangères, conseiller intime, M. le *Dr Solf*, Excellence, à Berlin.

N° 75

Berlin, le 23 octobre 1918.

Très secret.

Prière de communiquer à titre rigoureusement confidentiel, et en vue d'utilisation vis-à-vis du Président, que tous les sous-marins ont reçu l'ordre de rentrer et de s'abstenir de toute guerre commerciale en raison des négociations engagées avec le président.

Au Conseiller de légation à Berne.

Signé : *le Secrétaire d'État.*

DE LA TROISIÈME NOTE DE WILSON A LA RÉPONSE ALLEMANDE A CETTE NOTE

N°s 76 à 85

N° 76

TROISIÈME NOTE DE WILSON

EN DATE DU 23 OCTOBRE 1918.

Washington, le 23 octobre 1918.

Après avoir reçu du gouvernement allemand l'assurance solennelle et expresse de l'acceptation pure et simple des conditions exposées dans son allocution du 8 janvier 1918, au Congrès des Etats-Unis, et des bases de paix stipulées dans ses autres discours, spécialement dans celui du 27 septembre ; après avoir reçu l'expression du désir de ce même gouvernement d'entrer en pourparlers sur les détails de l'exécution, désir et but issus non plus de ceux qui ont conduit jusqu'à présent la politique allemande, et dirigé la guerre actuelle en Allemagne, mais de ministres parlant au nom de la majorité du Reichstag et de celle de tout le peuple allemand ; après avoir reçu, en outre, du gouvernement allemand actuel, la promesse formelle que

les forces allemandes de terre et de mer observeront les lois de l'humanité et d'une conduite civilisée de la guerre, le président des Etats-Unis ne croit pas pouvoir refuser de traiter la question d'un armistice avec les gouvernements alliés du gouvernement des Etats-Unis.

Mais il considère de son devoir de répéter que le seul armistice qu'il pourrait se croire autorisé à soumettre à la délibération, serait une convention permettant aux Etats-Unis et aux puissances alliées avec eux de prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre impossible la reprise des hostilités par l'Allemagne. C'est pourquoi le Président a transmis son échange de notes avec les gouvernants actuels de l'Allemagne aux gouvernements des puissances alliées des Etats-Unis, en les priant, au cas où ils seraient disposés à conclure la paix aux conditions et sur les bases données, de consulter leurs conseillers militaires et ceux des Etats-Unis au sujet des conditions nécessaires à un armistice garantissant pleinement les intérêts des peuples en question et ceux des gouvernement alliés, en tant qu'ils jugent un pareil armistice possible au point de vue militaire. L'acceptation de ces conditions par l'Allemagne fournirait la preuve la meilleure et la plus sûre de l'acceptation indubitable des conditions et des bases fondamentales de toute l'action de paix.

Le Président croirait manquer à la loyauté s'il ne déclarait avec toute la franchise possible que des

garanties exceptionnelles seront exigées. Si importants et si radicaux que paraissent les changements à la Constitution, dont le Secrétaire d'Etat des affaires étrangères parle dans sa note du 20 octobre il n'en ressort pas cependant que le principe d'un gouvernement responsable vis-à-vis du peuple allemand soit déjà en pleine voie d'exécution, ou qu'il existe des garanties soit présentes, soit futures, que la réforme actuellement réalisée en partie aura une durée pratique. Il ne semble pas non plus que le point essentiel des difficultés présentes soit atteint. Des guerres futures seront soumises peut-être à la décision du peuple allemand, mais pas la guerre actuelle, et c'est de celle-là dont nous avons justement à nous occuper. Il est évident que le peuple allemand ne possède pas le moyen de soumettre à sa volonté les autorités militaires de l'Empire, que l'influence dominante du roi de Prusse sur la politique n'est pas affaiblie, que l'initiative et la décision demeurent toujours aux mains de ceux qui ont gouverné l'Allemagne jusqu'à présent. Convaincu que toute la paix du monde dépend maintenant d'un langage ouvert et d'une action résolue, le président estime de son devoir, sans chercher à atténuer ce que cette déclaration a de dur, de déclarer que les peuples du monde n'ont et ne peuvent avoir aucune confiance dans les paroles de ceux qui ont dirigé jusqu'à présent la politique allemande, et de répéter que pour la conclusion de la paix et pour la tentative de réparer les innombrables actes de

violence et les injustices de cette guerre, les Etats-Unis ne peuvent traiter uniquement qu'avec les véritables représentants de la nation allemande, auxquels une situation légitimement octroyée par la Constitution assure le droit de parler au nom de l'Allemagne. Si les Etats-Unis doivent traiter avec les gouvernants militaires et les autocrates monarchiques, ou s'il est probable que plus tard il faudra traiter avec eux sur les devoirs de droit international de l'Empire allemand, alors les Etats-Unis ne peuvent entrer en négociations de paix, mais doivent exiger la capitulation complète. Il ne peut servir à rien de taire ces conditions fondamentales.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Signé : *Robert Lansing*.

N° 77

TÉLÉGRAMME

Munich, le 25 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office Affaires étrangères.

Pour M. le Chancelier.

Secret.

Je remplis un pénible devoir en rendant compte à Votre Altesse qu'ici, en Bavière, dans les milieux autorisés, on estime que la réponse de Wilson, connue depuis hier soir, vise dans son dernier paragraphe la personne de notre Empereur. Le Président des ministres et le Ministre de la guerre sont

d'avis que le texte de la note ne permet aucune autre interprétation ; que le président Wilson a voulu, en s'exprimant en termes imprécis, laisser à l'Empereur la possibilité de faire volontairement la démarche douloureuse. En tout cas, les susnommés sont d'avis qu'il faut dire ouvertement à Sa Majesté que nos ennemis ne consentiront pas à nous accorder une paix acceptable si le grand sacrifice n'est pas accompli. Si Sa Majesté renonce à la dignité impériale, elle agira entièrement dans l'esprit de l'œuvre de paix qu'elle poursuit depuis vingt-six ans et la couronnera. Sa figure survivra dans l'histoire comme celle du bienfaiteur le plus généreux, le plus noble et le plus dévoué du peuple allemand.

Le comte Lerchenfeld reçoit des instructions conformes.

Treutler.

N° 78

TÉLÉGRAMME

Berne, le 25 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Secret.

Le prince Hohenlohe Langenburg me prie de vous transmettre le télégramme suivant :

« Au prince Max de Bade (personnel)
« Berlin.

« Je viens d'apprendre d'une source autorisée que la conclusion de la note de Wilson de ce jour

ne laisse guère d'autre chemin vers une paix encore supportable que l'abdication de l'Empereur. Wilson, semble-t-il, reconnaît que la monarchie est conforme à l'Histoire et aux nécessités d'existence du peuple allemand, mais il ne peut plus écarter les objections qui lui sont faites, en Amérique même et dans toute l'Entente, sur la personne de l'Empereur, sur le rôle qu'il joue pendant la guerre et sur son influence sur la conduite de la politique extérieure et intérieure de l'Allemagne. De l'avis de mon informateur, l'abdication de l'Empereur permettrait à Wilson d'agir plus facilement en faveur de ses plans de paix sur le Sénat américain, dont les idées préconisant un écrasement complet de l'Allemagne ont gagné beaucoup de terrain dans ces derniers temps.

« En même temps, cette abdication renforcerait aussi, dans les autres Etats de l'Entente, le courant en faveur de la paix. Cela assurerait le maintien de la dynastie, qui serait menacée au même degré que les autres dynasties allemandes au cas où — ce dont l'Entente se chargerait sans aucun doute — on pourrait donner à croire que la paix a échoué à cause de la personne de l'Empereur.

« De l'avis de mon informateur, la faiblesse de notre situation militaire est trop connue des Américains pour éveiller chez eux — même en cas d'un appel de notre part à la défense nationale — le moindre doute sur la victoire finale de l'Entente. Notre effondrement n'est qu'une question de temps.

Toute tentative pour faire durer le combat final serait considérée uniquement comme une nouvelle preuve de la prépondérance des influences militaires et provoquerait le soupçon que l'on ne peut pas avoir confiance en notre changement de politique intérieure.

« Si pénible que cela me soit, je considère comme de mon devoir, étant donné la portée considérable des décisions à prendre, de te faire cette communication, à toi personnellement. L'informateur doit être pris entièrement au sérieux vu sa personnalité et ses attaches. »

Signé : *Ernest Hohenlohe*

Le télégramme précédent repose sur des déclarations de mon homme de confiance.

Signé : *Romberg.*

N° 79

NOTE

Berlin, le 25 octobre 1918.

Au Secrétaire d'État.

M. von Lernsner m'a téléphoné ce qui suit :

« Le G. Q. G., qui doit avoir cet après-midi un entretien avec M. von Hintze, est « furieux » et maintient son refus de l'armistice de Wilson. Me basant sur la longue expérience que j'ai acquise au G. Q. G., sur les observations que j'ai faites sur la situation militaire actuelle et sur des informations que j'ai reçues, je ne peux que mettre en garde *de*

la façon la plus pressante contre la possibilité de donner foi aux promesses qu'a pu faire le G. Q. G. et recommander de ne pas nous laisser détourner le moins du monde de la politique de paix dans laquelle nous nous sommes engagés. Aujourd'hui la situation militaire est aussi désespérée qu'il y a trois semaines ; il ne faut pas s'attendre à une amélioration et ce n'est plus qu'une question de semaines, au plus de quelques mois, si l'ennemi pénètre chez nous. »

Comme je lui demandais l'effet que produirait sur le front un changement dans le G. Q. G., M. von Lersner me répondit que le changement produirait peut-être un *mauvais effet* sur une partie des troupes, — mais que sur la plus grande partie de l'armée, il aurait *une influence favorable*, car on a perdu confiance dans le G. Q. G. actuel.

Signé : *Haniel.*

N° 80

Berlin, le 25 octobre 1918.

Dans la conférence de la Presse tenue aujourd'hui, le chef de l'office de guerre de la Presse a donné confidentiellement connaissance, au nom du G. Q. G., de deux télégrammes du maréchal Hindenburg, afin qu'on les répande par une propagande verbale et non par la voie de la presse.

Le premier de ces télégrammes était adressé à M. le Chancelier et mettait en garde contre des bruits disant que le Maréchal avait exigé personnellement une offre de paix immédiate, et qu'il avait

déclaré à cette occasion que c'était une question d'heures.

Le deuxième télégramme était adressé aux commandants de C. A. et donnait tout d'abord une courte analyse des conditions d'armistice posées par Wilson. Ensuite suivait une déclaration disant que ces conditions étaient *inacceptables* pour les militaires ; que, par suite, il n'y avait plus qu'à combattre jusqu'à la mort (1).

Signé : *von Schmidthals.*

(1) **Note du traducteur :**

Il s'agit vraisemblablement de la proclamation suivante, adressée le 24 octobre, à 10 heures du soir, par Hindenburg :

« A porter à la connaissance des troupes !

« Wilson déclare dans sa réponse qu'il proposera à ses « Alliés d'entamer les négociations d'armistice, mais que cet « armistice devra affaiblir l'Allemagne au point de vue mili« taire suffisamment pour qu'elle ne puisse plus reprendre « les hostilités. Wilson ajoute qu'il n'entrera en négociations « de paix avec l'Allemagne que si nous acceptons les condi« tions des Alliés au sujet de nos affaires intérieures, faute de « quoi les seules conditions possibles seraient la soumission « sans condition. La note de Wilson exige la capitulation « militaire ; aussi est-elle inacceptable pour nous soldats. « Elle prouve que le désir de nous détruire qui a déterminé « nos ennemis à provoquer la guerre en 1914, n'a pas faibli. « Elle prouve ainsi que nos ennemis ne parlent d'une « paix de droit que pour nous tromper et briser notre force « de résistance. Pour nous autres soldats, la réponse de Wil« son ne peut donc être qu'un encouragement à continuer à « résister avec toute notre énergie. Si l'ennemi s'aperçoit que « le front allemand ne peut être percé, il sera prêt à con« clure une paix qui assurera l'avenir de toutes les classes du « peuple allemand !

N° 81

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 26 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Secret

Le maréchal von Hindenburg doit avoir adressé avant-hier aux armées une proclamation, où il déclarait que la dernière note de Wilson était déshonorante pour l'Allemagne et où il recommandait la lutte jusqu'à la mort.

Le groupe d'armées von Gallwitz a exprimé de graves objections contre son contenu. Le Maréchal a alors retiré sa proclamation. Mais dans une armée, elle serait déjà parvenue aux Etats-Majors de bataillon.

Signé : *Lersner.*

N° 82

SÉANCE DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT DU 26 OCTOBRE 1918

Etaient présents :

Leurs Excellences *von Payer*, *comte Roedern*, *Friedberg*, *Scheidemann*, *Trimborn*, *Groeber*, *Erzberger*, *Haussmann*, *Scheuch*, *Solf*, *Wahnschaffe*.

Extrait

Von Payer revient sur son entretien de la veille avec les membres du G. Q. G., et fait les déclarations suivantes : « Ces messieurs ont cherché à me

persuader que l'on devait rompre les négociations et que l'on devait essayer d'appeler le peuple aux armes en lui adressant une proclamation. Je me suis placé à un autre point de vue : j'ai dit que nous devions répondre dans notre note en demandant des renseignements sur les conditions d'armistice. Ces messieurs ont été d'avis qu'il ne fallait pas continuer à négocier, que notre armée n'était pas vaincue et ne devait pas capituler. Comme je leur demandais quelles chances nous aurions, au cas où nous continuerions la lutte, d'obtenir une paix meilleure, ils ne m'ont donné aucune précision. Ils m'ont dit seulement que si nous pouvions tenir encore quelques mois, un désir de paix plus violent se ferait sentir chez nos ennemis, surtout en France, mais aussi en Angleterre ; qu'en France on pouvait aussi compter sur des troubles. Je n'ai pas approuvé cette façon de voir ; je leur ai signalé par contre la mauvaise situation de l'Autriche, et je leur ai demandé si elle ne pouvait avoir de graves conséquences pour nous. Je n'ai pas obtenu de réponse. Mais on m'a demandé de prendre la résolution au cas où on nous ferait une offre d'armistice très défavorable, de provoquer un soulèvement populaire. J'ai refusé de prendre cette résolution et, d'autre part, j'ai demandé que le gouvernement puisse entendre encore d'autres commandants d'armée. Cette demande a été refusée très énergiquement par Ludendorff, sous une forme moins décidée par Hindenburg.

Scheüch complète ces observations en disant : « Ces messieurs du G. Q. G. ont invoqué encore en notre faveur le manque de charbon de nos ennemis et la diminution de leur force combative ; ils ont ajouté que les groupes d'armées Rupprecht et du Kronprinz impérial ont repoussé de fortes attaques ; qu'il existait entre Clemenceau et Foch un différend sérieux au sujet des conditions à nous imposer ; que le premier avait des exigences très sévères que Foch repoussait ; que par suite, celui-ci estimait notre force de résistance encore très grande. Ces messieurs du G. Q. G. ont aussi attiré particulièrement l'attention sur une appréciation française des derniers jours disant que les armées allemandes résistaient encore très bien, mais qu'en France on n'en pourrait plus dans quatre semaines, si cela continuait aussi. Hindenburg a encore dit : « Nous avons franchi le point dangereux. Non seulement nos troupes tiennent mais l'ennemi se heurte à de grandes difficultés. Dans quatorze jours, nous verrons plus loin. Donc gagner du temps », telle fut la conclusion de ses déclarations. Hindenburg a reconnu nos insuccès, mais il a déclaré qu'ils n'ont pas été décisifs.

Il s'est prononcé, lui-même, pour l'audition d'autres généraux ; mais l'entretien n'a pu aboutir à une décision. J'ai l'impression que si on faisait pression sur le G. Q. G., on pourrait obtenir son consentement à une audition d'autres généraux. Peut-être pourrait-elle avoir lieu immédiatement

après l'envoi de la note, et pourrait-on convoquer des généraux provenant de deux points différents du front.

Reprise de la séance à 13 h. 30

Von Payer déclare confidentiellement que Sa Majesté a accepté la demande de démission du général Ludendorff, mais que par contre il a prié le maréchal Hindenburg de demeurer dans ses fonctions.

N° 83

TÉLÉGRAMME

L'Empereur d'Autriche à l'Empereur d'Allemagne.

27 octobre 1918.

Cher ami,

Il est de mon devoir de te faire savoir, aussi pénible que cela me soit, que mon peuple n'a ni la possibilité, ni la volonté de continuer la guerre.

Je n'ai pas le droit de m'opposer à cette volonté, car je n'ai plus d'espoir en une issue heureuse pour laquelle les conditions préalables morales et techniques font défaut, et parce que verser inutilement du sang serait un crime que ma conscience m'interdit de commettre. L'ordre à l'intérieur et le principe monarchique courront le plus grand danger si nous ne cherchons pas à mettre immédiatement fin à la lutte.

Même mes sentiments les plus profonds d'allié et d'ami doivent s'effacer devant la considération

que je dois sauver les États dont la Providence m'a confié le destin.

En conséquence, je t'informe que j'ai pris la décision irrévocable de faire d'ici vingt-quatre heures une *demande de paix séparée* et d'armistice immédiat.

Je dois agir ainsi ; ma conscience de souverain me le commande.

En fidèle amitié.

Charles.

N° 84

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 27 octobre 1918.

A Son Excellence Grünau.

D'après un renseignement venant de Vienne, on douterait là-bas de notre désir de continuer l'action de paix engagée récemment. Des nouvelles tendancieuses répandues dans ce sens seraient parvenues à l'Empereur Charles et l'auraient amené à rédiger le télégramme qu'il a adressé à Sa Majesté. Étant donné ces circonstances, je me permets de recommander l'envoi à l'Empereur Charles d'un télégramme destiné à le calmer et à l'empêcher de faire des démarches prématurées. Je vous prie, en conséquence, de soumettre en haut lieu le projet suivant :

« Cher ami, En apprenant ton intention d'offrir à nos adversaires une paix séparée, j'ai été sur-

puis très douloureusement. En agissant ainsi tu ferais le jeu de nos ennemis dont le plan consiste, en séparant nos empires, à soumettre plus facilement nos pays à leur volonté et à réaliser leur but anti-monarchique.

Nos peuples et nos gouvernements désirent la conclusion prochaine de la paix. Ma pensée est orientée comme la tienne vers ce but ; pour l'atteindre, j'ai consenti de lourds sacrifices personnels, car je subordonne volontairement mes intérêts propres au bien de mon peuple. L'action qui a été engagée récemment, d'accord avec ton gouvernement, a pour but d'obtenir un armistice et ensuite la paix ; les négociations sont en cours et peuvent, en peu de jours, conduire au résultat attendu. Le travail exécuté en commun jusqu'à ce jour par nos gouvernements et qui donne bon espoir serait très gravement compromis par une action séparée de ton gouvernement. Déjà les conditions d'armistice seront rendues beaucoup plus dures si nos adversaires apprennent que notre alliance est brisée. Cette question intéresse nos empires au même degré. En conséquence, je te prie instamment de renoncer à toute démarche pouvant donner l'impression que nous ne sommes plus d'accord.

Plus étroitement nous serons unis, plus grands seront nos espoirs de voir nos ennemsi qui souffrent également du fardeau et de l'horreur de la guerre, consentir à nous offrir des conditions de

paix conformes à l'honneur et aux intérêts de nos peuples.

J'attends de toi un ordre immédiat à ton gouvernement lui prescrivant de ne continuer qu'en parfait accord avec le mien les négociations engagées avec les Etats-Unis.

En fidèle amitié,

GUILLAUME. »

Signé : *Le Secrétaire d'Etat.*

N° 85

LA 4e NOTE ALLEMANDE

Berlin, le 27 octobre 1918.

Le gouvernement allemand a pris connaissance de la réponse du Président des Etats-Unis.

Le Président connaît les profondes transformations qui se sont accomplies et sont encore en voie d'accomplissement dans la Constitution allemande. Les négociations de paix seront menées par un gouvernement national, dans les mains duquel reposent réellement et en vertu de la constitution les pouvoirs résolutifs. Les pouvoirs militaires lui sont également soumis.

Le gouvernement allemand attend maintenant les propositions en vue d'un armistice préludant à une paix basée sur la justice, telle que le président l'a indiquée dans ses déclarations.

Signé : *Solf.*

DE L'AUDITION DES GÉNÉRAUX À LA 4e NOTE DE WILSON

Nos 86 à 101

No 86

SÉANCE DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT DU 28 OCTOBRE 1918
10 heures matin

Étaient présents :

Leurs Excellences *von Payer*, *Friedberg*, *comte Roedern*, *von Mann*, *Groeber*, *Scheidemann*, *Erzberger*, *Trimborn*, *Wahnschaffe* ; conseillers intimes *Simons*, *von Schlieben*, *von Stumm*.

Les généraux *von Mudra* et *von Gallwitz* entrent.

Von Payer. — Nous avons éprouvé le besoin fort compréhensible d'entendre dire en ces jours critiques par des personnes compétentes de différents milieux comment nous devions concevoir la situation actuelle. Nous désirons être renseignés par vous sur la situation militaire, le moral et l'état général de l'armée ; nous désirons aussi connai-

tre votre opinion sur nos possibilités de continuer la lutte et sur les espoirs des succès qu'il nous est permis d'avoir.

Von Gallwitz. — L'armée a évidemment souffert pendant ces combats qui durent depuis des mois. Les offensives répétées et les mouvements de repli l'ont éprouvée. L'effectif des unités a énormément baissé. Nos divisions affaiblies ont cependant très bien résisté pendant ces derniers temps aux attaques ennemies, car dans la défensive la faiblesse des effectifs a moins d'importance que dans l'offensive. Nous ne sommes plus capables pour le moment de prendre l'offensive, mais nous pouvons opposer à l'ennemi une résistance durable. L'ennemi nous est très supérieur en nombre. Il est aussi très bien conduit militairement. Mais d'autre part nos troupes ont donné de nombreux exemples de bravoure et de résistance énergique. Les Français sont eux aussi très affaiblis. Le nombre de leurs unités a été diminué. Au point de vue chiffres, les Anglais sont en meilleure situation, mais leur force offensive a également beaucoup baissé. Les Américains sont particulièrement frais et nombreux : ils ont engagé dans leurs premiers combats un matériel humain excellent, mais leurs divisions ont subi des pertes formidables. Les Américains s'en rendent compte et leur moral ne s'en trouve pas augmenté ; — leur intelligence politique est effroyablement faible, mais ce sont des gens solides, primitifs, dans la force de l'âge. Il

faut supposer que les transports de renforts leur amèneront maintenant des classes plus âgées. Les Américains sont des adversaires très appréciables ; mais leur force offensive a beaucoup diminué par suite de leurs grosses pertes. Cependant ils continueront certainement à attaquer quand leurs unités auront été recomplétées.

Nos unités ont très bien tenu. Il y a donc dans notre troupe un bon noyau et beaucoup d'éléments capables de résister. Mais l'influence démoralisatrice venant de l'intérieur s'est fait péniblement sentir : parmi les causes qui ont affaibli la force de résistance de l'armée, il faut citer surtout la longueur de la guerre et la situation des familles de nos soldats. Les permissions pour se rendre à l'intérieur ont eu souvent, elles aussi, une mauvaise influence ; les hommes en sont souvent revenus avec un moral plus mauvais. Le fait d'avoir permis à la presse de toutes nuances de se répandre dans l'armée a eu également des conséquences fâcheuses. Ayant pour causes principales la fatigue de la guerre et le désir de paix, le mauvais moral influencé par les événements politiques récents s'est traduit par un mouvement d'opposition contre la continuation de la lutte et surtout contre la discipline. Ce mouvement provient le plus souvent de fractions isolées et de certains centres, qui créent l'opinion et qui sont connus du commandement. Extérieurement ce mauvais moral se manifeste par un laisser-aller dans la tenue et dans la discipline ;

au combat il amène certains éléments las de la guerre à perdre les nerfs ou à se défiler. Le défilage a pris une ampleur effrayante, en particulier pendant les combats sous bois. La structure intérieure de l'armée a souffert de cet affaiblissement du moral que la supériorité numérique de l'ennemi rend particulièrement sensible. Récemment l'offre d'armistice, puis l'acceptation de la demande d'évacuation ont eu une mauvaise influence sur la troupe.

Cependant, l'armée pourrait encore reprendre sa force de résistance, si on prenait certaines mesures stratégiques et si le moral devenait meilleur. Tout d'abord, il faut se préoccuper d'augmenter les renforts ; il faut qu'à l'intérieur on fasse passer tout le monde au crible, d'abord pour avoir des hommes, ensuite pour lutter contre cette opinion qui existe dans l'armée et d'après laquelle beaucoup d'hommes encore capables de se battre se défilent à l'intérieur. Il faut aussi que les milieux qualifiés relèvent le moral de l'armée. A mon avis, il est nécessaire, si nous nous décidons à continuer la lutte, d'adresser à l'armée et au peuple un appel énergique qui produira aussi un gros effet sur nos ennemis. Les démarches que l'on poursuit actuellement pour obtenir un armistice n'ont servi qu'à donner l'impression de notre faiblesse, car nos ennemis sont bien dirigés et sont pourvus d'une propagande excellente qui vient de provoquer chez eux une ivresse guerrière. A nos insuccès militaires viennent s'ajouter maintenant ces demandes continues

d'armistice ! Nous ne pouvons combattre la connaissance que possèdent nos ennemis de notre faiblesse, qu'en les persuadant que nous n'en sommes pas encore réduits à la dernière extrémité. Il faut que tous ceux qui ont une action sur le peuple lui adresse en commun un appel, dont le contenu et la publicité supprimeront toutes les causes de discordance. Un appel de l'empereur seul n'aurait aucun succès dans les circonstances actuelles. Certains milieux élevés de l'armée sont d'accord pour dire que le nouveau gouvernement doit prendre l'affaire en mains. Si ce gouvernement en vient à être persuadé que nous n'avons pas besoin de signer une capitulation sans conditions — capitulation qui serait à mon avis un malheur — alors il faut faire disparaître toute cause de discordance dans l'armée et dans le peuple ; il faut que l'ancien pouvoir et le nouveau gouvernement lancent un appel puissant au peuple et à la marine ; nous produirons ainsi un effet excellent sur nos ennemis.

Maintenant il nous faut employer tous les moyens pour démontrer que notre situation n'est pas encore trop mauvaise.

Le général Mudra approuve entièrement les déclarations du général von Gallwitz. « Nous n'avons aucune raison, dit-il, de jeter le manche après la cognée. La fatigue de l'armée est la plus grande difficulté de l'heure actuelle. Si nous parvenions à obtenir suffisamment de renforts pour permet

tre à certaines divisions de dormir, alors tout irait bien. Le réengagement incessant des unités ronge la troupe à la moelle. Donc nous avons besoin de renforts non seulement plus abondants mais encore meilleurs. L'appel général au peuple et à l'armée devrait être lancé simultanément par l'Empereur et par le Gouvernement ; ensuite on déciderait à nouveau les éléments moins bons de l'armée à tout sacrifier pour la patrie malheureuse. Nous pouvons attendre encore longtemps avant d'avoir besoin de capituler. *Il en serait toutefois autrement si l'Autriche chancelait.* Il pourrait dans ce cas se produire des ébranlements qui pourraient nous obliger à avancer quelque peu l'époque du commencement des pourparlers avec l'ennemi.

Von Payer remercie les deux généraux pour leurs importantes déclarations ; il leur demande leur avis sur les points suivants : combien de temps durerait le relèvement de l'enthousiasme et du moral ? pendant combien de temps encore pourrait-on continuer la lutte ? quels espoirs aurions-nous si nous continuions à combattre ? quand surviendrait le moment où il faudrait nous soumettre ?

Von Gallwitz déclare qu'il ne peut naturellement pas fixer une époque bien précise. L'hiver va arriver, nous aurons un peu plus de repos. Si nous tenons pendant tout l'hiver, nous aurons une paix meilleure. Toutefois, il n'est plus possible pour nous d'obtenir un changement complet de situation par une offensive de grand style suivie d'une

victoire complète. Mais on peut résister défensivement avec énergie. Si l'adversaire s'aperçoit que nous ne nous laissons pas encore vaincre, alors il en viendra à une manière de voir plus raisonnable. Sur les bases de la situation actuelle, l'ennemi nous demanderait purement et simplement de capituler. Les exigences futures ne peuvent être plus mauvaises que celles-là.

Il ne croit pas qu'un appel enflammé au peuple aurait pour conséquence la rupture des négociations. On pourrait continuer tranquillement les démarches diplomatiques ; cependant, il ne faudrait plus qu'elles puissent agir aussi ouvertement qu'autrefois sur l'armée.

Von Payer insiste sur ce fait que la demande d'armistice a été imposée au gouvernement par le G. Q. G. et que ce dernier a formellement approuvé l'évacuation. Il demande si, au cas où nous continuerions la lutte, nous ne serions pas toujours exposé au danger d'une catastrophe.

Von Gallwitz déclare qu'il peut dire seulement qu'il a été très étonné quand nous avons fait notre demande d'armistice, et qu'il l'a été davantage encore quand nous avons accepté l'évacuation. Il était évident pour lui que nous devions un jour en arriver à des négociations, mais il n'était pas nécessaire que nous allions si loin. Cela a beaucoup inquiété l'armée. Evacuation signifie capitulation complète. Si nous reculions jusqu'à nos frontières, il faudrait cesser le combat, sinon notre pays serait

dévasté. Mais actuellement nous pouvons encore tenir.

Von Mudra. — Si la continuation de notre résistance devait entraîner plus tard des conditions mauvaises pour nous, je serais également d'avis de renoncer à la lutte. Mais actuellement il nous faudrait encore gagner du temps afin de pouvoir nous opposer à une paix déshonorante. Si maintenant on nous offre des conditions déshonorantes, alors il faut lancer l'appel au peuple.

Erzberger. — Ces messieurs ne croient-ils pas que l'effet que l'appel produirait sur le peuple serait compensé par le fait que l'ennemi devient plus puissant ? Si bien que, finalement, il pourra percer ?

Quelle importance ces messieurs attacheraient-ils à la chute de l'Autriche si elle avait lieu ?

Von Mudra. — Je considérais comme très grave la venue des Italiens en France, mais elle demanderait beaucoup de temps, et les Italiens ne pourraient pas de sitôt passer à l'attaque. Mais nous avons surtout besoin de laisser reposer notre armée. Si nous y parvenons, nos adversaires ne pourront ni nous battre ni percer.

Von Gallwitz. — En ce qui concerne l'accroissement de forces ennemies, cet accroissement s'est arrêté dans les derniers temps par suite des effets de la bataille. La force combative des Français a beaucoup baissé. En outre, les courants en faveur de la paix sont très visibles dans les pays ennemis. C'est maintenant seulement que leur moral s'est

relevé, grâce à leurs succès. L'armée anglaise est relativement forte, mais son rendement a également diminué. Si nous continuons à nous tenir sur la défensive et à causer de grosses pertes à l'ennemi, son accroissement de forces sera compensé au point qu'une catastrophe ne sera plus à craindre pour notre armée. Je ne crois donc pas que la proportion des forces devienne très défavorable pour nous.

Mais une paix séparée de l'Autriche changerait complètement la situation. Deux cas seraient possibles : ou bien l'Autriche ne continue pas la lutte, mais ne se livre à aucun acte inamical à notre égard, en particulier ne laisse passer aucune troupe ennemie — ou bien l'Autriche est contrainte d'accorder ce passage. Dans ce dernier cas, semblable à celui de la Bulgarie, l'Entente nous isolerait de l'Ukraine et de la Roumanie. Les forces italiennes seraient transportées dans les deux cas sur le front occidental. Ce serait une mauvaise chose pour nous, parce que notre front des Vosges est faiblement occupé. Cela peut être la goutte qui fera déborder le vase.

Haussmann. — Les généraux sont-ils d'avis que nous devrions rompre les négociations et organiser le soulèvement du peuple ? Dans ce cas, nous ne pourrions pas continuer les négociations actuelles avec Wilson. Ou bien devrions-nous attendre pour rompre que des conditions déshonorantes nous aient été posées ?

Von Gallwitz. — Si nous lançons un appel au peuple, il est nécessaire de rompre avec Wilson. Sinon notre appel aurait l'air d'une farce. Il faudrait aussi dans ce cas continuer à combattre sur le sol ennemi, donc retirer l'offre d'évacuation. Donc d'abord rompre les négociations actuelles et ensuite faire appel au peuple. Cependant attendre d'abord la réponse de Wilson et prendre ensuite des décisions. Mais il faut que le G. Q. G. prenne ses mesures pour pouvoir continuer la lutte au cas où on recevrait des conditions déshonorantes.

Solf donne connaissance des derniers événements survenus en Autriche, en particulier de son offre de paix séparée et lit la note de l'Autriche telle qu'elle est déjà publiée à l'étranger. Il déclare que la note signifie « paix séparée » et équivaut à une capitulation. Les conséquences en sont graves. La Roumanie ne nous offrira plus d'avantages ; le front sud de l'Allemagne est menacé. Les Italiens viendront sur le front occidental et le menaceront.

Von Gallwitz. — Nous ne devons pas cependant jeter le manche après la cognée ; les nouvelles autrichiennes ne sont pour le moment que des suppositions. Il nous faut voir maintenant combien de temps nous pourrions encore tenir ; la situation ne peut pas devenir plus mauvaise. Au point de vue honneur national, nous ne devons pas cesser la lutte, tant que l'armée sera encore capable de se défendre.

Groeber. — Au cas où des conditions déshono-

rantes nous seraient posées, serions-nous encore en état de tenir pendant longtemps ? Certainement encore pendant quelque temps. Pourrions-nous dire au point de vue de l'avenir : il faut continuer à lutter, dans l'espérance d'obtenir des conditions meilleures ? Ne nous imposera-t-on pas des conditions encore plus dures, si nous rompons les négociations ? Si nous repoussons Wilson, la France et l'Angleterre prendront le dessus.

Le point de vue de l'honneur national est pour nous tous décisif. Le consentement que nous avons donné à l'évacuation nous a déjà été très pénible, mais nous étions pressés par le milieu militaire. Devons-nous, uniquement en considération de l'honneur national, continuer une lutte qui est sans espoir et qui ne peut avoir d'autre résultat que celui d'amener l'ennemi à nous imposer plus tard des conditions plus dures ?

Von Gallwitz déclare qu'il n'est pas possible de répondre à la question : pourrons-nous tenir toujours ou seulement pendant quelque temps ? Il est d'avis qu'on pourrait continuer encore la résistance pendant une longue période, mais il ne peut indiquer avec précision sa durée. Il ne croit pas que l'ennemi, si nous lançons notre appel au peuple et si nous continuons la lutte, nous impose plus tard des conditions plus mauvaises. Maintenant déjà, l'ennemi nous estime si faibles qu'en cas d'armistice il nous demanderait tout ce qu'il veut. Nous devons attendre la prochaine réponse de Wilson.

il sera alors encore temps de prendre une décision. Mais il ne faut perdre aucun instant pour lancer le dernier appel aux armes.

Le général en attend surtout un effet moral, un relèvement du moral.

Le général déclare ensuite que les partis du gouvernement devraient à présent agir sur les soldats pour leur montrer que c'est leur devoir de faire maintenant le suprême effort et de tout sacrifier. Il ne faudrait pas que les hommes fassent cet effort en gens mécontents. La puissance des chefs politiques est assez grande pour pouvoir exercer une bonne influence sur les hommes.

Von Gallwitz. — A l'observation faite par von Payer disant qu'un jour il pourrait y avoir 2.300.000 Américains en France, le général répond en déclarant que tous ces hommes ne sont pas des combattants, qu'il y a parmi eux beaucoup de troupes auxiliaires, de troupes de chemins de fer. Actuellement il y a en France 42 divisions américaines chacune à 12 bataillons renforcés. La proportion des forces est encore plus défavorable pour nous car les effectifs de nos divisions sont très réduits. En Argonne, un commandant d'unité a estimé que le rapport de nos forces à celui de l'ennemi était 1 à 15. Si ce chiffre est exagéré celui de 1 à 6 est en tout cas exact. Mais la masse seule importe peu.

Le général ajoute que si l'Autriche met à la disposition de l'ennemi toutes ses voies ferrées pour

lui permettre de passer, on peut considérer la partie comme perdue ; mais qu'il faut attendre cependant pour voir si l'Autriche va se déshonorer.

Von Mann insiste sur ce fait que si nous pourrions à tout moment reprendre la guerre sous-marine, elle est actuellement suspendue et que l'armée du front occidental s'en apercevra bientôt. Il déclare que par une demi-heure, nous aurions pu couler 33 wagons, que la mission des sous-marins en Méditerranée est très pénible ; que si la lutte continuait il faudrait reprendre la guerre sous-marine.

Von Gallwitz répond à une question posée par Friedberg au sujet de la force de l'armée de Salonique en disant qu'il n'est pas en situation de citer des chiffres ; que jusqu'à présent cette armée n'a rien pu entreprendre de sérieux contre nous tant que les Bulgares ont tenu ; que maintenant elle était devenue un adversaire sérieux.

Von Mudra. — Si l'Autriche capitule sans condition et se range aux côtés de nos ennemis, alors la partie est perdue pour nous. La catastrophe autrichienne une fois survenue, il faudra faire aussitôt des préparatifs pour l'action suprême.

Friedberg. — Si on continue la lutte jusqu'au dernier homme, on courra le danger de voir l'armée refluer ensuite en désordre. Il nous faut cependant garder intacte une partie de l'armée pour assurer la sécurité intérieure.

Von Gallwitz résume encore une fois son opinion, en disant que l'on doit attendre la réponse

de Wilson pour voir s'il maintient sa manière de voir actuelle, et que l'on doit attendre également le développement des événements d'Autriche. Si l'Autriche devient un ennemi pour nous, alors on se trouvera en face d'une nouvelle situation.

Là-dessus, les deux généraux quittent la salle de la conférence.

Solf déclare ultérieurement que le général von Gallwitz lui a dit qu'il avait vu trop en noir les conséquences de la chute de l'Autriche, car il avait oublié sur le moment que nous avions encore à l'Est et au Sud-Est plusieurs armées ; — que par suite il ne voyait pas la situation sous un jour aussi sombre.

N° 87

TÉLÉGRAMME

Train impérial, le 30 octobre 1918.

Conseiller de légation impérial
à l'Office des Affaires étrangères.

Le représentant du général von Cramon a rendu compte à Sa Majesté de ce qui suit :

Dans une audience de ce jour, Sa Majesté Apostolique m'a donné l'ordre comme représentant du général von Cramon de vous faire savoir combien Sa Majesté Apostolique regrettait d'être obligée de prendre la décision d'agir isolément par suite de la situation désespérée de ses troupes du front sud-ouest et des soucis causés par les événements hol-

chevistes. J'ai répondu à Sa Majesté que la mention de cette décision dans la note adressée au président Wilson nous avait péniblement surpris. J'ai cru en outre devoir signaler très respectueusement à Sa Majesté Apostolique que l'acceptation de conditions analogues à celles acceptées par la Bulgarie constituerait une menace pour nos frontières méridionales et je lui ai demandé très respectueusement de rejeter de telles conditions.

Signé : *Grünau*.

N° 88

TÉLÉGRAMME

30 octobre 1918.

Sa Majesté apostolique
à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

J'ai été obligé ce matin de bonne heure de demander un armistice aux Italiens car la situation de mon armée était devenue intenable. Mais si les Italiens posent comme condition que les voies ferrées traversant le Tyrol et la Carinthie (lignes des Tauern, du Brenner et ligne du Sud) soient mises à la disposition des troupes ennemies pour marcher contre les États, alors je me mettrai à la tête de mes Allemands d'Autriche et je m'opposerai par la force au passage de l'ennemi. Tu peux y compter fermement. Il n'est pas possible d'avoir recours dans ce but aux troupes des autres nationalités.

En fidèle amitié.

Charles.

N° 89

TÉLÉGRAMME

Train impérial, le 30 octobre 1918.

A Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,
roi apostolique de Hongrie.

J'ai lu avec émotion ton télégramme concernant la demande d'armistice que tu as faite à l'Italie. Je suis persuadé que les Allemands d'Autriche, à la tête de l'armée impériale, se lèveront comme un seul homme contre des conditions déshonorantes et je te remercie de m'en avoir particulièrement donné l'assurance.

En fidèle amitié.

Guillaume.

N° 90

TÉLÉGRAMME

Vienne, le 3 novembre 1918.

L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne télégraphie à l'Office des Affaires étrangères :

Les conditions d'armistice ont été acceptées par le gouvernement impérial qui, lors de la signature, a ajouté au procès-verbal qu'il espérait que l'Entente n'utiliserait pas le territoire de la Bohême pour marcher contre l'Empire allemand. Cet article additionnel fera une impression pénible sur l'Entente. Comme les conditions ne sont pas encore publiées, le gouvernement de l'Autriche allemande n'a pas encore pris position. Autant qu'il m'est

possible de le savoir actuellement, les conditions d'armistice font prévoir : l'évacuation jusqu'au Brenner, la remise de la moitié de l'artillerie, la démobilisation sur le pied de 20 divisions, l'occupation de tous les points stratégiques importants, la remise des chemins de fer, l'éloignement des troupes allemandes dans un délai de quinze jours.

Signé : *Wedel.*

N° 91

Vienne, le 3 novembre 1918.

Ambassade impériale allemande.

Par courrier.

Confidentiel

Hier le conseiller d'État allemand fut appelé à Schönbrunn. Ainsi que me l'a dit le secrétaire d'État Dr Adler, l'Empereur a donné lecture au conseiller d'État des conditions d'armistice et lui a déclaré dans un long entretien que ces conditions étaient contraires à son honneur et inacceptables. Mais l'entretien se termina par la déclaration qu'il fallait cependant les accepter. Le but de la convocation aurait été d'obtenir l'approbation du secrétaire d'État pour lui faire partager la responsabilité. Mais il s'est bien gardé de tomber dans ce piège.

Le Dr Adler déclare que les conditions sont une capitulation pure et simple et il ne doute pas un instant qu'elles soient rédigées de façon à permettre à l'Entente d'attaquer l'Allemagne en passant

par l'Autriche. Il est d'avis que si nous n'obtenons pas un armistice, la concentration des forces de l'Entente en Autriche et Hongrie commencera avec la coopération active des Hongrois, Tchèques et Slaves du Sud, pendant que les Autrichiens allemands, malgré leur indignation, demeureront spectateurs impuissants.

Dans ce cas l'Autriche devra nous laisser le soin de défendre nos frontières comme nous l'entendrons. La position du Dr Adler serait naturellement facilitée si tout combat était évité sur le sol autrichien.

Signé : *Wedel.*

A Son Altesse grand ducale, le Chancelier d'Empire Prince Max de Bade.

N° 92

TÉLÉGRAMME

Constantinople, le 31 octobre 1918.

Le chargé d'affaires impérial
à Office des Affaires étrangères.

Urgent!

Armistice (1) conclu aujourd'hui 1 heure soir télégraphierai conditions aussitôt connues.

Signé : *Waldburg.*

(1) Armistice de la Turquie.

N° 93

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 30 octobre 1918.

Excellence von Hintze à Office Affaires étrangères.

Extrait

G. Q. G. transmet renseignement d'agent suivant daté du 25 courant et provenant de Berne :

Au G. Q. G. français a lieu actuellement une conférence entre Haig, Pershing et Foch, au sujet des conditions d'armistice. Discussions non encore terminées, jusqu'à présent exigences suivantes ont été ébruitées :

1. Refus formel de toute négociation avec Ludendorff ou autres membres du G. Q. G. Par contre consentement à discuter avec une commission nommée dans ce but par le Reichstag.
2. Retrait des forces allemandes jusqu'à la frontière.
3. Occupation immédiate par les alliés des territoires évacués.
4. Tout le matériel de guerre demeurera dans les territoires à évacuer.
5. Evacuation de l'Alsace-Lorraine et occupation des villes de Metz et de Strasbourg par les Alliés.

Signé : *Hintze.*

N° 94

TÉLÉGRAMME

Berne, le 28 octobre 1918.

Le conseiller de légation allemand à Berne télégraphie à Office des Affaires étrangères :

Plusieurs membres du Conseil fédéral ont déclaré devant des membres de la commission allemande des prisonniers de guerre, pour que cela me soit transmis, « qu'ils ne voyaient plus aucune possibilité d'éviter l'abdication de l'empereur ; que sans aucun doute possible nous nous trouverions sous peu en face d'une (mot manque) brutale de l'Entente ; que le seul moyen de sauver la dynastie et d'éviter le combat suprême était le consentement volontaire à l'abdication. » Les personnes en question basent avant tout leur avis sur le danger de la Révolution qui menace également d'envahir leur propre pays. Ils estiment que si Sa Majesté l'Empereur se sacrifie et recommande dans une proclamation son petit-fils à la fidélité de son peuple et de son armée, en particulier à la fidélité du maréchal Hindenburg, non seulement il s'attirera à l'étranger une grande sympathie, mais encore il étouffera les idées révolutionnaires en Allemagne.

Signé : *Romberg*.

N° 95

Berlin, le 31 octobre 1918.

A Son Excellence von Hintze, au G. Q. G.

Le conseiller de légation à Berne télégraphie :

Des représentants du gouvernement suisse, auxquels j'ai parlé aujourd'hui, ne comprennent pas que l'on puisse encore avoir un doute sur le sens de la note de Wilson. C'est également l'avis formel d'une personne de confiance qui fait savoir ce qui suit : « Tous les Américains de marque présents à Berne ont déclaré qu'on devrait bien avoir enfin compris à Berlin l'indication donnée par Wilson : chez tous, le renvoi de Ludendorff a produit une très mauvaise impression, car on dit que l'Empereur renvoie ses meilleurs serviteurs pour se sauver personnellement et qu'il est encore capable de renvoyer Hindenburg ; on en déduit qu'il espère toujours sauver l'ancien système, et qu'il ne veut pas sérieusement la démocratisation. Par suite il faut chercher tout d'abord à faire comprendre à l'Amérique, que, grâce à nos changements de constitution, l'ancien régime est définitivement renversé, régime qui, par suite de l'agitation provoquée au sujet de l'empereur, s'incarne précisément à leurs yeux dans la personnalité de l'Empereur. Seule la suppression de cette personnalité aurait une influence persuasive et aurait pour le Président la signification d'un succès, qui lui donnerait à nouveau le moyen de s'opposer efficacement aux influences extrémistes des chauvins des Etats-Unis et de l'Entente. Toutefois il faut se hâter d'agir, car notre dernière note a donné l'impression que nous avions dit notre dernier mot et que maintenant nous attendions les conditions de l'Entente. Or, ces

conditions, d'après le paragraphe final de la note de Wilson, — si nous ne faisons plus rien de notre côté — ne peuvent être qu'une demande de capitulation ! »

Cette manière de voir repose en particulier sur un entretien qui a eu lieu entre X... et notre personne de confiance : celle-ci ayant émis l'idée que la non abdication pourrait être mise sur le compte d'une mauvaise compréhension de la note de Wilson, X... répondit qu'officiellement il ne pouvait faire aucune déclaration à ce sujet, mais qu'à titre privé il devait dire que Wilson ne pouvait être plus clair sans manquer de tact ; que, d'ailleurs en Allemagne, il n'était nullement question de fausse interprétation, car toute la presse allemande avait parfaitement compris la note.

Signé : *Romberg*.

N° 96

Note

Berlin, le 31 octobre 1918.

Dans aucune des communications faites jusqu'à ce jour par le président Wilson, l'abdication de l'Empereur n'a été demandée formellement. On y trouve des allusions dans les passages suivants de ses notes :

1. Note du 14 octobre :

« Afin d'éviter toute possibilité de malentendu, le Président considère encore comme nécessaire d'attirer de la façon la plus solennelle l'attention

du gouvernement allemand sur la teneur et le sens précis d'une des conditions de paix que le gouvernement allemand vient d'accepter. Elle est contenue dans l'allocution du Président à Mount-Vernon le 4 juillet dernier, et se formule comme il suit :

« Suppression de tout arbitraire et de tous pouvoirs capables de troubler par eux seuls et sûrement la paix du monde et si leur suppression n'est pas actuellement possible, réduction de ces éléments de discorde à une impuissance effective. Or, le pouvoir qui gouverne jusqu'à présent la nation allemande est de la nature décrite ici. Il appartient au choix de la nation allemande de le changer. Les paroles du président citées à l'instant constituent naturellement une des conditions préalables de la paix, si celle-ci doit venir de la conduite que tiendra le peuple allemand lui-même. Le Président se sent dans l'obligation de dire qu'à son avis la réalisation de la paix dépendra uniquement de la précision et du caractère satisfaisant des garanties susceptibles d'être fournies dans cette question fondamentale. Il est absolument indispensable que les gouvernements alliés contre l'Allemagne sachent sans ambiguïté avec qui ils ont à faire. »

« Dans le dernier paragraphe de sa note du 23 octobre, il est dit plus clairement :

« Le Président estime de son devoir, sans

chercher à atténuer ce que cette déclaration a de dur, de déclarer que les peuples du monde n'ont et ne peuvent avoir aucune confiance dans les paroles de ceux qui ont dirigé jusqu'à présent la politique allemande.

3. A la fin de la note, il dit :

« Si le gouvernement américain doit traiter avec les gouvernants militaires et les autocrates monarchiques de l'Allemagne, ou s'il est probable que plus tard il faudra traiter avec eux sur les devoirs de droit international de l'empire allemand, alors les États-Unis ne peuvent entrer en négociations de paix mais doivent exiger la capitulation complète. »

Jusqu'à présent il n'a pas été possible d'établir d'une façon indubitable si par ces indications le Président a voulu viser seulement le système et les statuts constitutionnels ou s'il songeait à certaines personnalités déterminées. Des tentatives pour éclaircir ce point ont été faites et sont encore en cours, mais on n'a pas obtenu jusqu'à présent un résultat définitif. Les pays neutres voient pour la plupart dans les intentions de Wilson un désir réel de voir l'Empereur abdiquer. Cette opinion est basée sur la teneur des manifestations de Wilson, sur des impressions résultant d'entretiens avec des représentants de l'Amérique et de l'Entente, en particulier sur les considérations suivantes :

Wilson lui-même veut une paix de droit sur la

base des points de son programme. L'Entente s'oppose à l'acceptation de ce programme. Elle désire la conclusion de la paix sur la base de ses propres conditions qui sont beaucoup plus dures. De même en Amérique, le parti républicain, sous la direction de Roosevelt, demande la soumission sans condition de l'Allemagne. Le politicien Wilson dépend d'autant plus de ces courants d'opinion que le 5 novembre doivent avoir lieu les élections à la Chambre des Représentants américaine, où le parti démocratique, celui de Wilson, n'a qu'une majorité de quelques voix. Si ces voix sont perdues, le Président aura beaucoup plus de peine à faire exécuter son programme de paix, et il se peut même qu'il n'y parvienne pas, car malgré ses pouvoirs le président des États-Unis dépend finalement de l'opinion des électeurs. Si donc Wilson, personnellement, voit dans l'abdication une condition qui, pour lui, n'est que secondaire, il a besoin cependant de ce symbole pour démontrer à l'Entente et à l'opinion publique américaine par un succès sautant aux yeux que son but de guerre, la démocratisation du monde par la suppression de l'autocratie militaire allemande, est obtenu. Des changements apportés à la constitution ne sont pas suffisants pour atteindre ce but car les masses américaines ne comprennent pas la constitution allemande ni par suite les changements qu'elle subit. Par contre l'Empereur est dans l'opinion publique américaine, — ainsi que le prouve la lecture des

journaux et des illustrés, — la personnification de l'autocratie et du militarisme. Par suite, la renonciation au trône en tant que succès indéniable de la politique wilsonienne renforcerait la position du Président et lui permettrait vraisemblablement d'exécuter son programme malgré toutes les résistances. On prétend que, sans ce renforcement de sa position, Wilson devra céder à la pression faite sur lui et que des conditions de paix plus dures et plus conformes aux désirs de l'Entente seront imposées à l'Allemagne.

Signé : *Solf.*

N° 97

TÉLÉGRAMME

Munich, le 6 novembre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Social-démocrates indépendants tiendront ici demain une réunion où on exigera l'abdication de l'Empereur.

Signé : *Treutler.*

N° 98

TÉLÉGRAMME

Berne, le 3 novembre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Très secret

Différentes personnes de confiance, indépendantes les unes des autres, confirment que l'influence

prépondérante de Wilson est très menacée et que s'il éprouve un échec dans la question de l'abdication il sera contraint d'employer la deuxième alternative, mentionnée dans sa note, à savoir la demande de capitulation sans condition. Un renseignement surtout semble avoir produit un mauvais effet sur l'Entente. Ce renseignement dit qu'au Bundesrat de Bavière, l'abdication de l'Empereur a été vainement demandée et qu'on a l'impression dans les milieux responsables de Bavière que Sa Majesté l'Empereur poursuit le plan de renverser le nouveau gouvernement à la première occasion favorable. On a même prétendu que la Bavière aurait donné à entendre à des représentants de l'Entente, que la Bavière se libérerait éventuellement de la politique de l'Empire. De deux côtés différents on m'a fait savoir que l'Entente comptait sérieusement sur des tendances séparatistes en Bavière. Ce fait paraît être exact, — que l'on tienne pour faux ou non le renseignement concernant les émissaires bavarois, renseignement qui sonne étrangement.

Un ami italien éprouvé me communique que dans les milieux socialistes italiens il y a une forte tendance à coopérer avec un gouvernement allemand vraiment démocratique — mais que la personne de l'Empereur doit être écartée.

Signé : *Romberg.*

N° 99

TÉLÉGRAMME.

Train impérial, le 5 novembre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office Affaires étrangères.

L'Empereur vient de me faire appeler pour m'expliquer plus en détail ses pensées sur la continuation de pourparlers de paix indépendants des négociations d'armistice. Voici ses idées à ce sujet :

Étant donné les événements survenus en Turquie et en Autriche, il faut compter que les conditions qui nous seront imposées seront si importantes et si déprimantes que l'armée refusera de s'y soumettre. De là peut naître facilement une opposition entre la manière de voir de l'armée, celle du gouvernement et les désirs du peuple qui veut la paix. Il se peut aussi que l'Entente ait l'intention de faire naître ce différend afin d'affaiblir au moment critique notre force de résistance au point de vue politique. Ce différend mettrait l'Empereur et le Gouvernement dans une situation extrêmement difficile. Par suite il faut songer à entamer des négociations de paix indépendantes des négociations d'armistice et rendre possible leur continuation même en cas d'échec de ces dernières.

L'armistice ne conduira pas par lui-même à la paix ; mais du progrès des négociations de paix pourrait naître une situation, qui nous permettrait

d'obtenir plus facilement qu'aujourd'hui un armistice ou tout au moins une suspension d'armes.

L'engagement des négociations de paix, dont nous avons créé les conditions préalables en acceptant le programme de Wilson, l'évacuation des territoires occupés, la cessation effective de la guerre sous-marine et le changement de gouvernement, nous permettra de résister éventuellement plus énergiquement dans la discussion des conditions d'armistice, tandis qu'actuellement, au cas où des conditions d'armistice trop dures nous seraient imposées, nous serions purement et simplement placés devant l'alternative ou de les accepter ou de rompre avec la perspective d'avoir à engager le combat suprême.

Les opérations militaires continueraient sans changer de caractère, jusqu'au moment où l'état des négociations de paix rendrait possible une suspension des hostilités.

Pour séparer les négociations de paix des négociations d'armistice et entamer des pourparlers de paix, l'Empereur a émis l'idée de faire régler les questions d'armistice d'armée à armée. Le point de départ de cette façon de procéder pourrait être la déclaration faite par Wilson lui-même disant que la fixation des conditions d'armistice était du ressort des militaires. Si on accepte ce principe et si on charge des militaires de son application, on pourra peut-être alléger les négociations de paix de questions qui ne les concernent pas et par suite les hâter, d'autant plus que Wilson ne semble pas

maintenant faire admettre sa façon de voir auprès de l'Entente.

Mais si le front continue à se consolider, comme cela s'est produit dans les dernières semaines, si également les succès de l'Entente par suite du mauvais temps se ralentissent, enfin si les négociations de paix progressent, l'influence de Wilson et celle des éléments de l'Entente favorables à la paix pourront prendre une importance plus considérable.

Sa Majesté désire vivement connaître l'avis du gouvernement sur les idées que je viens de vous exposer.

Signé : *Grünau.*

N° 100

CONFÉRENCE DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT du 5 novembre 1918.

Etaient présents :

Le Chancelier, Leurs Excellences *von Payer*, *Friedberg*, le général *Gröner*, *Scheüch*, le comte *Roedern*, *Drews*, *von Waldow*, *von Krause*, *von Mann*, *Haussmann*, *Bauer*, *Scheidemann*, *Solf*, *Erzberger*, *Gröber*, *Trimborn*, *Rüdlin*, *Goeppert*, les généraux *Hoffmann* et *von Winterfeldt*, le colonel *von Haeften*, les commandants *von dem Busche*, *Brinkmann* et *von Harbou*, le directeur *Deutelmoser*, les conseillers *Simons*, *Radolny*, prince *Hatzfeld*, *von Schlieben*.

Groener (1). — J'ai éprouvé la nécessité pressante de venir ici pour vous exposer la situation telle que je la comprends. Il me paraît absolument nécessaire que nous travaillions en liaison des plus intimes et que nous trouvions et exécutions en accord parfait toutes les décisions que nous devons prendre pour le bien de la Patrie.

Je voudrais tout d'abord parler de la situation générale stratégique et en peu de mots vous faire un exposé du passé car la compréhension de la situation actuelle résulte, avec une logique impérieuse, de ce coup d'œil en arrière.

L'encerclement politique des années de paix s'est transformé entièrement en un encerclement militaire. De 1915 à 1917, nous avons essayé de rompre cet encerclement et de refouler l'anneau qui nous enserrait ; nous y sommes parvenus en partie, à l'Est et au Sud-Est. Il n'est pas douteux que cela nous a servi à renforcer d'une façon notable notre situation économique pour nous permettre de résister ; mais dans ce but nous avons accepté d'affaiblir notre situation militaire en occupant des territoires qui n'étaient pas en rapport avec nos forces. En 1918, une nouvelle tentative fut faite, pour amener la décision sur la partie la plus forte de l'anneau, à l'ouest. La tentative a échoué. En même temps, le danger de voir nos alliés s'effondrer s'est rapproché de nous d'une façon des

(1) L'exposé qui suit a été lu textuellement par le général Groener.

plus menaçantes, puis est survenu avec une rapidité et une ampleur inattendues.

Ces événements ouvrirent la voie à nos ennemis qui purent resserrer leur encerclement jusqu'aux frontières mêmes de l'Allemagne. La conduite politique de la guerre, résolue et certaine de ses buts, dirigée par le triumvirat *Wilson, Clemenceau, Lloyd George* fait prévoir que le haut commandement militaire de nos alliés s'efforcera lui aussi d'obtenir la décision militaire complète, l'encerclement et la capitulation du peuple allemand. En outre, les opérations militaires de nos ennemis trouvent un soutien puissant dans le bolchevisme, qui, de l'Est et du Sud-Est, pénètre dans notre armée et dans notre peuple.

Si la guerre doit être continuée, il faut tenir compte dans nos calculs de la possibilité *de voir non seulement la Roumanie reprendre la guerre, mais encore les Tchéco-Slovaques et d'autres fractions de nos anciens alliés soutenir activement les opérations de nos ennemis. Un soutien passif leur est déjà imposé d'une façon des plus catégoriques par les conditions de l'armistice.*

Je n'ai pas besoin d'insister sur la grande supériorité numérique de nos ennemis, depuis que l'armée allemande est réduite à ses seules forces.

Nous sommes sur le point de concentrer toutes nos forces militaires et de ramener vers les frontières allemandes toutes nos unités qui se trouvent encore à l'Est et au Sud-Est sur le pourtour du vaste

cercle. Cet ordre a déjà été donné à toutes les troupes qui se trouvent en Hongrie et Roumanie. Nous espérons qu'il sera possible de les ramener par voies ferrées ; dans le cas contraire il faudra qu'elles s'ouvrent le passage par les armes. Les quelques unités et formations qui se trouvent encore sur le théâtre italien sont en voie de rapatriement. Il n'est pas encore possible de prévoir comment reviendront les troupes d'Asie Mineure.

La question de savoir s'il y a lieu de maintenir en place les troupes du front oriental, y compris l'Ukraine, doit être discutée avec un soin particulier. Sans tenir compte des considérations politiques et économiques, il faut songer que si nous retirons nos troupes, le bolchevisme s'emparera des territoires abandonnés et s'avancera pour envahir notre patrie. Si nous sommes forcés par nos ennemis de continuer la guerre jusqu'à soumission absolue, il ne nous reste plus d'autre ressource que de donner aussi à ces troupes l'ordre de se replier pour défendre au plus près les frontières de notre pays.

Sans tenir compte des autres motifs, il ne *semble pas utile* même au point de vue militaire *d'abandonner immédiatement* tous les territoires de l'Est pour renforcer l'armée du front ouest.

Les troupes qui s'y trouvent ne pourront pas *apparaître rapidement sur le front occidental* à cause de la situation des transports dans l'Est, en particulier en Ukraine. La valeur combative de ces trou

pes n'est pas à la hauteur des exigences du front occidental et leur valeur morale est ébranlée par les influences orientales. On courrait le danger d'infecter les troupes de l'Ouest qui sont encore bonnes. Avant d'être engagées dans l'Ouest, les troupes de l'Est auraient besoin d'une longue et rigoureuse période d'instruction.

La direction politique de la guerre doit décider si pour des motifs politiques et économiques le maintien de troupes dans l'Est a de la valeur.

J'en arrive aux théâtres d'opérations particuliers.

Des mesures de couverture ont été prises à la frontière de l'Empire en face de l'ancien territoire austro-hongrois. Le gouvernement ayant donné l'autorisation de pénétrer dans le Tyrol, la protection de la Bavière pourra être assurée, en montagne, aux endroits tactiquement favorables. Outre les troupes des dépôts, deux divisions d'abord sont disponibles pour le Tyrol.

Le corps alpin sera ramené de Hongrie. Sur les frontières de Saxe et de Silésie, des détachements de couverture sont en formation. L'État-Major du VIe corps d'armée a été transféré à Görlitz.

Bien qu'actuellement il n'y ait pas intérêt au point de vue purement militaire pour les troupes allemandes à pénétrer en Bohême, l'occupation de certains points voisins du territoire allemand, en vue de protéger les habitants contre les massacres et les pillages, devra être examinée et solutionnée au plus tôt par le gouvernement. Au point de vue

militaire, l'occupation de certains nœuds de voies ferrées au-delà de la frontière est actuellement à l'étude.

L'emploi des troupes revenant de Roumanie et du Sud de la Hongrie est prévu tout d'abord sur le nouveau théâtre méridional. Si les troupes d'Ukraine devaient être retirées, elles seraient également en partie disponibles pour la protection de la frontière Sud.

Une avance de l'ennemi par Odessa à travers l'Ukraine et la Pologne vers la frontière orientale de l'Allemagne est pour un certain temps peu vraisemblable.

Le front occidental. — Les déclarations qui suivent sont le résultat d'une discussion avec les commandants d'armées. — Depuis des mois, le front ouest est soumis à une lutte très pénible. Tandis que les Anglais renouvelaient sans cesse leur tentative de percée entre Cambrai et Saint-Quentin, Français et Américains attaquaient nos positions entre la Suisse et la Meuse. En différents endroits, les ennemis pénétrèrent profondément dans nos organisations. Comme le manque de réserves ne nous permettait pas de considérer qu'il était possible de résister sur place victorieusement, il fut nécessaire de replier notre front vers des lignes plus courtes, favorables à la défensive. Par suite, on replia peu à peu le groupe d'armées du kronprinz Rupprecht sur la ligne générale Gand-Tournai-Valenciennes-Landrecies, et en liaison avec lui, le

groupe d'armées du Kronprinz d'Allemagne sur la coupure Oise-Serre-Aisne et Aire. L'ennemi nous pressa bientôt de nouveau et renouvela ses attaques. Pendant que les Anglais engageaient encore leurs forces pour percer en direction de Maubeuge et renouvelaient leurs attaques en Flandres avec l'aide des Français et des Américains, ceux-ci dirigeaient leur choc principal sur le front compris entre l'Oise et la Serre, sur les deux rives de l'Aisne à l'ouest de Rethel et sur le front Vouziers-Meuse.

La difficulté de tenir d'une façon définitive les positions actuelles réside en premier lieu dans le manque d'hommes et de renforts. A la fin d'octobre, l'Entente disposait sur le front occidental de 66 divisions en réserve, alors que nous n'en avions que 58.

Ce rapport s'est encore accentué à notre désavantage par suite de la nécessité où nous nous sommes trouvés d'envoyer des troupes à la frontière austro-allemande et par suite du retrait du front occidental des divisions austro-hongroises. L'effectif moyen des bataillons s'élève, dans l'armée française, à 600 hommes environ, à 700 environ chez les Anglais, à 1.000 environ chez les Américains, tandis que chez nous il est tombé à 500 en moyenne. Aussi avons-nous été obligés d'engager à nouveau, souvent après quelques jours de repos seulement et sans qu'elles aient reçu des renforts suffisants, les divisions qui avaient été retirées du front parce qu'affaiblies et fatiguées.

Il faut compter sur de nouvelles attaques pressantes de l'ennemi. Aussi a-t-on envisagé à plusieurs reprises, très sérieusement, la décision de replier l'armée sur une ligne plus courte et exigeant moins de forces, à savoir sur la ligne approximative Anvers-ouest de Bruxelles-Charleroi-Meuse.

Mais des motifs sérieux s'opposent à cette décision. La situation politique exige d'éviter autant que possible de grosses pertes de terrain. L'évacuation complète du territoire à abandonner où se trouvaient encore, il y a peu de jours, 80.000 blessés, des réserves formidables de matériel de guerre et d'approvisionnements de toute nature, ne peut être exécutée en plusieurs semaines. La situation des voies ferrées en territoire occupé, qui est déjà des plus tendues, deviendrait, en cas de repli de notre front, si critique par suite de la perte d'un réseau très serré et pourvu de nombreuses gares à grand rendement, que le ravitaillement des troupes dans leur nouvelle position serait certes réalisable, mais qu'on perdrait presque toute possibilité d'exécuter des déplacements rapides de troupes derrière le front. Il faut ajouter aussi que tout pas en arrière amènera une réduction de notre vie économique, ce qui nuira surtout à notre industrie de guerre.

Toujours est-il que le G. Q. G. ne peut pas remettre, pendant plus longtemps, la décision de reculer davantage. *Son premier devoir est et demeure d'éviter en toutes circonstances une défaite décisive de l'armée.* Si l'ennemi réussit à percer, alors il y

aura danger, car le G. Q. G. ne dispose plus de réserves fraîches suffisantes. Si l'aile nord de nos armées exécute peu à peu une conversion en arrière vers la ligne indiquée, on peut espérer qu'il n'y aura pas de combats sérieux pour elle pendant quinze jours, et on gagnera ainsi quelque temps pour reposer les troupes épuisées. *Mais la situation militaire en général ne s'améliorera pas*, car la position n'est pas encore entièrement construite et la situation du réseau ferré ainsi que les conditions économiques deviendront considérablement plus mauvaises. En cas de repli du front, *il ne sera pas possible d'éviter qu'une grande partie de la Belgique ne soit à nouveau gravement endommagée*. Même si toute dévastation est interdite par les ordres les plus sévères, on ne pourra empêcher, par suite des nécessités militaires, certaines destructions et certaines rigueurs envers la population.

Les rapports sur le moral dans l'armée montrent que quelques divisions, malgré une longue période d'engagement et des pertes élevées, se battent admirablement, tandis que d'autres, qui arrivent fraîches dans la bataille, ne font pas leur devoir, et cela sans motif nettement défini. En tout cas, l'offre d'armistice et les déclarations pusillanimes et mécontentes de la presse ont déprimé le moral. De tout côté, on signale sans cesse que les permissionnaires qui viennent de l'intérieur, que les renforts qui arrivent de l'Est ont une mauvaise influence sur le moral. On ne peut passer sous silence que ces

derniers sont souvent empreints d'un esprit bolcheviste. Là où on a réussi à maintenir un moral élevé dans la troupe, on le doit au mérite de chefs énergiques. Par suite, il est d'une importance capitale de tout faire pour remettre le corps d'officiers à la hauteur de sa mission, en l'instruisant, le dirigeant convenablement et l'éduquant. Mais il est également nécessaire de tout faire à l'intérieur pour rétablir la situation et la considération dues aux officiers et pour combattre rigoureusement toute propagande excitatrice dirigée contre eux.

Chez nos ennemis, la situation est sans contredit plus favorable. Par suite du grand nombre de réserves qu'ils possèdent, ils peuvent accorder à leurs divisions un repos plus long.

Jusqu'à présent, ils ont pu combler relativement, par l'incorporation de renforts, les pertes qu'ils ont subies et qui, de l'avis unanime des comptes rendus provenant de nos troupes, furent lourdes. Par ailleurs, les indices se multiplient que leur moral, surtout chez les Français, devient plus mauvais, et que leurs attaques d'infanterie ne sont plus menées avec l'ancienne vigueur.

Néanmoins, notre infanterie fatiguée ne tient pas toujours tête aux attaques sans énergie de l'infanterie ennemie, lorsque celle-ci est soutenue par une artillerie dominant la nôtre et par de nombreux chars d'assaut.

En résumé, il nous faut dire que *la situation militaire s'est encore aggravée*. Si notre armée n'est

pas encore battue, c'est grâce à l'esprit de courage et de fidélité au devoir qui règne encore dans la masse des troupes. De plus en plus, la puissance des individualités, officiers ou hommes, se fait sentir au combat.

Là où, dans le cœur de nos hommes, le feu sacré de l'enthousiasme patriotique brûle encore, là naissent les brillants exploits, et l'assaut de l'ennemi se brise contre la décision joyeuse prise par nos braves gens de sacrifier leur vie pour la patrie. Comment ce feu sacré peut-il être entretenu quand l'intérieur, par ses polémiques de presse, les hommes rentrant de permission, les prisonniers revenant de Russie et incorporés à nouveau déverse sur l'armée des flots glacés qui dépriment les troupes ? Ce que nous exigeons de l'intérieur, ce n'est pas de faire de la critique ni de la polémique, mais de durcir et de tremper les cœurs et les âmes. Si un prompt changement n'a pas lieu, l'intérieur précipitera l'armée à l'abîme. Il est de mon devoir de dire ces choses ici. De même le maréchal m'a chargé de vous dire textuellement, en ce qui concerne la *question de l'abdication de l'Empereur, qu'il se considérait comme un misérable s'il abandonnait l'Empereur*. Moi-même, messieurs, et tous les soldats d'honneur aussi, nous pensons de même. Comment les milliers et milliers de braves officiers et soldats pourront-ils prendre la décision de sacrifier leur vie si le doute est introduit dans leur cœur et dans leur conscience ? A l'intérieur, on ne semble

avait aucune idée de cela : mais c'est là la psychologie de l'armée ! Ce sont ces impondérables sur lesquels repose l'obéissance. Si la haine contre l'empereur ne cesse pas, alors le sort de l'armée est jeté : elle entrera en dissolution. Dans la soldatesque refluant vers le sol allemand, la brute humaine apparaîtra.

L'avis du Maréchal, comme le mien, est le suivant : le pire ennemi contre lequel l'armée ait à se défendre est la démoralisation causée par les influences de l'intérieur, c'est le bolchevisme menaçant.

La résistance que l'armée peut opposer à l'assaut de nos ennemis extérieurs ne peut être que de courte durée, étant donné leur supériorité numérique et la menace venant de l'Autriche-Hongrie. Il n'est pas possible de dire avec précision combien peut durer cette résistance, car elle dépend uniquement d'une part de l'attitude de l'intérieur et, de l'autre, des mesures prises aux armées, ainsi que de l'état moral et matériel des troupes. Estimer ce facteur est chose trop sujette à erreur personnelle : aussi je dois m'abstenir de donner un avis. Ce qui doit sauver l'empire allemand du démembrement et de l'effondrement intérieur, si l'édifice de l'armée résiste, c'est le dévouement inébranlable à la patrie commune et l'esprit d'obéissance.

Scheidemann demande si les hommes qui doivent être incorporés pourront avoir quelque influence

sur le renforcement de la valeur combative de l'armée.

Gröner. — Les nouveaux incorporés ne proviendront que pour une très petite part de l'industrie. En outre, ils ne seront pas versés immédiatement dans les unités combattantes, mais dans les dépôts de campagne, où ils seront exercés. Ce n'est que quand ils se seront repris qu'ils seront versés dans les troupes combattantes. Il est absolument nécessaire d'incorporer ces hommes, car nous devons être prêts à tout. Il ne méconnait pas que cette mesure créera de l'agitation. Mais dans la situation actuelle, il n'est pas possible de renoncer à ces renforts.

Erzberger dit qu'à son avis les idées fondamentales des déclarations du général Gröner sont les suivantes :

1. Il ne faut pas s'attendre à une amélioration de la situation militaire.
2. Il faut envisager un repli jusqu'à la frontière ;
3. Combien de temps pourrons-nous tenir aux frontières de l'Empire ou sur la ligne de la Meuse ? On ne peut le préciser.

Il déclare ensuite :

Le Général Gröner peut-il prendre sur lui la responsabilité de faire encore verser du sang si la situation ne s'améliore pas ?

Le Général Gröner demande que l'on combatte le bolchevisme. Mais de nombreux renseignements

indiquent que c'est le mauvais moral du front qui gagne l'intérieur.

Grœner. — Aux questions 1 et 2, on peut répondre oui. Quant à la question 3, il ne peut donner aucune indication de temps précise, car les facteurs dont dépend la résistance ne peuvent être appréciés exactement. Si l'armée demeure dans l'obéissance, et si l'esprit excellent des troupes du front se maintient, nous pourrons tenir encore un certain temps dans des positions de repli. Tout dépend de ce fait : l'ennemi utilisera-t-il ses possibilités d'attaque ? Il ne peut pas indiquer avec précision combien la résistance pourra encore durer. Mais en résistant, on pourra gagner du temps pour continuer les négociations. Mais il faut que l'intérieur dise : « L'armée doit tenir jusqu'à la conclusion de la paix. » Il est possible que le mauvais moral provienne du front et gagne l'intérieur : il y aurait là un phénomène de réaction. Si l'armée conserve sa cohésion, nous obtiendrons de meilleures conditions et nous aurons une meilleure base pour notre relèvement une fois la paix conclue.

Nous gagnerons certainement le temps nécessaire aux négociations. Si nous avons de la chance, ce temps pourra être plus long ; si nous n'en avons pas, il sera plus court. C'est pourquoi les négociations doivent être engagées avec une idée tactique. Aussi s'efforcera-t-il de demeurer en liaison très étroite avec le gouvernement.

Erzberger pose la question suivante : « En admet-

tant que toutes les circonstances défavorables nous frappent à la fois, quel est le laps de temps minimum pendant lequel on pourra résister ? »

Gröner répond : « Actuellement, un vaste mouvement de repli est en cours d'exécution. Jusqu'à présent, il s'est exécuté avec ordre et avec chance. Tout dépend des faits suivants : l'intervention de l'ennemi sera-t-elle sérieuse et, en particulier, toutes ses attaques sur un point bien défini et très important pourront-elles être complètement repoussées ? » Il n'est pas en situation de répondre fermement à la question posée et demande de patienter encore quelques jours jusqu'à ce que l'opération en cours soit terminée.

CONCLUSION DE L'ARMISTICE

N°s 102 à 110

N° 102

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 7 novembre 1918.

Le Secrétaire d'Etat impérial
à l'Office des Affaires étrangères.

Commission allemande pour armistice partie aujourd'hui midi de Spa en automobiles vers lignes françaises. Composition :

Secrétaire d'Etat *Erzberger*, président ;
Conseiller de légation *Comte Oberndorff* ;
Capitaine de vaisseau *Vanselow* ;
Général major *von Winterfeld* ;

En outre, un capitaine, un interprète, deux secrétaires. Général *von Gundell* s'est retiré.

Comme deuxième échelon, partent aujourd'hui, à 3 heures du soir, pour le G. Q. G. du groupe d'armées du kronprinz d'Allemagne :

Commandant *Duesterberg* ;

Commandant *Brinkmann* ;

Commandant *Kriebel* ;

Commandant *von Bötticher* ;

Et, sur le désir du Secrétaire d'Etat *Erzberger* et du comte *Oberndorff*, le Conseiller de légation comte *von Lersner*. En outre, quelques officiers chiffreurs et un journaliste.

Signé : *von Hintze*.

N° 103

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 8 novembre 1918.

A Office Affaires étrangères, Berlin.

Secrétaire d'Etat Erzberger télégraphie par T. S. F. ce qui suit :

« De la conférence qui a eu lieu sous la présidence du Maréchal Foch, et à laquelle ont assisté uniquement des officiers français de l'armée de terre et des officiers de marine anglais, il résulte que les conditions d'armistice qui nous ont été remises sont des conventions établies à l'avance par tous les gouvernements et commandements militaires ennemis ; par suite, le maréchal Foch a dû rejeter le délai (prolongation de 24 heures) demandé instamment pour cause de difficultés techniques, ainsi que la suspension provisoire des hostilités. D'après l'impression ressentie jusqu'à présent, il ne faut pas supposer que nos contre-

propositions concernant les points principaux seront discutées. On cherchera néanmoins à obtenir dans des discussions de détail déjà convenues un adoucissement de certains points en vue d'assurer en premier lieu le maintien de l'ordre intérieur et d'écarter la misère menaçante. En outre, on cherchera à obtenir une prolongation des délais et une diminution du matériel à livrer.

Si le gouvernement ne rejette pas les conditions imposées, nous demandons autorisation pleine et entière de signer immédiatement l'armistice après avoir obtenu tous les adoucissements possibles dans l'exécution.

Demandons en outre autorisation de joindre au procès-verbal une déclaration conçue à peu près dans le sens suivant : « Le gouvernement allemand s'emploiera de toutes ses forces, comme cela se comprend, à l'exécution des conditions imposées. Mais les soussignés considèrent, dans l'intérêt du maintien des relations entre l'Allemagne et ses adversaires, que c'est un devoir de conscience pour eux de signaler dès maintenant que l'exécution de l'armistice doit jeter le peuple allemand dans l'anarchie et la famine ; et que par suite, sans que le gouvernement allemand, ni le peuple allemand en soient cause, il peut en résulter une situation rendant impossible l'observation ultérieure de toutes les obligations. »

Il faut prendre une décision définitive sur la réponse à donner et nous faire savoir si on doit ajou-

ter au procès verbal la déclaration faite plus haut, même au cas où elle devrait entraîner l'échec des négociations d'armistice. Étant donné le peu de durée du délai, prière de s'en remettre aux plénipotentiaires en ce qui concerne la rédaction définitive.

Signé : *von Hintze*.

N° 104

G. Q. G., le 8 novembre 1918.

Conseiller de légation impérial
à Office des Affaires étrangères.

Secrétaire d'État Erzberger a fait savoir par T. S. F. qu'il a envoyé à Spa un courrier avec conditions armistice. Conditions doivent être acceptées ou rejetées avant lundi midi. Suspension hostilités jusqu'à cette date a été rejetée par Français. Question de savoir si les Français ont donné réellement jusqu'à lundi pour acceptation conditions armistice, n'est pas entièrement claire, car il est parlé d'un délai de 72 heures.

Signé : *Lersner*.

N° 105

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 9 novembre 1918.

Excellence von Hintze à Office Affaires étrangères.

Ci-dessous extrait des conditions d'armistice dont texte complet ne doit être attendu que demain

1. Entrée en vigueur six heures après signature.
2. Evacuation immédiate de Belgique, France, Alsace-Lorraine dans délai de 15 jours. Troupes se trouvant encore sur ces territoires après ce délai seront internées ou prisonnières.
3. Remise de 5.000 canons, lourds d'abord : 30.000 mitrailleuses, 3.000 minenwerfer, 2.000 avions.
4. Evacuation rive gauche du Rhin : Mayence, Coblentz, Cologne, occupées par ennemi dans rayon 30 kilomètres profondeur.
5. Sur rive droite du Rhin, zone neutre de 30 à 40 kilomètres de profondeur. Evacuation en onze jours.
6. Ne rien emmener de la rive gauche du Rhin ; laisser intacte toute fabrique, voie ferrée, etc.
7. Remettre 5.000 locomotives, 100.000 wagons, 10.000 automobiles.
8. Entretien des troupes d'occupation par Allemagne.
9. De l'Est replier toutes les troupes derrière frontière 1er août 1914 : délai non fixé.
10. Renonciation aux traités de Brest-Litovsk et Bucarest.
11. Capitulation sans condition Afrique orientale.
12. Restitution de l'avoir de la banque belge, de l'or russe et roumain.

13. Restitution des prisonniers de guerre sans réciprocité.
14. Remise de 100 sous-marins, 8 croiseurs légers, 6 dreadnoughts ; les autres navires désarmés et surveillés par alliés dans ports neutres et alliés.
15. Occupation par alliés de tous forts et batteries du Cattegatt.
16. Blocus continue. Navires allemands continueront à être saisis.
17. Toute limitation de navigation prescrite par Allemagne à neutres est levée.
18. Armistice dure 30 jours.

Commission demande pleins pouvoirs pour signature de ces conditions, espère pouvoir obtenir prolongation des délais.

Commission n'a pas caché que maintien des conditions est en partie impossible parce que misère en Allemagne en serait conséquence inévitable et que observation des conditions serait rendue en partie impossible.

Signé : *von Hintze.*

N° 106

TÉLÉGRAMME

Arrivé 10 novembre 1918.

Le chef d'état-major de l'armée de campagne télégraphie à Office Affaires étrangères :

Le message de T. S. F. chiffré suivant des plénipotentiaires allemands vient d'être reçu ici :

A G. Q. G., pour M. le Chancelier !

Pleins pouvoirs viennent d'arriver. Aussitôt armistice conclu, nous recommandons d'en donner connaissance par T. S. F. au président Wilson et de lui demander d'entamer immédiatement des négociations en vue des préliminaires de paix pour éviter chez nous la misère et l'anarchie. En outre, nous demandons de provoquer, par l'entremise de la Hollande, une première rencontre des plénipotentiaires à La Haye. La catastrophe que causera l'exécution des conditions d'armistice ne peut être adoucie que par la conclusion immédiate des préliminaires de paix.

L'importance de ce danger échappe complètement jusqu'à présent à nos ennemis.

Erzberger.

Le chef d'État-major de l'armée de campagne.

N° 107

TÉLÉGRAMME (1)

G. Q. G., le 10 novembre 1918.

A Ministère de la Guerre.

Il faut s'efforcer d'obtenir dans les conditions d'armistice adoucissement sur les points suivants :

1° Prolongation à deux mois du délai d'éva-

(1) Ce télégramme a été envoyé en même temps par T.S.F. à la commission d'armistice allemande négociant avec Foch.

cuation, la majeure partie de ce délai doit être réservée à l'évacuation de la province Rhénane, du Palatinat et de la Hesse, sinon effondrement de l'armée parce que exécution technique absolument impossible.

2. Traversée par notre aile droite de la pointe de Maestricht.
3. Suppression de la zone neutre pour des motifs d'ordre ou tout au moins réduction à 10 km.
4. Capitulation honorable de l'Afrique orientale.
5. Diminution considérable du matériel de chemin de fer à remettre, sinon très grand danger économique. Il n'est possible que dans une faible mesure de laisser en place le personnel conformément à l'article VII. Accords plus précis à ce sujet sont nécessaires.
6. Il n'y a que 18 000 camions dans l'armée dont 50 % en bon état. Remise du chiffre fixé signifierait effondrement complet du ravitaillement de l'armée.
7. Il n'y a que 1.700 avions de chasse et de bombardement.
8. En cas de remise unilatérale des prisonniers de guerre, conventions sur traitement des prisonniers doivent être au moins maintenues.

9. Ouvrir le blocus pour les vivres ; des commissaires sont en route pour régler question ravitaillement.

Au cas où ces points ne pourraient être obtenus, il faudrait signer néanmoins. Il faudrait élever une violente protestation contre rejet des points 1, 4, 5, 6, 8, 9.

Prière obtenir le plus rapidement possible décision gouvernement dans le sens.

Signé : *von Hindenburg.*

N° 108

TÉLÉGRAMME

Berlin, le 10 novembre 1918.

A Hintze et G. Q. G.

Je prie Votre Excellence de demander au G. Q. G. de vouloir bien transmettre par T. S. F. ce qui suit à la commission d'armistice :

Pour le Secrétaire d'État Erzberger.

Votre Excellence est autorisée à signer l'armistice.

Veuillez joindre au procès-verbal la déclaration suivante :

« Le gouvernement allemand s'emploiera « de toutes ses forces à l'exécution des condi« tions imposées. Mais les soussignés considè« rent qu'il est de leur devoir de signaler que

« l'exécution de certains points de ces condi-
« tions jettera dans la misère la population de
« la partie de l'Allemagne qui ne doit pas
« être occupée. Le fait de laisser en place dans
« tous les territoires à évacuer tous les appro-
« visionnements qui étaient destinés à l'entre-
« tien des troupes et la limitation des moyens
« de transports, qui, en raison du maintien
« du blocus, équivaut à une privation de ces
« moyens — rendent impossible le ravitaille-
« ment en vivres et toute organisation de leur
« répartition.

« En conséquence, les soussignés deman-
« dent que l'on puisse discuter en vue d'ap-
« porter à ces points telles modifications per-
« mettant d'assurer le ravitaillement de l'Al-
« lemagne. »

Je suis également d'accord pour que le G. Q. G. invite Son Excellence Erzberger à obtenir une capitulation honorable pour l'Afrique allemande et la traversée de la pointe de Maestrich.

Signé : *Le Chancelier.*

N° 100

Berlin, le 10 novembre 1918.

A M. le Secrétaire d'État von Hintze, pour le G. Q. G.

Communiquer à la délégation de paix par T. S. F. que le gouvernement allemand accepte les

conditions d'armistice qui lui ont été imposées le 8 novembre.

Signé : *Solf.*

N° 110

TÉLÉGRAMME

G. Q. G., le 11 novembre 1918.

Excellence von Hintze à Office Affaires étrangères.

Armistice entre en vigueur aujourd'hui à onze heures 55.

Signé : *von Hintze.*

TABLE DES MATIÈRES

Pages

CORBEIL. — IMPRIMERIE CRÉTÉ

Octobre 19[illegible]




3 1761 07996346 8